

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepaling*

Art. 6. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2025.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 25 april 2024.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President et Minister van Klimaat, Energie, Infrastructuren en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid,
Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
C. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

(1) Zitting 2023-2024

Stukken van het Waalse Parlement 1671 (2023-2024) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 24 april 2024.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/005858]

25 AVRIL 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon portant création du Centre Stratégique d'Expertise Fiscale, Financière et Budgétaire, en abrégé : CeSEFFB, abrogeant les arrêtés du Gouvernement wallon du 27 mars 2002 portant création d'une cellule fiscale de la Région wallonne, et du 8 mai 2014 portant création de la cellule d'informations financières et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2005, et retirant l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2023 portant création du Centre Stratégique d'Expertise Fiscale, Financière et Budgétaire, en abrégé : CeSEFFB, et abrogeant diverses dispositions en la matière

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 87, §§ 1^{er} et 3, tel que modifié ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2002 portant création d'une cellule fiscale de la Région wallonne, tel que modifié ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 mai 2014 portant création de la cellule d'informations financières et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2005, tel que modifié ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2023 portant création du Centre Stratégique d'Expertise Fiscale, Financière et Budgétaire, en abrégé : CeSEFFB, et abrogeant diverses dispositions en la matière ;

Vu les avis de l'Inspecteur des Finances, donnés les 6 avril 2023 et 24 octobre 2023 ;

Vu le rapport du 2 janvier 2024 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de la Ministre de la Fonction publique donné le 9 janvier 2024 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 janvier 2024 ;

Vu le protocole de négociation n°864 du Comité de secteur n° XVI, conclu le 15 mars 2024 ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 29 mars 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 76.027/4 ;

Vu la décision de la section de législation du 3 avril 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant le décret d'assentiment du 19 novembre 2015 portant assentiment du protocole d'accord entre la Région wallonne, la Communauté française et la Commission communautaire francophone en matière de gratuité des détachements dans les Cabinets ministériels ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, tel que modifié ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire des Services du Gouvernement wallon, des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales, des organismes et du Service du Médiateur et la Commission wallonne pour l'énergie en Région wallonne ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 septembre 2019 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, au Secrétariat du Gouvernement wallon et au SePAC, tel que modifié ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 janvier 2022 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement ;

Considérant la nécessité d'assurer juridiquement l'existence du Centre Stratégique d'Expertise Fiscale, Financière et Budgétaire depuis sa mise en œuvre au 1^{er} janvier 2024, eu égard au recours pendant en annulation de l'arrêté du 20 juillet 2023, tant pour la garantie de l'emploi et des traitements des membres du personnel qui y sont affectés depuis cette date que pour les missions déjà exercées depuis cette date, il convient que le présent arrêté qui abroge l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2023 portant création du Centre Stratégique d'Expertise Fiscale, Financière et Budgétaire, en abrégé : CeSEFFB, et abrogeant diverses dispositions en la matière, produise ses effets à cette même date du 1^{er} janvier 2024 ;

Sur la proposition du Ministre du Budget et des Finances ;

Après délibération,

Arrête :

TITRE I^{er}. — *Création, objet et missions du Centre*

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

- 1° « le Centre » : le Centre Stratégique d'Expertise Fiscale, Financière et Budgétaire visé à l'article 2 ;
- 2° « le Ministre » : le Ministre qui a le budget et les finances dans ses attributions ;
- 3° « la Région » : la Région wallonne ;
- 4° « l'ICN » : l'Institut des comptes nationaux visé à l'article 107 de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses ;
- 5° « le SPW » : le Service public de Wallonie ;
- 6° « le Code de la Fonction publique » : l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne ;
- 7° « le SePAC » : le Secrétariat pour l'Aide à la gestion et au contrôle interne des Cabinets ministériels tel que visé à l'article 4, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 septembre 2019 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, au Secrétariat du Gouvernement wallon et au SePAC ;
- 8° « le règlement (UE) n°549/2013 » : le Règlement (UE) n°549/2013 du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2013 relatif au système européen des comptes nationaux et régionaux dans l'Union européenne ;
- 9° « le SEC » : le Système européen des comptes nationaux et régionaux dans l'Union européenne au sens du règlement (UE) n°549/2013 tel que visé au 8° ;
- 10° « UAP » : l'unité d'administration publique qui fait partie du périmètre de consolidation de la Région wallonne, à savoir le sous-secteur 1312 « Administrations d'Etats fédérés » du secteur 13 « Administrations publiques » au sens du règlement (UE) n°549/2013 tel que visé au 8° ;
- 11° « le SPOC » : le point de contact unique de la Région vis-à-vis de l'ICN dans le cadre de la transmission des informations et des statistiques demandées pour l'établissement des comptes des administrations publiques au sens du SEC ainsi que dans le cadre de la procédure de déficits excessifs ;
- 12° « les revues des dépenses » : les outils qui permettent de développer, d'évaluer, de recommander et d'adopter des options politiques en analysant les dépenses existantes du Gouvernement dans des domaines définis, afin de :
 - a) permettre au Gouvernement de gérer le niveau global des dépenses ;
 - b) aligner les dépenses avec les priorités du gouvernement ;
 - c) améliorer l'efficacité des programmes et des politiques ;
- 13° « les entités-source » : les entités qui relèvent du périmètre régional de consolidation tel que défini à l'article 2, 25°, du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes ;
- 14° « le CFFW » : le Conseil de la Fiscalité et des Finances de Wallonie institué par le décret du 22 juillet 2010 créant un Conseil de la Fiscalité et des Finances de Wallonie ;
- 15° « les services admissibles » : les services effectifs tels que visés aux articles 238 à 243 du Code de la Fonction publique, tel que visé au 6° ;
- 16° « l'échelle de traitements » : l'échelle de traitements en base annuelle reprise à l'Annexe XIII du Code de la Fonction publique, tel que visé au 6° ;
- 17° « le Gouvernement » : le Gouvernement wallon ;
- 18° « l'arrêté du Gouvernement wallon relatif aux cabinets des Ministres » : l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 septembre 2019 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, au Secrétariat du Gouvernement wallon et au SePAC.

CHAPITRE II. — *Création du Centre*

Art. 2. Il est institué sous la dénomination « Centre Stratégique d'Expertise Fiscale, Financière et Budgétaire », une cellule du Gouvernement placée sous son autorité directe, ci-après dénommée le Centre et dont le sigle est « CeSEFFB ». Le Centre dispose également de l'appellation « Wallonie Finances Expertises », dont le sigle est « WFE », aux fins de sa communication extérieure.

L'arrêté du Gouvernement wallon relatif aux cabinets des Ministres s'applique au Centre, sauf dispositions dérogatoires dans le présent arrêté. Le Centre est assimilé à un Cabinet ministériel, y compris pour le Code de la Fonction publique. Il n'est pas une administration tout en étant un service public.

Le personnel du Centre, le cas échéant sans préjudice de sa situation administrative chez son employeur d'origine :

- 1° ne peut pas acquérir en cours d'exercice un statut de fonctionnaire nommé à titre définitif ;

2° n'est pas soumis en son sein à la loi du 3 juillet 1978 sur le contrat de travail ;

3° est soumis à une position administrative sui generis.

Le Ministre assure l'autorité fonctionnelle sur le Centre et en est l'ordonnateur primaire.

Art. 3. Aux fins d'assurer le bon fonctionnement du Centre, le SePAC l'informe sans délai de l'arrêté du Gouvernement wallon relatif aux cabinets des Ministres, et de ses modifications ultérieures.

CHAPITRE III. — *Objet et missions du Centre*

Art. 4. Le Centre est l'interlocuteur et le partenaire régional désigné pour offrir les services d'appui, d'assistance et d'accompagnement au Gouvernement, au SPW et aux UAP, dans les domaines d'intérêt général repris à l'article 5.

Le Centre est l'interlocuteur et le partenaire régional désigné pour offrir les services d'appui, d'assistance et d'accompagnement au Comité de monitoring budgétaire, défini comme l'organe chargé par le Gouvernement de suivre les travaux d'élaboration des budgets de la Région ainsi que leur exécution au regard des objectifs budgétaires fixés par le Gouvernement, et au CFFW dans l'exécution de leurs missions.

Le Centre est l'interlocuteur et le partenaire régional désigné pour les instances financières et fiscales belges, européennes et internationales. A cet effet, le Centre :

1° veille à l'accomplissement des obligations financières et fiscales légales de la Région et des institutions wallonnes qui le demandent ;

2° collabore à la défense et à la préservation des intérêts de la Région en matière financière et fiscale ;

3° coordonne les contacts de la Région et des institutions wallonnes qui le demandent, avec les administrations fiscales fédérales et locales qui gèrent des impôts et taxes à charge de la Région ou de ces institutions ;

4° est le SPOC de la Région, notamment vis-à-vis de l'ICN.

Art. 5. § 1^{er}. Le Centre assure sous l'autorité du Ministre le financement global de la dette publique régionale conformément aux directives générales données par le Ministre.

Dans ce cadre, il est entre autres chargé de :

1° proposer au Ministre la stratégie de financement et d'exécuter les opérations financières liées à l'émission de tout type d'emprunts selon les procédures d'émission appropriées ;

2° intervenir sur le marché des produits dérivés ;

3° enregistrer toutes les opérations financières liées à la gestion de la dette afin de déterminer la position de trésorerie journalière, de calculer les risques de crédit et de marché et d'établir des statistiques et des rapports ;

4° proposer au Ministre une stratégie pour la gestion de la dette tenant compte notamment de la structure du portefeuille de dette et de l'évaluation des risques de marché et de crédit ;

5° entretenir des contacts avec les acteurs du marché et les organismes nationaux et internationaux pour ce qui concerne la gestion de la dette ;

6° établir le budget de la dette publique et d'adapter la gestion de la dette au budget ;

7° assurer la promotion du financement de la dette de la Région tant en Belgique qu'à l'étranger ;

8° développer de nouveaux produits financiers ;

9° formuler au Ministre toutes propositions qui favorise la gestion de la dette ;

10° établir des rapports et fournir des informations à la demande du Ministre ou des institutions belges, européennes ou internationales ;

11° diffuser des informations générales concernant la dette de la Région ;

12° conseiller et suivre les UAP dans leur politique de financement.

§ 2. Le Centre assure sous l'autorité du Ministre l'opérationnalisation des placements à long terme au nom de la Région, et participe au développement de la stratégie en la matière.

Dans ce cadre, il est entre autres chargé de :

1° analyser et réaliser les placements à plus d'un mois en produits classiques ou structurés, en euros ou en une autre devise au nom de la Région ;

2° négocier, modéliser et conclure les produits de couvertures des placements ;

3° négocier et suivre les contrats ;

4° mettre en place un monitoring des placements et d'analyse du risque du portefeuille.

§ 3. Le Centre assiste le Gouvernement, le SPW et les UAP dans le cadre de l'analyse, du pilotage et de la veille budgétaire, comptable et financière, ainsi que de la politique d'investissement.

Dans ce cadre, il est entre autres chargé de :

1° participer à la préparation et à l'élaboration des budgets régionaux et à leur exécution ;

2° analyser des budgets et des comptes des UAP, ainsi que de suivre l'exécution de leur budget, dont leur impact sur le besoin de financement et l'endettement de la Région ;

3° élaborer et suivre les projections pluriannuelles ;

4° remettre des avis relatifs aux politiques initiées par le Gouvernement, le SPW et les UAP, à la demande de ceux-ci, notamment quant à l'impact de celles-ci sur le besoin de financement et l'endettement de la Région ;

5° concevoir des procédures et des outils dédiés ;

6° élaborer la politique d'investissement, ses moyens et d'assurer son suivi ;

7° suivre les financements alternatifs ;

8° accompagner le Gouvernement, le SPW, les UAP et les pouvoirs locaux qui le sollicitent dans la conception, l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi de projets ou de programmes d'investissements ;

9° suivre et conseiller en matière de comptabilité publique et privée ;

10° développer des analyses prospectives financières, budgétaires et fiscales.

§ 4. Le Centre assiste le Gouvernement dans le processus des revues des dépenses, y compris les diminutions, les réductions et les crédits d'impôts relatifs aux compétences fiscales de la Région.

Dans ce cadre, il est entre autres chargé de :

1° élaborer et assurer la gestion globale de la méthodologie ;

2° concevoir des procédures et des outils dédiés ;

3° coordonner la mise en œuvre des revues des dépenses, en ce compris le secrétariat des groupes de travail et du comité de pilotage ;

4° contrôler le suivi des décisions prises par le Gouvernement suite à chaque exercice de revues des dépenses.

§ 5. Le Centre assiste le Gouvernement dans l'élaboration et l'exécution de sa politique fiscale, le cas échéant en collaboration avec le SPW.

Dans ce cadre, il est entre autres chargé de :

1° rédiger la législation et la réglementation fiscales régionales ;

2° suivre les législations, en projet ou existantes, en Belgique ou à l'étranger, susceptibles d'influencer l'exercice des compétences fiscales de la Région ;

3° suivre l'application de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions ;

4° analyser le statut fiscal de la Région et des institutions wallonnes ;

5° analyser les recettes et les dépenses fiscales de la Région.

§ 6. Le Centre assure le rôle de SPOC de la Région vis-à-vis de l'ICN.

Dans ce cadre, il est entre autres chargé de :

1° collecter des informations et des statistiques requises par l'ICN auprès des entités sources ;

2° représenter la Région au sein des groupes de travail chargés, en application du protocole conclu entre l'ICN et les autorités publiques belges, d'établir les tableaux, les tableurs et les listes nécessaires ;

3° transmettre dans les délais requis les demandes de renseignements complémentaires adressées par l'ICN aux instances publiques et la communication des réponses à l'ICN ;

4° informer l'ICN de toute modification susceptible d'avoir une incidence sur la transmission des données ainsi que sur l'établissement des statistiques du SEC et de procédure de déficit excessif ;

5° représenter la Région aux réunions d'informations mutuelles telles que prévues par le protocole de collaboration ;

6° centraliser et transmettre à l'ICN les demandes d'avis préalablement sollicitées par les instances publiques et les entités sources sur l'impact de projets ou de transactions sur le solde de financement et l'endettement de la Région ;

7° établir la liste de toutes les données statistiques attendues par l'ICN, leur fréquence de transmission et le format requis.

§ 7. Le Centre reçoit, collecte, détient et transmet les données et les informations nécessaires pour la poursuite de ses missions dans le respect des dispositions légales et réglementaires applicables en la matière.

§ 8. Le Centre dispose auprès des entités-source de tous les renseignements nécessaires à l'exercice de ses missions.

Art. 6. Le Centre est également chargé dès sa constitution de missions spécifiques inhérentes à sa forme de cellule du Gouvernement que sont :

1° l'analyse de sa situation au sein du paysage institutionnel wallon, au niveau belge et international ;

2° l'analyse des missions qui lui sont dévolues et le développement des possibilités d'adaptation de ces missions ;

3° l'analyse de l'organisation interne la plus efficace pour atteindre ses objectifs ;

4° la présentation au Gouvernement des résultats de ces différentes analyses dans un délai maximal de trois ans à dater de sa constitution ;

5° la proposition au Gouvernement de l'ensemble du cadre juridique nécessaire à son évolution vers une structure pérenne dans un délai maximal d'un an à dater de l'accomplissement de la mission prévue au 4°.

On entend par « structure pérenne », une structure organisationnelle à vocation permanente par opposition à la vocation temporaire de la structure du Centre en tant que cellule du Gouvernement.

TITRE II. — *Composition et organisation du Centre*

CHAPITRE I^{er}. — *Composition*

Art. 7. Le personnel du Centre est composé des membres suivants :

1° un coordinateur général de niveau A ;

2° cinq coordinateurs généraux adjoints de niveau A ;

3° quarante-et-un équivalents temps-plein de niveau A ;

4° huit équivalents temps-plein de niveau B, C ou D.

Art. 8. Le Gouvernement désigne les membres du personnel du Centre sur proposition du Ministre.

CHAPITRE II. — *Organisation*

Art. 9. § 1^{er}. Le coordinateur général est responsable de l'ensemble de la coordination du Centre, en ce compris la gestion administrative.

Un coordinateur général adjoint est responsable de l'organisation, de l'exécution et du suivi de la mission transversale prévue à l'article 4, alinéa 3.

Les autres coordinateurs généraux adjoints sont responsables de l'organisation, de l'exécution et du suivi des autres missions du Centre déterminées au titre 1^{er}, chapitre 3.

Les membres du personnel de niveau A et B exécutent les missions du Centre déterminées au titre 1^{er}, chapitre 3, sous la responsabilité du coordinateur général et des coordinateurs généraux adjoints. Ils peuvent également être chargés d'une fonction de support du Centre.

Les membres du personnel de niveau C ou D assurent les fonctions de support ou de logistique du Centre.

A la constitution du Centre, deux membres du personnel de niveau B, C ou D exercent la mission de Correspondant comptable. Dès que l'un des deux n'exerce plus cette mission, un seul membre du personnel de niveau B, C ou D exerce la mission de Correspondant comptable.

§ 2. Le coordinateur général et les coordinateurs généraux adjoints exercent leur fonction au sein du Centre à temps plein.

§ 3. Il est interdit au coordinateur général et aux coordinateurs généraux adjoints du Centre d'effectuer une prestation dans une autre cellule du Gouvernement, y compris les cabinets ministériels.

§ 4. En cas d'absence ou d'empêchement du coordinateur général, les délégations dont il est investi sont, à défaut de dispositions réglementaires contraires ou de dispositions particulières prises par le titulaire de la fonction, accordées, pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, à chaque coordinateur général adjoint concerné.

Art. 10. Le coordinateur général et les coordinateurs généraux adjoints déterminent la répartition des missions et des tâches entre eux, ainsi que la répartition des membres du personnel affectés à ces missions et tâches.

Art. 11. Le Gouvernement institue un comité de suivi du Centre qui se réunit semestriellement sous la présidence du coordinateur général du Centre.

Ce comité de suivi se compose :

- 1° d'un représentant du Ministre-Président du Gouvernement ;
- 2° d'un représentant de chaque vice-président du Gouvernement ;
- 3° d'un représentant du Ministre ;
- 4° du Directeur général du SPW Finances, ou son délégué ;
- 5° du Directeur général du SPW Intérieur et Action sociale, ou son délégué ;
- 6° d'un membre de l'Inspection des Finances.

Ce comité de suivi est chargé de suivre les activités et le fonctionnement du Centre.

Art. 12. Au plus tard le 31 mars de chaque année, le coordinateur général du Centre communique au Gouvernement un rapport annuel d'activités relatif à l'année civile précédente.

Ce rapport contient au minimum une évaluation du fonctionnement du Centre et des actions menées, en ce compris la pertinence des instruments et l'efficacité de leur mise en œuvre ainsi que toutes propositions relatives aux mesures à prendre et aux politiques à mener en vue d'améliorer les résultats obtenus dans le cadre de l'exercice des missions du Centre.

TITRE III. — Situation administrative et pécuniaire des membres du personnel du Centre

CHAPITRE I^{er}. — Principes généraux

Art. 13. § 1^{er}. Les membres du personnel du Centre remplissent leurs fonctions avec loyauté, conscience et intégrité sous l'autorité de leurs supérieurs hiérarchiques.

Ils sont tenus de respecter les lois et les règlements en vigueur ainsi que les procédures et les directives de l'autorité dont ils relèvent.

Ils respectent les instruments de travail qui sont mis à leur disposition, les utilisent à des fins professionnelles et selon les règles fixées par l'autorité dont ils dépendent.

Dans leur travail quotidien, et lorsque ceux-ci s'appliquent au Centre, les membres du personnel du Centre tiennent compte des principes de déontologie énoncés à l'annexe I du Code de la Fonction publique.

§ 2. Les membres du personnel du Centre traitent les usagers de leur service avec compréhension et sans aucune discrimination.

Ils garantissent aux usagers l'égalité de traitement sans distinction fondée notamment sur la nationalité, le sexe, l'origine sociale ou ethnique, la religion ou les convictions, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle.

§ 3. Les membres du personnel du Centre évitent, en dehors de l'exercice de leurs fonctions, tout comportement qui peut ébranler la confiance du public dans leur service.

§ 4. Les membres du personnel du Centre ne peuvent pas solliciter, exiger ou recevoir, directement ou par personne interposée, même en dehors de leurs fonctions mais en raison de celles-ci, des dons, des gratifications ou des avantages quelconques.

§ 5. Les membres du personnel du Centre traitent leurs dossiers et formulent les avis destinés à leurs supérieurs hiérarchiques et au Gouvernement indépendamment de toute influence extérieure et de tout conflit de fonctions, et n'obéissent pas directement ou indirectement à un intérêt personnel.

Les membres du personnel du Centre s'abstiennent de participer à la prise d'une décision dans les dossiers dans lesquels ils ont directement ou indirectement des intérêts personnels, ou dans lesquels ils présentent un conflit de fonctions.

Dans le cas où ils exercent un mandat électif ou exécutif local, les membres du personnel du Centre s'abstiennent de traiter des dossiers revêtant un intérêt local.

§ 6. Les membres du personnel du Centre se tiennent au courant d'une façon permanente de l'évolution des techniques, des réglementations et des recherches dans les matières dont ils sont professionnellement chargés.

Art. 14. Au cours de l'exécution et après l'exécution de leur mission au sein du Centre, les membres du personnel du Centre agissent avec réserve et sont tenus au strict respect du secret professionnel et ce, sans limite dans le temps.

Les activités du Centre et les informations y relatives, directes ou indirectes, sont strictement confidentielles et les membres du personnel du Centre s'engagent à ne pas divulguer d'informations concernant celles-ci.

Art. 15. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 14, les membres du personnel du Centre jouissent de la liberté d'expression à l'égard des faits dont ils ont connaissance dans l'exercice de leurs fonctions.

§ 2. Il leur est uniquement interdit de révéler des faits qui ont trait à la sécurité nationale, à la protection de l'ordre public, aux intérêts financiers de l'autorité, à la prévention et à la répression des faits délictueux, au secret médical, aux droits et aux libertés du citoyen, et notamment au droit au respect de la vie privée; cette interdiction vaut également pour les faits qui ont trait à la préparation de toutes les décisions aussi longtemps qu'une décision finale n'a pas été prise, ainsi que pour les faits qui, lorsqu'ils sont divulgués, peuvent porter préjudice à la position de concurrence de l'organisme dans lequel le membre du personnel du Centre est occupé.

Les dispositions de l'alinéa 1^{er} s'appliquent également aux membres du personnel du Centre qui ont cessé leurs fonctions.

§ 3. Les membres du personnel du Centre ont droit à l'information pour tous les aspects utiles à l'exercice de leurs tâches.

§ 4. Les membres du personnel du Centre ont le droit de consulter leur dossier personnel et d'en obtenir une copie gratuite.

§ 5. Les membres du personnel du Centre ont droit à la formation utile à leur travail.

§ 6. Les membres du personnel du Centre ont le droit d'être traités avec dignité tant par les supérieurs hiérarchiques que par les subordonnés.

Art. 16. Le personnel du Centre est composé :

1° de membres des services du Gouvernement, ou d'un organisme visé à l'article 3, § 1^{er}, 4°, du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, mis en congé pour l'exercice d'une fonction au sein d'un Cabinet ministériel en application des articles 485 à 490 du Code de la Fonction publique ;

2° de membres détachés relevant soit :

a) d'un service, d'une administration ou d'un organisme d'intérêt public dépendant des autres entités fédérées, du fédéral ou des pouvoirs locaux ;

b) d'une entreprise publique autonome ;

c) d'un établissement d'enseignement organisé ou subventionné ;

3° de membres désignés directement par le Gouvernement qui ne relèvent pas d'une situation visée aux 1° et 2°.

Le régime juridique des membres du personnel du Centre est sui generis et la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail n'est pas d'application. Leur désignation ou leur détachement est uniquement le fruit d'actes administratifs unilatéraux à portée individuelle qui émane du Ministre sur décision du Gouvernement. Lorsqu'ils n'ont pas la qualité d'agent désigné à titre définitif chez leur employeur d'origine, ils sont toutefois soumis au statut de sécurité sociale des agents contractuels de l'Etat. Le personnel statutaire détaché reste soumis à la sécurité sociale de son employeur d'origine.

Art. 17. Les dispositions visées par l'arrêté du Gouvernement wallon relatif aux cabinets des Ministres en matière de congés et d'absences sont applicables aux membres du personnel du Centre.

CHAPITRE II. — *Cumul d'activités et congé pour mission*

Art. 18. § 1^{er}. Les membres du personnel du Centre ne peuvent pas cumuler des activités professionnelles.

Par activité professionnelle, l'on entend toute occupation dont le produit est un revenu professionnel au sens du Code des Impôts sur les revenus 1992.

Par dérogation à l'alinéa 2, un mandat public de nature politique n'est pas considéré comme une activité professionnelle.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, le cumul d'activités professionnelles inhérentes à l'exercice de la fonction s'exerce de plein droit.

Est inhérente à l'exercice de la fonction, uniquement toute charge :

1° attachée, en vertu d'une disposition légale ou réglementaire, à la fonction exercée par le membre du personnel ;

2° à laquelle le membre du personnel est désigné d'office par l'autorité hiérarchique dont il relève ou le Gouvernement.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, le coordinateur général autorise le cumul pour une durée maximale de cinq ans renouvelable sur demande écrite et préalable du membre du personnel du Centre, et après avis du coordinateur général adjoint dont le membre du personnel du Centre dépend, dans les conditions suivantes :

1° le cumul n'est pas de nature à nuire à l'accomplissement des devoirs de la fonction ;

2° le cumul n'est pas contraire à la dignité de la fonction ;

3° le cumul n'est pas de nature à compromettre l'indépendance du membre du personnel du Centre ou à créer une confusion avec sa qualité de membre du personnel du Centre.

Au plus tard dans les soixante jours de l'introduction de la demande écrite auprès du coordinateur général, le coordinateur général adjoint dont dépend le membre du personnel du Centre, remet un avis motivé à son égard. Passé ce délai, l'avis est réputé favorable.

Le coordinateur général statue sur la demande du membre du personnel du Centre dans un délai de soixante jours prenant cours à la date de la réception de l'avis motivé prévu à l'alinéa 2. Passé ce délai, la demande écrite dont question à l'alinéa 1^{er} reçoit d'office une réponse favorable.

Si le dossier ne contient pas les renseignements nécessaires, l'autorité qui le constate demande ces renseignements dans un délai de trente jours prenant cours à la date de la réception du dossier.

L'autorisation est révocable si l'une des conditions visées à l'alinéa 1^{er} n'est plus remplie.

Les décisions d'autorisation, de refus et de révocation sont motivées.

En cas de modification de sa situation administrative ou de modification des conditions d'exercice ou de la nature du cumul, le membre du personnel du Centre est tenu d'introduire sans délai une nouvelle demande.

Lorsque le membre du personnel du Centre concerné est le coordinateur général, le cumul est autorisé directement par le Ministre.

Dans tous les cas, le cumul ne peut pas entraîner, toutes activités professionnelles rémunérées comprises, un temps de prestation rémunéré supérieur à cent vingt-cinq pourcents du temps de prestation dans le Centre.

Art. 19. § 1^{er}. A sa demande écrite et préalable au Ministre, sur décision du Gouvernement et par arrêté ministériel, le membre du personnel du Centre visé à l'article 16, alinéa 1^{er}, peut être mis temporairement à disposition d'une autre cellule du Gouvernement, y compris un cabinet ministériel.

La mise à disposition d'une autre cellule du Gouvernement, y compris un cabinet ministériel, s'exerce à temps plein.

§ 2. La désignation au sein du Centre du membre du personnel visé à l'article 16, alinéa 1^{er}, 1° ou 2°, au sens de l'article 8, est suspendue durant la période nécessaire à l'exécution de sa mise à disposition.

L'éventuelle allocation annuelle tenant lieu de traitement visée à l'article 27 ou allocation annuelle complémentaire tenant lieu de traitement visée à l'article 28, et l'allocation annuelle supplémentaire visée à l'article 30, sont suspendues.

Dès la fin de la mise à disposition, la suspension est levée et le membre du personnel est rétabli de plein droit, par arrêté ministériel, dans sa fonction au sein du Centre, telle que prévue par sa désignation par le Gouvernement visée à l'article 8.

§ 3. La mise à disposition du membre du personnel visé à l'article 16, alinéa 1^{er}, 3°, est assimilée à une période d'activité de service au sein du Centre et, pour la période de celle-ci :

- 1° le paiement de l'allocation annuelle tenant lieu de traitement visée à l'article 27 est maintenu ;
- 2° le paiement de l'allocation annuelle supplémentaire visée à l'article 30 est suspendu.

La mise à disposition du membre du personnel visé au présent paragraphe spécifiquement dans les cabinets ministériels s'effectue conformément à l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon relatif aux cabinets des Ministres.

Il bénéficie de l'allocation annuelle de cabinet visée à l'article 18 de l'arrêté du Gouvernement wallon relatif aux cabinets des Ministres.

§ 4. Le membre du personnel du Centre est tenu d'introduire sans délai et préalablement une nouvelle demande au Ministre, telle que visée au paragraphe 1^{er}, en cas de modification de sa situation administrative ou de modification des conditions d'exercice ou de la nature de la mise à disposition.

§ 5. Le membre du personnel qui a bénéficié de l'application de l'article 48, § 4, au 1^{er} janvier 2024 et qui en bénéficie toujours au jour précédant sa mise à disposition d'une autre cellule du Gouvernement en application du présent article, conserve le bénéfice de cette disposition à son retour au sein du Centre.

§ 6. Dans tous les cas, la période de mise à disposition d'une autre cellule du Gouvernement, y compris le cabinet ministériel, est prise en compte pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire visée à l'article 27.

Art. 20. En cas de prestations réduites au sein du Centre, sauf application de l'article 19, il est interdit au membre du personnel du Centre d'effectuer une prestation rémunérée dans une autre cellule du Gouvernement, y compris les cabinets ministériels.

CHAPITRE III. — Niveaux et grades

Art. 21. Le grade est le titre qui situe le membre du personnel du Centre dans la hiérarchie et qui l'habilite à occuper un des emplois au sein du Centre qui correspondent à ce grade.

Les grades sont répartis en niveaux et en rangs conformément aux dispositions des articles 4 et 5 du Code de la Fonction publique en tenant compte des titres énoncés à l'article 22.

Art. 22. Les grades au sein du Centre sont répartis entre les rangs comme suit :

- 1° au rang A2, le grade de coordinateur général ;
- 2° au rang A3, le grade de coordinateur général adjoint ;
- 3° au rang A4, le grade de conseiller expert ;
- 4° au rang A5, le grade de premier attaché expert ;
- 5° au rang A6, le grade d'attaché expert ;
- 6° au rang B1, le grade de premier gradué administratif ;
- 7° au rang B2, le grade de gradué administratif ;
- 8° au rang C1, le grade de premier assistant administratif ;
- 9° au rang C2, le grade d'assistant administratif ;
- 10° au rang D1, le grade de premier adjoint administratif ;
- 11° au rang D2, le grade d'adjoint administratif.

CHAPITRE IV. — Sélection et désignation

Art. 23. Nul ne peut être membre du personnel du Centre s'il ne remplit les conditions générales d'admissibilité suivantes :

- 1° être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction ;
- 2° jouir des droits civils et politiques ;
- 3° être porteur d'un diplôme, d'un certificat d'études, ou d'un autre titre équivalent, en rapport avec le niveau du grade à conférer conformément à l'annexe III du Code de la Fonction publique ;
- 4° remplir les conditions d'accès à l'emploi déterminées par le Coordinateur général lors de la mise en compétition de l'emploi à pourvoir ;
- 5° être lauréat d'une sélection organisée par le Centre.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 4°, le Ministre détermine les conditions d'accès à remplir pour la sélection du coordinateur général et des coordinateurs généraux adjoints.

Le Gouvernement peut accorder par une décision motivée une dérogation à la condition de diplôme, de certificat d'études, ou d'un autre titre équivalent, visée à l'alinéa 1^{er}, 3^o, aux candidats porteurs d'un diplôme, d'un certificat d'études ou d'un autre titre d'un niveau immédiatement inférieur, dans le cas de la recherche d'une expertise particulière. L'appel à candidatures fait mention de la dérogation et reprend fidèlement la décision du Gouvernement.

Pour l'application de l'alinéa 3, une expérience professionnelle utile complémentaire à celle éventuellement requise à l'article 24 est d'office exigée et égale au double du nombre d'années équivalent à la différence entre le nombre d'années du diplôme exigé en rapport avec le niveau du grade à conférer, et le nombre d'années du niveau d'étude attesté par le candidat.

Art. 24. Pour chaque emploi à conférer au sein du Centre, le coordinateur général établit une description de fonction qui contient au minimum les éléments suivants :

- 1° le niveau, le grade, le rang et l'échelle de traitements ;
- 2° les conditions d'accès, y compris l'expérience professionnelle éventuellement requise ;
- 3° la finalité et les activités principales de la fonction ;
- 4° les compétences requises pour exercer la fonction.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le Ministre établit une description de fonction pour la sélection du coordinateur général et des coordinateurs généraux adjoints, qui contient au minimum les éléments suivants :

- 1° le niveau, le grade, le rang et l'échelle de traitements ;
- 2° les conditions d'accès, y compris l'expérience professionnelle éventuellement requise ;
- 3° la finalité et les activités principales de la fonction ;
- 4° les compétences requises pour exercer la fonction.

L'appel à candidatures et la description de fonction font l'objet d'une publicité adéquate par le Centre, en fonction des spécificités de l'emploi à conférer.

On entend par « publicité adéquate », une publicité multicanal effectuée par voie digitale et par presse écrite. Cette publicité est au minimum organisée sur le site Internet du SPW et sur un site Internet spécialisé dans le recrutement, ainsi que dans un quotidien de presse écrite. Le cas échéant, le Gouvernement peut décider de faire appel à des sites de recrutements spécialisés, à de la presse écrite spécialisée, ou à tout autre canal particulier de communication comme les réseaux sociaux.

Art. 25. § 1^{er}. La sélection pour le niveau A est organisée et effectuée par un jury sous la présidence du coordinateur général du Centre, constitué en plus de :

- 1° un membre de l'Inspection des Finances ;
- 2° deux experts externes au Centre choisis en dehors des membres des cabinets ministériels, des services du Gouvernement wallon et des organismes d'intérêt public visés au décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes relevant de la Région wallonne ;
- 3° un autre expert.

Les experts mentionnés à l'alinéa 1^{er} présentent une expérience de minimum dix années en lien avec les compétences requises pour exercer la fonction de l'emploi à conférer.

La sélection pour les niveaux B, C et D est organisée et effectuée au sein du Centre par un jury constitué du coordinateur général et de deux coordinateurs généraux adjoints.

Afin de respecter la mixité de genre, les jurys ne peuvent pas être composés de plus de deux tiers de membres du même sexe, à l'exception du jury constitué en application de l'alinéa 3 lorsque la composition du Centre ne le permet pas.

§ 2. L'appel à candidatures, la description de fonction et la procédure de sélection, y compris la composition du jury, font l'objet d'une validation par le Gouvernement.

§ 3. Le jury organise la ou les épreuves de sélection lui permettant de déterminer :

- 1° les aptitudes techniques des candidats ;
- 2° la personnalité des candidats.

La sélection mentionnée à l'alinéa 1^{er} peut être, le cas échéant, constituée de plusieurs épreuves clairement identifiées dans l'appel à candidatures et la procédure de sélection.

La vérification du respect des articles 23 et 24 fait partie intégrante de la procédure de sélection.

§ 4. Sur la base de l'épreuve ou des épreuves de sélection, le jury classe les candidats selon les points obtenus et communique au Gouvernement la liste des lauréats qui constituent la réserve issue de la sélection.

§ 5. Le Gouvernement désigne le lauréat, sur base du classement opéré au paragraphe 4, dans l'emploi à conférer.

Art. 26. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 25, la sélection pour le coordinateur général et les coordinateurs généraux adjoints est organisée et effectuée par un jury sous la co-présidence du président et du vice-président du CFFW, constitué en plus de :

- 1° un membre de l'Inspection des Finances ;
- 2° deux experts externes au Centre choisis en dehors des membres des cabinets ministériels, des services du Gouvernement wallon et des organismes d'intérêt public visés au décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes relevant de la Région wallonne ;
- 3° un autre expert externe au Centre.

Les experts externes mentionnés à l'alinéa 1^{er} présentent une expérience de minimum dix années en lien avec les compétences requises pour exercer la fonction de l'emploi à conférer, dont l'un au moins présente une expérience de dix années en management ou en gestion des ressources humaines.

Afin de respecter la mixité de genre, le jury ne peut pas être composé de plus de deux tiers de membres du même sexe.

§ 2. L'appel à candidatures, la description de fonction et la procédure de sélection, y compris la composition du jury, font l'objet d'une validation par le Gouvernement.

§ 3. Le jury organise la ou les épreuves de sélection lui permettant de déterminer :

- 1° les aptitudes de gestion des candidats ;
- 2° les aptitudes d'organisation des candidats ;
- 3° les aptitudes techniques des candidats ;
- 4° la personnalité des candidats.

La sélection mentionnée à l'alinéa 1^{er} peut être, le cas échéant, constituée de plusieurs épreuves clairement identifiées dans l'appel à candidatures et la procédure de sélection.

La vérification du respect des articles 23 et 24 fait partie intégrante de la procédure de sélection.

§ 4. Sur la base de l'épreuve ou des épreuves de sélection, le jury rédige un rapport écrit et motivé à destination du Gouvernement reprenant les aptitudes de chacun des candidats, et classant les candidats en deux catégories « apte » et « inapte ».

§ 5. Le Gouvernement désigne le lauréat, parmi les candidats jugés aptes par le jury, dans l'emploi à conférer.

CHAPITRE V. — Traitements

Art. 27. § 1^{er}. Les membres du personnel du Centre visés à l'article 16, 1° et 2°, qui ne conservent pas le droit au paiement du traitement auprès de leur organisme d'origine, et les membres du personnel du Centre visés à l'article 16, 3°, bénéficient d'une allocation annuelle tenant lieu de traitement.

Cette allocation annuelle tenant lieu de traitement est octroyée sur base d'une échelle de traitements au titulaire du grade visé à l'article 22 conformément aux correspondances suivantes :

- 1° pour le grade de Coordinateur général, l'échelle de traitements A2 ;
- 2° pour le grade de coordinateur général adjoint, l'échelle de traitements A3 ;
- 3° pour le grade de conseiller expert, l'échelle de traitements A4/1 ;
- 4° pour le grade de premier attaché expert, l'échelle de traitements A5/2 ;
- 5° pour le grade le grade d'attaché expert, l'échelle de traitements A6/1 ;
- 6° pour le grade de premier gradué administratif, l'échelle de traitements B1 ;
- 7° pour le grade de gradué administratif, l'échelle de traitements B2/1 ;
- 8° pour le grade de premier assistant administratif, l'échelle de traitements C1 ;
- 9° pour le grade d'assistant administratif, l'échelle de traitements C2 ;
- 10° pour le grade de premier adjoint administratif, l'échelle de traitements D1 ;
- 11° pour le grade d'adjoint administratif, l'échelle de traitements D2.

§ 2. L'allocation annuelle tenant lieu de traitement évolue dans le temps et est déterminée au sein d'une échelle de traitements visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, qui tient compte des services admissibles au jour de l'affectation au Centre, ainsi que de l'ancienneté pécuniaire acquise dans le Centre.

Par dérogation à l'article 238, § 3, alinéa 2, du Code de la Fonction publique, la durée visée à l'alinéa 1^{er} de l'article 238, § 3, du Code de la Fonction publique, n'est pas limitée lorsqu'il s'agit de services ou de périodes d'activité qui présentent une expérience utile.

Les services admissibles pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire sont fixés par le coordinateur général à la demande du membre du personnel du Centre qui joint à sa demande tous les éléments de preuve utiles. Les services admis le sont à compter du premier jour du mois qui suit la demande.

Art. 28. Les membres du personnel du Centre visés à l'article 16, 1° et 2°, qui conservent le droit au paiement du traitement auprès de leur organisme d'origine bénéficient le cas échéant d'une allocation annuelle complémentaire tenant lieu de traitement.

Cette allocation annuelle complémentaire tenant lieu de traitement est égale à la différence positive entre l'allocation annuelle tenant lieu de traitement à laquelle le membre du personnel du Centre peut prétendre en application de l'article 27 et le traitement réellement perçu de l'organisme d'origine.

Afin de permettre le calcul de l'allocation annuelle complémentaire tenant lieu de traitement, le membre du personnel du Centre qui perçoit encore des traitements de son organisme d'origine transmet sans délai au SePAC sa situation pécuniaire dans l'organisme d'origine au jour de l'affectation au Centre, ainsi que toute évolution de cette situation. A défaut, le versement de l'allocation annuelle complémentaire tenant lieu de traitement peut être interrompu ou limité jusqu'à la réception des éléments requis par le SePAC.

Art. 29. La situation pécuniaire des membres du personnel du Centre visés à l'article 16, alinéa 1^{er}, 2°, est réglée comme suit :

1° lorsque le service d'origine consent à poursuivre le paiement du traitement, le membre du personnel du Centre obtient, le cas échéant et à charge du budget du Centre, l'allocation annuelle complémentaire tenant lieu de traitement prévue à l'article 28 ;

2° lorsque le service d'origine suspend le paiement du traitement, le membre du personnel du Centre obtient, à charge du budget du Centre, l'allocation annuelle tenant lieu de traitement prévue à l'article 27.

A l'alinéa 1^{er}, 1°, si l'employeur réclame le remboursement du traitement, le Centre rembourse à l'organisme d'origine la rétribution du membre du personnel du Centre, l'allocation de pécule de vacances, la prime de fin d'année et toute autre allocation et indemnité calculées conformément aux dispositions qui lui sont applicables dans son service d'origine, majorées, le cas échéant, des charges patronales.

L'article 25 de l'arrêté du Gouvernement wallon relatif aux cabinets des Ministres ne s'applique pas au personnel du Centre.

Art. 30. Les membres du personnel du Centre bénéficient d'une allocation annuelle supplémentaire dont le montant est déterminé comme suit :

- 1° pour le niveau A, un montant brut non indexé de 3.000 euros ;
- 2° pour les niveaux B, C et D, un montant brut non indexé de 2.000 euros.

Art. 31. Les membres du personnel du Centre bénéficient de l'allocation de foyer ou de résidence, du pécule de vacances, de la prime de fin d'année, des chèques repas, et de toute autre allocation ou indemnité aux taux et aux conditions prévues par l'arrêté du Gouvernement wallon relatif aux cabinets des Ministres, ou à défaut pour le personnel des autres services du Gouvernement, à l'exception de l'allocation annuelle de Cabinet tenant lieu de traitement et de l'allocation annuelle de Cabinet.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er} en ce qui concerne les indemnités forfaitaires annuelles pour télétravail régulier, le montant est déterminé conformément aux correspondances avec l'arrêté du Gouvernement wallon relatif aux cabinets des Ministres, et eu égard aux fonctions exercées dans le Centre en qualité de :

- 1° coordinateur général, le montant octroyé au Chef de Cabinet ;
- 2° coordinateur général adjoint, le montant octroyé au Chef de Cabinet adjoint ;
- 3° conseiller expert, le montant octroyé au conseiller ;
- 4° premier attaché expert, le montant octroyé à l'attaché ;
- 5° attaché expert, le montant octroyé à l'attaché ;
- 6° premier gradué administratif, le montant octroyé au collaborateur ;
- 7° gradué administratif, le montant octroyé au collaborateur ;
- 8° premier assistant administratif, le montant octroyé au collaborateur ;
- 9° assistant administratif, le montant octroyé au collaborateur ;
- 10° premier adjoint administratif, le montant octroyé au collaborateur ;
- 11° adjoint administratif, le montant octroyé au collaborateur.

Par dérogation au montant fixé en application de l'alinéa précédent, les membres du personnel qui exercent la mission de Correspondant comptable bénéficient d'une indemnité forfaitaire annuelle pour télétravail régulier égale au montant octroyé au Correspondant budgétaire par l'arrêté du Gouvernement wallon relatif aux cabinets des Ministres.

Art. 32. Les traitements, les rémunérations, les indemnités et les allocations des membres du personnel du Centre désignés par le Gouvernement wallon sont à charge du budget du Centre.

Art. 33. Les indemnités et les allocations visées aux articles 27, 28, 30 et 31 sont payées mensuellement à terme échu.

Les allocations mensuelles sont égales à un douzième de leur montant annuel.

Lorsque les allocations mensuelles ne sont pas dues entièrement, elles sont payées en trentièmes, conformément aux conditions prévues pour le personnel des Services du Gouvernement.

Art. 34. Les indemnités et les allocations visées aux articles 27, 28, 30 et 31 sont liées aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément aux règles prescrites par la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du secteur public, elles sont rattachées à l'indice 138,01 du 1^{er} janvier 1990.

CHAPITRE VI. — *Frais divers, contrevalueur financière et utilisation de voiture*

Art. 35. Les dispositions du Code de la Fonction publique relatives aux frais de parcours, résultant de déplacements pour les besoins du service et d'utilisation de transports en commun, sont applicables aux membres du personnel du Centre.

Art. 36. Les membres du personnel du Centre peuvent bénéficier d'un abonnement pour un moyen de transport en commun, de leur domicile ou de résidence habituelle au lieu d'implantation du Centre.

Par arrêté dérogatoire motivé du Ministre, il peut être attribué une contre-valeur financière qui représente le coût du ou des abonnements de transport en commun du trajet domicile ou résidence habituelle au lieu de travail. Cette contrevalueur est accordée au prorata des prestations. Pour bénéficier de cette contrevalueur, les membres du personnel du Centre fournissent une copie du certificat d'immatriculation attestant qu'il s'agit de leur véhicule personnel ou d'une personne faisant partie de leur ménage.

Art. 37. Dans les limites des crédits budgétaires du Centre, le Ministre fixe le contingent kilométrique individuel à octroyer annuellement aux membres du personnel du Centre qui peuvent être autorisés à utiliser leur véhicule à moteur personnel pour les besoins du service dans les conditions prévues par le Code de la Fonction publique.

Ce contingent ne peut pas dépasser douze mille kilomètres par an et par bénéficiaire.

Le remboursement intervient uniquement sur présentation d'une déclaration de créance mensuelle appuyée des pièces justificatives qui attestent les déplacements effectués pour les besoins du service.

Le taux de l'indemnité kilométrique est fixé conformément à l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours, et indexé au mois de juillet de chaque année via une circulaire du pouvoir fédéral adaptant ce montant.

Art. 38. Sauf demande contraire de leur part, le Centre octroie un véhicule de fonction au coordinateur général et à chaque coordinateur général adjoint.

Dès réception dudit véhicule, le coordinateur général et chaque coordinateur général adjoint ne peuvent plus bénéficier des dispositions des articles 36 et 37.

Art. 39. Les modalités d'acquisition et d'utilisation des véhicules de fonction et de service, les modalités d'intervention dans les frais d'abonnement au réseau de téléphonie fixe et mobile, de télécopie et d'Internet et les frais de communication du personnel du Centre, sont réglées par la circulaire du Gouvernement wallon qui détermine et harmonise les procédures à appliquer, notamment en matière de gestion et de fonctionnement des Cabinets ministériels telle que prévue par l'arrêté du Gouvernement wallon relatif aux cabinets des Ministres.

CHAPITRE VII. — *Fin de fonction et indemnités de départ des membres du personnel*

Art. 40. Si, par suite des nécessités du service, les membres du personnel du Centre désignés, qui ne bénéficient pas de l'allocation forfaitaire de départ prévue à l'article 41, n'ont pas pu prendre tout ou partie de leur congé annuel de vacances avant la cessation définitive de leur fonction, il leur est octroyé une allocation compensatoire dont le montant est égal à leur dernier traitement afférent aux jours de congés non pris.

Les congés à prendre en compte sont ceux de l'année en cours proratisés en fonction du régime et de la période de prestation, ainsi que ceux reportés pour les besoins du service.

Pour l'application du présent article, le traitement à prendre en considération est le montant mensuel brut indexé de l'allocation annuelle tenant lieu de traitement visé à l'article 27, ou le montant mensuel brut indexé de l'allocation annuelle complémentaire tenant lieu de traitement visé à l'article 28, pondéré en fonction du régime des prestations, et éventuellement majoré de l'allocation de foyer ou de résidence.

Art. 41. § 1^{er}. Le Ministre accorde une allocation forfaitaire de départ aux membres du personnel du Centre désignés qui ont occupé une fonction dans le Centre et qui ne bénéficient pas d'un revenu professionnel ou d'un revenu de remplacement ou d'une pension de retraite.

Une pension de survie ou le minimum de moyens d'existence accordé par un centre public d'aide sociale ne sont pas considérés comme un revenu de remplacement.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, le Ministre accorde une allocation forfaitaire de départ aux membres du personnel du Centre désignés qui ont occupé une fonction dans le Centre dont les seuls revenus sont constitués :

1° d'allocations de chômage, d'allocations d'insertion ou d'indemnités légales de maladie-invalidité ou de maternité ;

2° de la rémunération liée à l'exercice exclusif d'une ou de plusieurs fonctions à temps partiel ;

3° d'une pension de survie ou d'un revenu d'intégration sociale accordé par un centre public d'action sociale.

L'allocation forfaitaire de départ est diminuée, après pondération, des revenus bruts visés à l'alinéa 1^{er}, 1°, 2° et 3°, pour la période correspondante.

§ 3. L'allocation forfaitaire de départ est accordée à concurrence de :

1° un mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de trois à six mois accomplis ;

2° deux mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de plus de six mois à douze mois accomplis ;

3° trois mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de plus de douze mois à dix-huit mois accomplis ;

4° quatre mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de plus de dix-huit mois à vingt-quatre mois accomplis ;

5° maximum cinq mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de plus de vingt-quatre mois accomplis.

§ 4. Le montant mensuel brut de l'allocation forfaitaire de départ est le montant mensuel brut indexé de l'allocation annuelle tenant lieu de traitement visé à l'article 27, ou le montant mensuel brut indexé de l'allocation annuelle complémentaire tenant lieu de traitement visé à l'article 28, relatif au dernier mois d'activité que la personne concernée a exercé pendant au moins trois mois, pondéré en fonction du régime des prestations, et éventuellement majoré de l'allocation de foyer ou de résidence.

§ 5. L'allocation forfaitaire de départ est octroyée par mensualités. La condition d'attribution est l'introduction chaque mois par l'intéressé d'une déclaration sur l'honneur, dans laquelle il apparaît que, pour la période concernée, il n'a pas exercé une activité professionnelle, ou qu'il se trouve dans l'une des conditions prévues au paragraphe 2.

§ 6. L'ordonnateur primaire ou son délégué fournit, sans délai, au SePAC tous les éléments nécessaires relatifs au calcul de l'allocation forfaitaire de départ pour chaque bénéficiaire.

§ 7. Il n'est pas dû d'allocation forfaitaire de départ aux membres du personnel du Centre qui démissionnent, qui sont ou partent à la retraite, ou dont il est mis fin aux fonctions pour faute grave.

§ 8. L'arrêté de fin de fonction du membre du personnel du Centre mentionne l'octroi éventuel de l'allocation forfaitaire de départ, dont les conditions d'octroi sont vérifiées par le SePAC.

TITRE IV. — *Fonctionnement du Centre*

CHAPITRE I^{er}. — *Ordonnateurs, comptable et délégations*

Art. 42. Une délégation est accordée au coordinateur général pour engager et approuver toute dépense relative aux indemnités et allocations allouées aux membres du personnel du Centre.

Art. 43. Une délégation est accordée au coordinateur général du Centre jusqu'à concurrence d'un montant de dix mille euros hors T.V.A., pour engager, approuver et liquider toute dépense relative respectivement aux frais d'expertise, frais de procédure et honoraires d'avocats, au fonctionnement du Centre et à l'achat de biens divers de la division organique 19 du budget général des dépenses de la Région.

Art. 44. Le SePAC est chargé de l'assistance administrative en matière de personnel du Centre et de l'administration salariale des traitements, des indemnités et des allocations allouées aux membres du personnel du Centre.

Une délégation est accordée au directeur du SePAC pour liquider toute dépense engagée par l'ordonnateur primaire ou ses délégués visés aux articles 42 et 43, relative aux traitements, aux indemnités et aux allocations allouées aux membres du personnel du Centre.

Art. 45. Les dispositions des articles 42 à 44 n'ont pas pour effet de dessaisir l'ordonnateur primaire du pouvoir d'engager, d'approuver et d'ordonnancer toutes les dépenses visées par le présent arrêté.

CHAPITRE II. — *Équipement et moyens de fonctionnement*

Art. 46. Le Gouvernement prend les mesures utiles en vue de la mise à disposition du Centre de locaux, de mobiliers et d'équipements informatiques et bureautiques nécessaires à son fonctionnement. Les équipements peuvent être acquis ou loués.

Art. 47. Dans le respect des dispositions qui régissent les marchés publics, le coordinateur général du Centre propose les contrats de services, notamment en vue de s'assurer de la collaboration de bureaux de consultants pour l'assister dans sa mission.

Il prépare, le cas échéant, les propositions d'achat qui sont nécessaires en complément des moyens matériels visés à l'article 46.

TITRE V. — Dispositions transitoires, abrogatoires et finales

Art. 48. § 1^{er}. Les membres du personnel de la Cellule d'informations financières instituée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 mai 2014 portant création de la cellule d'informations financières et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2005, et les membres du personnel de la Cellule fiscale d'expertise et de support stratégique instituée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2002 portant création d'une cellule fiscale de la Région wallonne, sont affectés d'office au Centre. Ils sont informés sans délai par le Ministre par pli recommandé à la poste de cette affectation, ainsi que du grade visé à l'article 21 qui leur est attribué au sein du Centre par le Gouvernement.

§ 2. Les membres du personnel de la Cellule de Gestion de la Dette et de la Cellule d'Appui au Monitoring du SPW Finances, sont détachés d'office au Centre sur base volontaire. Ils sont informés sans délai par le Ministre par pli recommandé à la poste de la faculté d'option qui leur est ouverte, ainsi que du grade visé à l'article 21 qui leur est proposé au sein du Centre par le Gouvernement, et disposent d'un délai d'un mois pour informer le Ministre de leur choix.

En cas d'option en défaveur d'une affectation au sein du Centre, ou à défaut de réponse dans le délai mentionné à l'alinéa 1^{er}, ils n'intègrent d'office pas le Centre.

§ 3. Les membres du personnel visés aux paragraphes 1^{er} et 2 sont intégrés au Centre en application du titre 3, chapitre 3, articles 21 et 22, et chapitre 5, articles 27 à 34.

§ 4. Pour l'application du titre 3 et par dérogation au paragraphe 3, les membres du personnel visés au paragraphe 1^{er}, pour leur emploi au sein de l'entité visée au paragraphe 1^{er} :

1° qui bénéficiaient au jour précédant leur affectation au Centre d'une allocation annuelle tenant lieu de traitement, y compris la majoration éventuelle, liée à une échelle de traitements supérieure à celle octroyée en application de l'article 27, § 1^{er}, alinéa 2, conservent le bénéfice de cette échelle de traitements supérieure ;

2° qui bénéficiaient au jour précédant leur affectation au Centre d'une allocation annuelle tenant lieu de traitement, y compris la majoration éventuelle, non liée à une échelle de traitements, d'un montant supérieur à celui de l'allocation annuelle tenant lieu de traitement qui leur est octroyée en application de l'article 27, § 1^{er}, alinéa 2, conservent le bénéfice de ce montant au titre d'allocation annuelle tenant lieu de traitement jusqu'à ce qu'ils obtiennent un montant au moins égal au titre d'allocation annuelle tenant lieu de traitement en application de l'article 27, § 1^{er}, alinéa 2 ;

3° qui bénéficiaient au jour précédant leur affectation au Centre d'une allocation annuelle équivalente à l'allocation annuelle de Cabinet, y compris la majoration éventuelle, d'un montant supérieur à celui de l'allocation annuelle supplémentaire octroyée en application de l'article 28, conservent le bénéfice de ce montant au titre d'allocation annuelle supplémentaire par dérogation au montant mentionné à l'article 28.

Les membres du personnel peuvent bénéficier d'une combinaison des 1° à 3°.

§ 5. Pour l'application du Titre 3 et par dérogation au paragraphe 3, les membres du personnel visés au paragraphe 2 qui bénéficiaient au jour précédant leur affectation au Centre d'une échelle de traitements supérieure à celle octroyée en application de l'article 27, § 1^{er}, alinéa 2, conservent le bénéfice de cette échelle de traitements supérieure.

Art. 49. Le Centre adresse sans délai au Ministre les propositions de modifications nécessaires du présent arrêté en cas de modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon relatif aux cabinets des Ministres qui impactent le présent arrêté.

Art. 50. Pour l'application de toute législation ou réglementation faisant spécifiquement référence à la Cellule d'informations financières instituée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 mai 2014 portant création de la cellule d'informations financières et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2005, la Cellule fiscale d'expertise et de support stratégique instituée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2002 portant création d'une cellule fiscale de la Région wallonne, la Cellule de Gestion de la Dette du SPW Finances ou la Cellule d'Appui au Monitoring du SPW Finances, il convient d'assimiler le Centre à la cellule y mentionnée tant que cette législation ou réglementation en vigueur n'est pas adaptée suite à la création du Centre.

Art. 51. L'arrêté du Gouvernement wallon du 8 mai 2014 portant création de la cellule d'informations financières et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2005, est abrogé.

Art. 52. L'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2002 portant création d'une cellule fiscale de la Région wallonne, est abrogé.

Art. 53. L'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2023 portant création du Centre Stratégique d'Expertise Fiscale, Financière et Budgétaire, en abrégé : CeSEFFB, et abrogeant diverses dispositions en la matière, est retiré.

Art. 54. Les actes individuels adoptés en exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2023 portant création du Centre Stratégique d'Expertise Fiscale, Financière et Budgétaire, en abrégé : CeSEFFB, et abrogeant diverses dispositions en la matière, sont réputés trouver leur fondement dans le présent arrêté.

Art. 55. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2024.

Art. 56. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 25 avril 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2024/005858]

25. APRIL 2024 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Gründung des strategischen Zentrums für die Begutachtung der Steuern, Finanzen und des Haushalts („Centre stratégique d’expertise fiscale, financière et budgétaire“), abgekürzt CeSEFFB, zur Aufhebung der Erlasse der Wallonischen Regierung vom 27. März 2002 zur Gründung einer Zelle „Steuerwesen“ der Wallonischen Region und vom 8. Mai 2014 zur Gründung der Stelle für Finanzinformationen und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2005 und zur Rücknahme des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2023 zur Gründung des strategischen Zentrums für die Begutachtung der Steuern, Finanzen und des Haushalts („Centre stratégique d’expertise fiscale, financière et budgétaire“), abgekürzt CeSEFFB, und zur Aufhebung verschiedener diesbezüglicher Bestimmungen

Die Wallonische Regierung erlässt,

Aufgrund des Sondergesetzes über institutionelle Reformen vom 8. August 1980 in der geänderten Fassung, Artikel 87, Paragraph 1 und 3;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. März 2002 zur Gründung einer Zelle „Steuerwesen“ der Wallonischen Region, in der geänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Mai 2014 zur Gründung der Stelle für Finanzinformationen und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2005, in seiner geänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2023 zur Gründung des strategischen Zentrums für die Begutachtung der Steuern, Finanzen und des Haushalts („Centre stratégique d’expertise fiscale, financière et budgétaire“), abgekürzt CeSEFFB, und zur Aufhebung verschiedener diesbezüglicher Bestimmungen;

Aufgrund der am 6. April 2023 und am 24. Oktober 2023 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des Berichts vom 2. Januar 2024, der gemäß Artikel 3, Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund der am 9. Januar 2024 abgegebenen Stellungnahme der Ministerin für den öffentlichen Dienst;

Aufgrund des am 11. Januar 2024 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 15. März 2024 abgeschlossenen Verhandlungsprotokolls Nr. 864 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des Ersuchens um eine Stellungnahme innerhalb von 30 Tagen, das gemäß Artikel 84, Paragraph 1, Absatz 1, Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat an den Staatsrat gerichtet wurde;

In Erwägung, dass das Ersuchen um Stellungnahme am 29. März 2024 unter der Nummer 76.027/4 in die Liste der Abteilung Gesetzgebung des Staatsrats eingetragen wurde;

Aufgrund des Beschlusses der Sektion Gesetzgebung vom 3. April 2024, gemäß Artikel 84, Absatz 5 der Gesetze über den Staatsrat, koordiniert am 12. Januar 1973, keine Stellungnahme innerhalb der erbetenen Frist abzugeben;

In Erwägung des Dekrets vom 19. November 2015 zur Zustimmung zum Kooperationsabkommen zwischen der Wallonischen Regierung, der Französischen Gemeinschaft und der Französischen Gemeinschaftskommission über die kostenlose Abordnung von Bediensteten in die ministeriellen Kabinette;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, in der geänderten Fassung;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2017 über die Organisation der haushaltsrechtlichen und buchhalterischen Kontrollen und internen Prüfungen sowie der administrativen und haushaltsrechtlichen Kontrolle der Dienststellen der Wallonischen Regierung, der administrativen Dienste für das autonome Rechnungswesen, der regionalen Unternehmen, der Organisationen und des Ombudsdienstes und der wallonischen Energiekommission in der Wallonischen Region;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung über die ministeriellen Kabinette der Wallonischen Regierung, das Sekretariat der Wallonischen Regierung und das Sekretariat zur Unterstützung der internen Verwaltung und Kontrolle der ministeriellen Kabinette (SePAC), in der geänderten Fassung;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. September 2019 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Januar 2022 zur Festlegung der Aufteilung der Zuständigkeiten zwischen den Ministern und zur Regelung der Unterzeichnung der Regierungsakte;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Existenz des strategischen Zentrums für die Begutachtung der Steuern, Finanzen und des Haushalts seit seiner Einrichtung am 1. Januar 2024 angesichts der anhängigen Klage auf Nichtigerklärung des Erlasses vom 20. Juli 2023 rechtlich zu sichern, sowohl hinsichtlich der Beschäftigungs- und Gehaltsgarantie für die seit diesem Datum dort eingesetzten Personalmitglieder als auch hinsichtlich der seit diesem Datum bereits ausgeübten Aufgaben, ist es angebracht, dass der vorliegende Erlass, der den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2023 zur Gründung des strategischen Zentrums für die Begutachtung der Steuern, Finanzen und des Haushalts („Centre stratégique d’expertise fiscale, financière et budgétaire“), abgekürzt CeSEFFB, aufhebt, und zur Aufhebung verschiedener diesbezüglicher Bestimmungen, mit demselben Datum des 1. Januar 2024 wirksam wird;

Auf Vorschlag des Ministers für Haushalt und Finanzen;

Nach Beratung,

Beschließt:

TITEL I. — Gründung, Zweck und Aufgaben des Zentrums

KAPITEL I. — Begriffsbestimmungen

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

Ziffer 1 „Zentrum“: das in Artikel 2 genannte Strategische Zentrum für die Begutachtung der Steuern, Finanzen und des Haushalts;

Ziffer 2 „Minister“: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Finanzen und der Haushalt gehören;

Ziffer 3 „Region“: die Wallonische Region;

Ziffer 4 „IVG“: das in Artikel 107 des Gesetzes vom 21. Dezember 1994 zur Festlegung sozialer und sonstiger Bestimmungen genannte Institut für volkswirtschaftliche Gesamtrechnungen;

Ziffer 5 „ÖDW“: der Öffentliche Dienst der Wallonie;

Ziffer 6 „Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes“: Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

Ziffer 7 „SePAC“: das Sekretariat zur Unterstützung der internen Verwaltung und Kontrolle der ministeriellen Kabinette, wie in Artikel 4 Paragraph 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. September 2019 über die ministeriellen Kabinette der Wallonischen Regierung, das Sekretariat der Wallonischen Regierung und das Sekretariat zur Unterstützung der internen Verwaltung und Kontrolle der ministeriellen Kabinette (SePAC) genannt;

Ziffer 8 „Verordnung (EU) Nr. 549/2013“: die Verordnung (EU) Nr. 549/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Mai 2013 zum Europäischen System Volkswirtschaftlicher Gesamtrechnungen auf nationaler und regionaler Ebene in der Europäischen Union;

Ziffer 9 „ESVG“: das Europäische System Volkswirtschaftlicher Gesamtrechnungen auf nationaler und regionaler Ebene in der Europäischen Union im Sinne der Verordnung (EU) Nr. 549/2013 wie unter Ziffer 8 genannt;

Ziffer 10 „öVE“: die öffentliche Verwaltungseinheit, die Teil des Konsolidierungskreises der Wallonischen Region ist, d. h. der Untersektor 1312 „Verwaltung der föderierten Staaten“ des Sektors 13 „Behörden“ im Sinne der Verordnung Nr. 549/2013, wie unter Ziffer 8 erwähnt;

Ziffer 11 „SPOC“: die zentrale Anlaufstelle der Region gegenüber dem IVG im Zusammenhang mit der Übermittlung von Informationen und Statistiken, die für die Erstellung der Konten des Staates im Sinne des ESVG sowie im Rahmen des Verfahrens bei einem übermäßigen Defizit angefragt werden;

Ziffer 12 „Ausgabenüberprüfungen“: Hilfsmittel zur Entwicklung, Bewertung, Empfehlung und Annahme von politischen Optionen durch Analyse der bestehenden Ausgaben der Regierung in definierten Bereichen, mit dem Ziel:

- a) der Regierung zu ermöglichen, die Gesamtausgabenhöhe zu verwalten;
- b) die Ausgaben mit den Prioritäten der Regierung in Einklang zu bringen;
- c) die Wirksamkeit von Programmen und politischen Strategien zu verbessern;

Ziffer 13 „Ursprungseinheiten“: die Einheiten, die unter den regionalen Konsolidierungskreis fallen, wie in Artikel 2, Ziffer 25 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten definiert;

Ziffer 14 „RSFW“: Rat für das Steuer- und Finanzwesen der Wallonie, der durch das Dekret zur Errichtung eines Rates für das Steuer- und Finanzwesen der Wallonie errichtet wurde;

Ziffer 15 „zulässige Dienste“: effektive Dienste gemäß den Artikeln 238 bis 243 des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, wie unter Ziffer 6 genannt;

Ziffer 16 „Gehaltstabelle“: die Gehaltstabelle auf Jahresbasis in Anhang XIII des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, wie unter Ziffer 6 genannt;

Ziffer 17 „Regierung“: die Wallonische Regierung;

Ziffer 18 „Erlass der Wallonischen Regierung über die ministeriellen Kabinette“: Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. September 2019 über die ministeriellen Kabinette der Wallonischen Regierung, das Sekretariat der Wallonischen Regierung und das Sekretariat zur Unterstützung der internen Verwaltung und Kontrolle der ministeriellen Kabinette (SePAC).

KAPITEL II. — Gründung des Zentrums

Art. 2 - Unter der Bezeichnung „strategisches Zentrum für die Begutachtung der Steuern, Finanzen und des Haushalts“ („Centre Stratégique d'Expertise Fiscale, Financière et Budgétaire“) wird eine Zelle der Regierung eingerichtet, die Letzterer direkt unterstellt und im Folgenden als Zentrum bezeichnet wird, und deren Abkürzung „CeSEFFB“ lautet. Für die Zwecke seiner externen Kommunikation führt das Zentrum auch die Bezeichnung „Wallonie Finanzen Expertisen“, abgekürzt „WFE“.

Der Erlass der Wallonischen Regierung über die ministeriellen Kabinette gilt für das Zentrum, sofern in diesem Erlass keine abweichenden Bestimmungen enthalten sind. Das Zentrum wird einem Ministerkabinetts gleichgestellt, auch für den Kodex des Wallonischen öffentlichen Dienstes. Es ist keine Verwaltung und gleichzeitig ein öffentlicher Dienst.

Das Personal des Zentrums, gegebenenfalls unbeschadet seiner dienstlichen Stellung bei seinem ursprünglichen Arbeitgeber:

Ziffer 1 darf während der Ausübung seines Amtes nicht den Status eines endgültig ernannten Beamten erwerben;

Ziffer 2 Das Personal unterliegt innerhalb des Zentrums nicht dem Gesetz vom 3. Juli 1978 über den Arbeitsvertrag;

Ziffer 3 das Personal unterliegt einer Verwaltungsstelle „sui generis“.

Der Minister übt die funktionale Autorität über das Zentrum aus und ist dessen primärer Anweisungsbefugter.

Art. 3 - Zur Gewährleistung des reibungslosen Funktionierens des Zentrums wird es vom SePAC unverzüglich über den Erlass der Wallonischen Regierung über die ministeriellen Kabinette und seine späteren Änderungen informiert.

KAPITEL III. — Gegenstand und Aufgaben des Zentrums

Art. 4 - Das Zentrum ist der Ansprechpartner und designierte regionale Partner, um der Regierung, dem ÖDW und den öVE in den in Artikel 5 genannten Bereichen von allgemeinem Interesse Unterstützungs-, Hilfs- und Begleitdienste anzubieten.

Das Zentrum ist der Ansprechpartner und designierte regionale Partner, der dem Haushaltsüberwachungsausschuss - definiert als das von der Regierung beauftragte Organ, das die Arbeiten zur Aufstellung der Haushalte der Region sowie deren Umsetzung im Hinblick auf die von der Regierung festgelegten Haushaltsziele überwacht - und dem RSFW bei der Erfüllung ihrer Aufgaben Unterstützung, Hilfe und Begleitung bietet.

Das Zentrum ist der Ansprechpartner und designierte regionale Partner für belgische, europäische und internationale Finanz- und Steuerinstanzen. Zu diesem erfüllt das Zentrum folgende Aufgaben:

Ziffer 1 es sorgt für die Erfüllung der gesetzlichen finanziellen und steuerlichen Verpflichtungen der Region und der wallonischen Institutionen, die dies beantragen;

Ziffer 2 es arbeitet an der Verteidigung und Wahrung der Interessen der Region in finanziellen und steuerlichen Angelegenheiten mit;

Ziffer 3 es koordiniert die Kontakte der Region und der wallonischen Institutionen, die dies beantragen, mit den föderalen und lokalen Steuerbehörden, die Steuern und Abgaben zu Lasten der Region oder dieser Institutionen verwalten;

Ziffer 4 es ist der SPOC der Region, insbesondere gegenüber dem IVG.

Art. 5 - Paragraph 1. Das Zentrum stellt unter der Aufsicht des Ministers die Gesamtfinanzierung der regionalen öffentlichen Schuld gemäß den vom Minister vorgegebenen allgemeinen Richtlinien sicher.

In diesem Zusammenhang ist es unter anderem für Folgendes zuständig:

Ziffer 1 dem Minister die Finanzierungsstrategie vorzuschlagen und die Finanzoperationen im Zusammenhang mit der Ausgabe jeder Art von Anleihen nach den entsprechenden Ausgabeverfahren durchzuführen;

Ziffer 2 auf dem Markt für Derivate einzugreifen;

Ziffer 3 alle Finanztransaktionen im Zusammenhang mit der Schuldenverwaltung aufzuzeichnen, um die tägliche Liquiditätsposition zu bestimmen, Kredit- und Marktrisiken zu berechnen und Statistiken und Berichte zu erstellen;

Ziffer 4 dem Minister eine Strategie für das Schuldenmanagement vorzuschlagen, die insbesondere die Struktur des Schuldenportfolios und die Bewertung der Markt- und Kreditrisiken berücksichtigt;

Ziffer 5 Kontakte zu Marktteilnehmern und nationalen und internationalen Organisationen in Bezug auf das Schuldenmanagement zu pflegen;

Ziffer 6 den öffentlichen Schuldenhaushalt aufzustellen und die Schuldenverwaltung an den Haushalt anzupassen;

Ziffer 7 die Finanzierung der Schulden der Region sowohl in Belgien als auch im Ausland zu fördern;

Ziffer 8 neue Finanzprodukte zu entwickeln;

Ziffer 9 dem Minister alle Vorschläge zu unterbreiten, die die Verwaltung der Schulden begünstigen;

Ziffer 10 Berichte zu erstellen und Informationen auf Anfrage des Ministers oder belgischer, europäischer oder internationaler Institutionen zu liefern;

Ziffer 11 allgemeine Informationen über die Verschuldung der Region zu verbreiten;

Ziffer 12 die öVE in ihrer Finanzierungs politik zu beraten und zu begleiten.

Paragraph 2. Das Zentrum gewährleistet unter der Aufsicht des Ministers die Operationalisierung der langfristigen Anlagen im Namen der Region und beteiligt sich an der Entwicklung der Strategie in diesem Bereich.

In diesem Zusammenhang ist es unter anderem für Folgendes zuständig:

Ziffer 1 im Namen der Region Anlagen mit einer Laufzeit von mehr als einem Monat in klassischen oder strukturierten Produkten in Euro oder einer anderen Währung zu analysieren und umzusetzen;

Ziffer 2 Produkte zur Absicherung von Investitionen zu verhandeln, zu modellieren und abzuschließen;

Ziffer 3 Verträge auszuhandeln und zu überwachen;

Ziffer 4 eine Überwachung der Investitionen und eine Risikoanalyse des Portfolios einzurichten.

Paragraph 3. Das Zentrum unterstützt die Regierung, den ÖDW und die öVE bei der Analyse, Steuerung und Überwachung des Haushalts, des Rechnungswesens und der Finanzen sowie der Investitionspolitik.

In diesem Zusammenhang ist es unter anderem für Folgendes zuständig:

Ziffer 1 an der Vorbereitung und Ausarbeitung der Regionalbudgets und ihrer Ausführung teilzunehmen;

Ziffer 2 Budgets und Abschlüsse der öVE zu analysieren sowie die Ausführung ihres Budgets zu überwachen, einschließlich ihrer Auswirkungen auf den Finanzierungsbedarf und die Verschuldung der Region;

Ziffer 3 die mehrjährigen Projektionen auszuarbeiten und zu verfolgen;

Ziffer 4 auf Anfrage der Regierung, des ÖDW und der öVE Stellungnahmen zu den von diesen initiierten Politiken abzugeben, insbesondere hinsichtlich der Auswirkungen dieser Politiken auf den Finanzierungsbedarf und die Verschuldung der Region;

Ziffer 5 eigens dafür vorgesehene Verfahren und Instrumente zu entwerfen;

Ziffer 6 die Investitionspolitik und ihre Mittel auszuarbeiten und ihre Überwachung zu gewährleisten;

Ziffer 7 alternative Finanzierungsmöglichkeiten zu verfolgen;

Ziffer 8 die Regierung, den ÖDW, die öVE und die lokalen Verwaltungen auf Anfrage bei der Planung, Ausarbeitung, Umsetzung und Überwachung von Investitionsprojekten oder -programmen zu begleiten;

Ziffer 9 in Fragen der öffentlichen und privaten Buchhaltung zu überwachen und zu beraten;

Ziffer 10 prospektive Finanz-, Haushalts- und Steueranalysen zu entwickeln.

Paragraph 4. Das Zentrum unterstützt die Regierung im Prozess der Ausgabenüberprüfungen, einschließlich der Steuersenkungen, -reduzierungen und -kredite, die sich auf die Steuerbefugnisse der Region beziehen.

In diesem Zusammenhang ist es unter anderem für Folgendes zuständig:

Ziffer 1 die Gesamtverwaltung der Methodik auszuarbeiten und sicherzustellen;

Ziffer 2 eigens dafür vorgesehene Verfahren und Instrumente zu entwerfen;

Ziffer 3 die Umsetzung der Ausgabenüberprüfungen zu koordinieren, einschließlich des Sekretariats der Arbeitsgruppen und des Lenkungsausschusses;

Ziffer 4 die Weiterverfolgung der von der Regierung nach jeder Ausgabenüberprüfung getroffenen Entscheidungen zu kontrollieren.

Paragraph 5. Das Zentrum unterstützt die Regierung bei der Entwicklung und Durchführung ihrer Steuerpolitik, gegebenenfalls in Zusammenarbeit mit dem ÖDW.

In diesem Zusammenhang ist es unter anderem für Folgendes zuständig:

Ziffer 1 die regionalen Steuergesetze und -vorschriften zu verfassen;

Ziffer 2 die geplanten oder bestehenden Gesetzgebungen in Belgien oder im Ausland zu verfolgen, die die Ausübung der Steuerbefugnisse der Region beeinflussen können;

Ziffer 3 die Anwendung des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen zu verfolgen;

Ziffer 4 den steuerlichen Status der Region und der wallonischen Institutionen zu analysieren;

Ziffer 5 die Steuereinnahmen und -ausgaben der Region zu analysieren.

Paragraph 6. Das Zentrum übernimmt die Rolle des SPOC der Region gegenüber dem IVG.

In diesem Zusammenhang ist es unter anderem für Folgendes zuständig:

Ziffer 1 die vom IVG benötigten Informationen und Statistiken von den Ursprungseinheiten zu sammeln;

Ziffer 2 die Region in den Arbeitsgruppen zu vertreten, die in Anwendung des zwischen dem IVG und den belgischen öffentlichen Behörden geschlossenen Protokolls mit der Erstellung der erforderlichen Tabellen, Tabellenkalkulationen und Listen beauftragt sind;

Ziffer 3 die vom IVG gestellten Anfragen nach zusätzlichen Informationen an die öffentlichen Instanzen und die Mitteilung der Antworten an das IVG innerhalb der vorgeschriebenen Fristen weiterzuleiten;

Ziffer 4 das IVG über alle Änderungen zu informieren, die sich auf die Übermittlung der Daten sowie auf die Erstellung der Statistiken des ESVG und des Verfahrens bei einem übermäßigen Defizit auswirken könnten;

Ziffer 5 die Region bei den gegenseitigen Informationstreffen, wie sie im Kooperationsprotokoll vorgesehen sind, zu vertreten;

Ziffer 6 die von den öffentlichen Instanzen und den Ursprungseinheiten im Vorfeld beantragten Gutachten über die Auswirkungen von Projekten oder Transaktionen auf den Finanzierungssaldo und die Verschuldung der Region zu zentralisieren und an das IVG weiterzuleiten;

Ziffer 7 eine Liste aller vom IVG erwarteten statistischen Daten, ihrer Übermittlungsfrequenz und des erforderlichen Formats zu erstellen.

Paragraph 7. Das Zentrum erhält, sammelt, speichert und übermittelt Daten und Informationen, die für die Erfüllung seiner Aufgaben erforderlich sind, unter Einhaltung der einschlägigen gesetzlichen Bestimmungen und Verordnungen.

Paragraph 8. Das Zentrum verfügt bei den Ursprungseinheiten über alle zur Wahrnehmung seiner Aufgaben erforderlichen Informationen.

Art. 6 - Das Zentrum ist seit seiner Gründung auch mit folgenden spezifischen Aufgaben betraut, die sich aus seiner Form als Regierungszelle ergeben:

Ziffer 1 die Analyse ihrer Situation innerhalb der wallonischen institutionellen Landschaft, auf belgischer und internationaler Ebene;

Ziffer 2 die Analyse der ihr zugewiesenen Aufgaben und die Entwicklung von Möglichkeiten zur Anpassung dieser Aufgaben;

Ziffer 3 die Analyse der zum Erreichen ihrer Ziele wirksamsten internen Organisation;

Ziffer 4 die Vorlage der Ergebnisse dieser verschiedenen Analysen an die Regierung innerhalb von maximal drei Jahren nach seiner Gründung;

Ziffer 5 der Regierung den gesamten rechtlichen Rahmen vorzuschlagen, der für seine Entwicklung zu einer dauerhaften Struktur innerhalb einer Frist von höchstens einem Jahr nach Erfüllung der unter Ziffer 4 vorgesehenen Aufgabe erforderlich ist.

Unter einer „dauerhaften Struktur“ versteht man eine Organisationsstruktur mit dauerhafter Ausrichtung im Gegensatz zur zeitlich begrenzten Ausrichtung der Struktur des Zentrums als Regierungszelle.

TITEL II. — *Zusammensetzung und Organisation des Zentrums*

KAPITEL I. — *Zusammensetzung*

Art. 7 - Das Personal des Zentrums setzt sich aus folgenden Mitgliedern zusammen:

Ziffer 1 ein allgemeiner Koordinator der Stufe A;

Ziffer 2 fünf stellvertretende allgemeine Koordinatoren der Stufe A;

Ziffer 3 einundvierzig Vollzeitäquivalente der Stufe A;

Ziffer 4 acht Vollzeitäquivalente der Stufen B, C oder D.

Art. 8 - Die Regierung ernennt die Personalmitglieder des Zentrums auf Vorschlag des Ministers.

KAPITEL II. — *Organisation*

Art. 9 - Paragraph 1. Der allgemeine Koordinator ist für die gesamte Koordination des Zentrums verantwortlich, einschließlich der administrativen Verwaltung.

Ein stellvertretender allgemeiner Koordinator ist für die Organisation, Durchführung und Überwachung der bereichsübergreifenden Aufgabe gemäß Artikel 4, Absatz 3 verantwortlich.

Die anderen stellvertretenden allgemeinen Koordinatoren sind für die Organisation, Durchführung und Überwachung der anderen in Titel 1, Kapitel 3 festgelegten Aufgaben des Zentrums verantwortlich.

Die Personalmitglieder der Stufen A und B führen die in Titel 1, Kapitel 3 festgelegten Aufgaben des Zentrums unter der Verantwortung des allgemeinen Koordinators und der stellvertretenden allgemeinen Koordinatoren aus. Sie können auch mit einer Unterstützungsfunktion des Zentrums betraut werden.

Personalmitglieder der Stufen C oder D übernehmen die unterstützenden oder logistischen Aufgaben des Zentrums.

Bei der Gründung des Zentrums üben zwei Personalmitglieder der Stufen B, C oder D die Aufgabe des Rechnungsführungskorrespondenten aus. Sobald einer der beiden diese Aufgabe nicht mehr wahrnimmt, übt nur noch ein Personalmitglied der Stufen B, C oder D die Aufgabe des Rechnungsführungskorrespondenten aus.

Paragraph 2. Der allgemeine Koordinator und die stellvertretenden allgemeinen Koordinatoren üben ihre Funktion im Zentrum auf Vollzeitbasis aus.

Paragraph 3. Dem allgemeinen Koordinator und den stellvertretenden allgemeinen Koordinatoren des Zentrums ist es untersagt, in einer anderen Zelle der Regierung, einschließlich der Kabinette der Minister, eine Leistung zu erbringen.

Paragraph 4. Bei Abwesenheit oder Verhinderung des allgemeinen Koordinators werden die ihm übertragenen Befugnisse, sofern keine anderslautenden Vorschriften oder vom Funktionsinhaber getroffenen besonderen Vorkehrungen vorliegen, für die Dauer der Abwesenheit oder Verhinderung jedem betroffenen stellvertretenden allgemeinen Koordinator eingeräumt.

Art. 10 - Der allgemeine Koordinator und die stellvertretenden allgemeinen Koordinatoren legen die Verteilung der Aufträge und Aufgaben untereinander sowie die Verteilung der mit diesen Aufträgen und Aufgaben betrauten Personalmitglieder fest.

Art. 11 - Die Regierung richtet einen Überwachungsausschuss für das Zentrum ein, der halbjährlich unter dem Vorsitz des allgemeinen Koordinators des Zentrums zusammentritt.

Dieser Überwachungsausschuss setzt sich folgendermaßen zusammen:

Ziffer 1 aus einem Vertreter des Ministerpräsidenten der Regierung;

Ziffer 2 aus einem Vertreter jedes Vizepräsidenten der Regierung;

Ziffer 3 aus einem Vertreter des Ministers;

Ziffer 4 aus dem Generaldirektor der ÖDW Finanzen oder seinem Stellvertreter;

Ziffer 5 aus dem Generaldirektor des ÖDW Inneres und soziale Maßnahmen oder seinem Stellvertreter;

Ziffer 6 aus einem Mitglied der Finanzinspektion.

Dieser Überwachungsausschuss ist für die Überwachung der Aktivitäten und der Arbeitsweise des Zentrums zuständig.

Art. 12 - Spätestens am 31. März jedes Jahres übermittelt der allgemeine Koordinator des Zentrums der Regierung einen Jahresbericht über die Aktivitäten im vorangegangenen Kalenderjahr.

Dieser Bericht enthält mindestens eine Bewertung der Arbeitsweise des Zentrums und der durchgeführten Maßnahmen, einschließlich der Relevanz der Instrumente und der Wirksamkeit ihrer Anwendung, sowie Vorschläge für Maßnahmen und Strategien zur Verbesserung der bei der Wahrnehmung der Aufgaben des Zentrums erzielten Ergebnisse.

TITEL III. — *Verwaltungs- und Besoldungslage der Personalmitglieder des Zentrums*

KAPITEL I. — *Allgemeine Grundsätze*

Art. 13 - Paragraph 1. Die Personalmitglieder des Zentrums erfüllen ihre Aufgaben unter der Aufsicht ihrer Vorgesetzten mit Loyalität, Gewissenhaftigkeit und Integrität.

Sie sind verpflichtet, die geltenden Gesetze und Vorschriften sowie die Verfahren und Richtlinien der Behörde, der sie unterstellt sind, einzuhalten.

Sie respektieren die ihnen zur Verfügung gestellten Arbeitsmittel, nutzen sie zu beruflichen Zwecken und gemäß den von der Behörde, der sie unterstellt sind, festgelegten Regeln.

Bei ihrer täglichen Arbeit und soweit diese auf das Zentrum anwendbar sind, berücksichtigen die Personalmitglieder des Zentrums die in Anhang I des Kodex des Wallonischen öffentlichen Dienstes aufgeführten ethischen Grundsätze.

Paragraph 2. Die Personalmitglieder des Zentrums behandeln die Nutzer ihres Dienstes mit Verständnis und ohne jegliche Diskriminierung.

Sie garantieren den Nutzern die Gleichbehandlung ohne Unterschied, insbesondere aus Gründen der Nationalität, des Geschlechts, der sozialen oder ethnischen Herkunft, der Religion oder Weltanschauung, einer Behinderung, des Alters oder der sexuellen Orientierung.

Paragraph 3. Die Personalmitglieder des Zentrums vermeiden außerhalb der Ausübung ihres Dienstes jedes Verhalten, das das Vertrauen der Öffentlichkeit in ihren Dienst erschüttern könnte.

Paragraph 4. Die Personalmitglieder des Zentrums dürfen weder unmittelbar noch über eine Mittelsperson, auch nicht außerhalb ihrer Tätigkeit, aber im Zusammenhang mit dieser, Geschenke, Belohnungen oder Vorteile irgendwelcher Art erbitten, fordern oder annehmen.

Paragraph 5. Die Personalmitglieder des Zentrums bearbeiten ihre Akten und formulieren Stellungnahmen für ihre Vorgesetzten und die Regierung unabhängig von äußeren Einflüssen und Funktionskonflikten; sie dürfen weder direkt noch indirekt einem persönlichen Interesse gehorchen.

Die Personalmitglieder des Zentrums enthalten sich der Mitwirkung an Entscheidungen in Akten, an denen sie unmittelbar oder mittelbar ein persönliches Interesse haben oder in denen ein Funktionskonflikt besteht.

Falls sie ein lokales Wahl- oder Exekutivmandat ausüben, enthalten sich die Personalmitglieder des Zentrums der Behandlung von Akten von lokalem Interesse.

Paragraph 6. Die Personalmitglieder des Zentrums halten sich in den Bereichen, mit denen sie beruflich befasst sind, ständig über die Entwicklung der Technik, der Vorschriften und der Forschung auf dem Laufenden.

Art. 14 - Während und nach der Erfüllung ihres Auftrags im Zentrum handeln die Personalmitglieder des Zentrums zurückhaltend und sind zeitlich unbegrenzt an die strikte Einhaltung des Berufsgeheimnisses gebunden.

Die Tätigkeiten des Zentrums und die damit verbundenen direkten oder indirekten Informationen sind streng vertraulich, und die Personalmitglieder des Zentrums verpflichten sich zur Geheimhaltung von Informationen, die diese betreffen.

Art. 15 - Paragraph 1. Unbeschadet des Artikels 14 genießen die Personalmitglieder des Zentrums hinsichtlich der Tatsachen, von denen sie in Ausübung ihrer Funktion Kenntnis erlangen, das Recht auf freie Meinungsäußerung.

Paragraph 2. Es ist ihnen lediglich untersagt, Tatsachen zu offenbaren, die die nationale Sicherheit, den Schutz der öffentlichen Ordnung, die finanziellen Interessen der Behörde, die Verhütung und Bestrafung von Straftaten, die ärztliche Schweigepflicht sowie die Rechte und Freiheiten der Bürger, insbesondere das Recht auf Achtung des Privatlebens, betreffen; Dieses Verbot gilt auch für Tatsachen, die sich auf die Vorbereitung aller Entscheidungen beziehen, solange noch keine endgültige Entscheidung getroffen wurde, sowie für Tatsachen, deren Bekanntgabe der Wettbewerbsposition der Einrichtung, in der das Personalmitglied des Zentrums beschäftigt ist, schaden kann.

Die Bestimmungen von Absatz 1 gelten auch für Personalmitglieder des Zentrums, die aus dem Dienst ausgeschieden sind.

Paragraph 3. Die Personalmitglieder des Zentrums haben das Recht auf Information über alle für die Ausübung ihrer Aufgaben relevanten Aspekte.

Paragraph 4. Die Personalmitglieder des Zentrums haben das Recht, ihre Personalakte einzusehen und kostenlos eine Kopie davon zu erhalten.

Paragraph 5. Die Personalmitglieder des Zentrums haben Anspruch auf eine für ihre Arbeit nützliche Ausbildung.

Paragraph 6. Die Personalmitglieder des Zentrums haben das Recht, sowohl von Vorgesetzten als auch von Untergebenen mit Würde behandelt zu werden.

Art. 16 - Das Personal des Zentrums setzt sich folgendermaßen zusammen:

Ziffer 1 aus Mitgliedern der Dienste der Regierung oder einer Einrichtung gemäß Artikel 3, Paragraph 1, Ziffer 4 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 über die Organisation des Haushalts, der Buchführung und der Berichterstattung der Einheiten der Wallonischen öffentlichen Verwaltung, die in Anwendung der Artikel 485 bis 490 des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes für die Ausübung einer Funktion in einem ministeriellen Kabinett beurlaubt wurden;

Ziffer 2 aus entsandten Mitgliedern:

a) eines Dienstes, einer Verwaltung oder einer Einrichtung von öffentlichem Interesse, die den anderen föderierten Teilgebieten, dem Föderalstaat oder den lokalen Verwaltungen unterstehen;

b) eines autonomen öffentlichen Unternehmens;

c) einer organisierten oder subventionierten Bildungseinrichtung;

Ziffer 3 aus direkt von der Regierung ernannten Mitgliedern, die nicht unter eine der unter Ziffer 1 und 2 genannten Situationen fallen.

Die Rechtsordnung der Personalmitglieder des Zentrums ist „sui generis“ und das Gesetz vom 3. Juli 1978 über Arbeitsverträge findet keine Anwendung. Ihre Ernennung oder Entsendung erfolgt ausschließlich durch einseitige Verwaltungsakte mit individueller Tragweite, die vom Minister auf Entscheidung der Regierung erlassen werden. Wenn sie bei ihrem ursprünglichen Arbeitgeber nicht als endgültig ernannte Bedienstete gelten, unterliegen sie jedoch dem Sozialversicherungsstatus der Vertragsbediensteten des Staates. Entsandtes Statutpersonal unterliegt weiterhin der Sozialversicherung seines ursprünglichen Arbeitgebers.

Art. 17 - Die im Erlass der Wallonischen Regierung über die ministeriellen Kabinette genannten Bestimmungen über Urlaub und Abwesenheit gelten für die Personalmitglieder des Zentrums.

KAPITEL II. — Kumulierung von Tätigkeiten und Urlaub für Aufgabe

Art. 18 - Paragraph 1. Die Personalmitglieder des Zentrums dürfen nicht mehrere berufliche Tätigkeiten gleichzeitig ausüben.

Unter Berufstätigkeit versteht man jede Beschäftigung, deren Ertrag ein Berufseinkommen im Sinne des Einkommensteuergesetzes 1992 darstellt.

Abweichend von Absatz 2 gilt ein öffentliches Mandat mit politischem Charakter nicht als berufliche Tätigkeit.

Paragraph 2. In Abweichung von Paragraph 1 wird die Kumulierung von beruflichen Tätigkeiten, die mit der Ausübung der Funktion verbunden sind, von Rechts wegen ausgeübt.

Als mit der Ausübung der Funktion verbunden gilt:

Ziffer 1 jede Funktion, die aufgrund einer Rechts- oder Ordnungsvorschrift mit der von dem Personalmitglied ausgeübten Funktion verbunden ist;

Ziffer 2 jede Funktion, zu der das Personalmitglied von Amts wegen von der hierarchischen Behörde, der es untersteht, oder von der Regierung ernannt wird.

Paragraph 3. In Abweichung von Paragraph 1 genehmigt der allgemeine Koordinator auf vorherigen schriftlichen Antrag des Personalmitglieds des Zentrums und nach Stellungnahme des stellvertretenden allgemeinen Koordinators, dem das Personalmitglied des Zentrums untersteht, unter folgenden Bedingungen eine Kumulierung für einen Zeitraum von höchstens fünf Jahren, der verlängert werden kann:

Ziffer 1 die Kumulierung ist nicht so beschaffen, dass sie die Erfüllung der Pflichten der Funktion beeinträchtigt;

Ziffer 2 die Kumulierung verstößt nicht gegen die Würde der Funktion;

Ziffer 3 die Kumulierung ist nicht so beschaffen, dass sie die Unabhängigkeit des Personalmitglieds des Zentrums beeinträchtigt oder zu einer Verwechslung mit seiner Eigenschaft als Personalmitglied des Zentrums führt.

Spätestens sechzig Tage nach Einreichung des schriftlichen Antrags beim allgemeinen Koordinator legt der stellvertretende allgemeine Koordinator, dem das Personalmitglied des Zentrums untersteht, eine fundierte Stellungnahme zu dem Personalmitglied des Zentrums vor. Nach Ablauf dieser Frist gilt die Stellungnahme als positiv.

Der allgemeine Koordinator entscheidet über den Antrag des Personalmitglieds des Zentrums innerhalb von sechzig Tagen nach Eingang der in Absatz 2 genannten fundierten Stellungnahme. Nach Ablauf dieser Frist wird der in Absatz 1 genannte schriftliche Antrag von Amts wegen positiv beschieden.

Enthält die Akte nicht die erforderlichen Angaben, so fordert die feststellende Behörde diese Angaben innerhalb von dreißig Tagen ab dem Tag des Eingangs der Akte an.

Die Genehmigung ist widerruflich, wenn eine der in Absatz 1 genannten Bedingungen nicht mehr erfüllt ist.

Entscheidungen über die Genehmigung, die Verweigerung und den Widerruf sind zu begründen.

Bei Änderung seiner administrativen Situation oder bei Änderung der Bedingungen für die Ausübung der Tätigkeit bzw. der Art der Kumulierung ist das Personalmitglied des Zentrums verpflichtet, unverzüglich einen neuen Antrag zu stellen.

Wenn das betreffende Personalmitglied des Zentrums der allgemeine Koordinator ist, wird die Kumulierung direkt vom Minister genehmigt.

In jedem Fall darf die Kumulierung, einschließlich aller entlohten beruflichen Tätigkeiten, nicht dazu führen, dass die Zeit der entlohten Leistung mehr als einhundertfünfundzwanzig Prozent der Zeit der Leistung im Zentrum beträgt.

Art. 19 - Paragraph 1. Auf seinen vorherigen schriftlichen Antrag an den Minister, auf Entscheidung der Regierung und durch ministeriellen Erlass, kann das in Artikel 16, Absatz 1 genannte Personalmitglied des Zentrums zeitweilig einer anderen Regierungszelle, einschließlich eines Ministerkabinetts, zur Verfügung gestellt werden.

Die Bereitstellung für eine andere Regierungszelle, einschließlich eines Ministerkabinetts, erfolgt auf Vollzeitbasis.

Paragraph 2. Die Ernennung des in Artikel 16, Absatz 1, Ziffer 1 oder 2 genannten Personalmitglieds im Zentrum im Sinne von Artikel 8 wird für den Zeitraum ausgesetzt, der für die Durchführung seiner Bereitstellung erforderlich ist.

Eine etwaige jährliche als Gehalt geltende Zulage nach Artikel 27 oder eine zusätzliche als Gehalt geltende jährliche Zulage nach Artikel 28 sowie eine zusätzliche jährliche Zulage nach Artikel 30 werden ausgesetzt.

Nach Beendigung der Bereitstellung wird die Suspendierung aufgehoben und das Personalmitglied wird durch ministeriellen Erlass von Rechts wegen wieder in seine Funktion im Zentrum eingesetzt, wie sie in seiner Ernennung durch die Regierung nach Artikel 8 vorgesehen ist.

Paragraph 3. Die Bereitstellung des Personalmitglieds nach Artikel 16, Absatz 1, Ziffer 3 wird einer Zeit des Dienstes beim Zentrum gleichgestellt und für diesen Zeitraum:

Ziffer 1 wird die Zahlung der als Gehalt geltenden jährlichen Zulage nach Artikel 27 fortgesetzt;

Ziffer 2 wird die Zahlung der zusätzlichen jährlichen Zulage nach Artikel 30 ausgesetzt.

Die Bereitstellung des in diesem Paragraphen speziell in den Kabinette der Ministern genannten Personalmitglieds erfolgt gemäß Artikel 12 des Erlasses der Wallonischen Regierung über die ministeriellen Kabinette.

Er erhält die jährliche Kabinettszulage gemäß Artikel 18 des Erlasses der Wallonischen Regierung über die ministeriellen Kabinette.

Paragraph 4. Das Personalmitglied des Zentrums ist verpflichtet, bei Änderung seiner administrativen Situation oder bei Änderung der Ausübungsbedingungen oder der Art der Bereitstellung unverzüglich und im Voraus einen neuen Antrag an den Minister zu stellen, wie in Paragraph 1 beschrieben.

Paragraph 5. Das Personalmitglied, das am 1. Januar 2024 von der Anwendung des Artikels 48, Paragraph 4 profitiert hat und das am Tag vor seiner Bereitstellung an eine andere Regierungszelle in Anwendung des vorliegenden Artikels immer noch davon profitiert, behält den Vorteil dieser Bestimmung bei seiner Rückkehr zum Zentrum.

Paragraph 6. In allen Fällen wird die Zeit der Bereitstellung für eine andere Regierungszelle, einschließlich des Ministerkabinetts, bei der Berechnung des in Artikel 27 genannten finanziellen Dienstalters berücksichtigt.

Art. 20 - Bei reduzierter Leistung innerhalb des Zentrums, außer bei Anwendung von Artikel 19, ist es dem Personalmitglied des Zentrums untersagt, eine bezahlte Leistung in einer anderen Regierungszelle, einschließlich der Kabinette der Minister, zu erbringen.

KAPITEL III. — *Stufen und Grade*

Art. 21 - Der Dienstgrad ist der Titel, der das Personalmitglied des Zentrums in die Hierarchie einordnet und der es berechtigt, eine der Stellen im Zentrum zu besetzen, die diesem Dienstgrad entsprechen.

Die Grade werden nach Maßgabe der Artikel 4 und 5 des Kodex des Wallonischen öffentlichen Dienstes unter Berücksichtigung der in Artikel 22 aufgeführten Titel in Stufen und Ränge eingeteilt.

Art. 22 - Die Grade innerhalb des Zentrums sind wie folgt auf die Ränge verteilt:

Ziffer 1 in Rang A2 der Dienstgrad des allgemeinen Koordinators;

Ziffer 2 in Rang A3 der Dienstgrad des stellvertretenden allgemeinen Koordinators;

Ziffer 3 in Rang A4 der Dienstgrad des Beraters-Sachverständigen;

Ziffer 4 in Rang A5 der Dienstgrad des ersten Attachés-Sachverständigen;

Ziffer 5 in Rang A6 der Dienstgrad des Attachés-Sachverständigen;

Ziffer 6 in Rang B1 der Dienstgrad des ersten Graduierten des Verwaltungspersonals;

Ziffer 7 in Rang B2 der Dienstgrad des Graduierten des Verwaltungspersonals;

Ziffer 8 in Rang C1 der Dienstgrad des ersten Assistenten des Verwaltungspersonals;

Ziffer 9 in Rang C2 der Dienstgrad des Assistenten des Verwaltungspersonals;

Ziffer 10 in Rang D1 der Dienstgrad des ersten Beigeordneten des Verwaltungspersonals;

Ziffer 11 in Rang D2 der Dienstgrad des Beigeordneten des Verwaltungspersonals;

KAPITEL IV. — *Auswahl und Ernennung*

Art. 23 - Eine Person kann nur dann Personalmitglied des Zentrums sein, wenn sie die folgenden allgemeinen Zulassungsbedingungen erfüllt:

Ziffer 1 ein Verhalten aufweisen, das den Anforderungen der Funktion entspricht;

Ziffer 2 im Besitz der bürgerlichen und politischen Rechte sein;

Ziffer 3 Inhaber eines Diploms, eines Studienzeugnisses oder eines anderen gleichwertigen Abschlusses sein, der der Stufe des zu verleihenden Grades gemäß Anhang III des Kodex des Wallonischen öffentlichen Dienstes entspricht;

Ziffer 4 die vom allgemeinen Koordinator bei der Ausschreibung der zu besetzenden Stelle festgelegten Bedingungen für den Zugang zur Stelle erfüllen;

Ziffer 5 ein vom Zentrum organisiertes Auswahlverfahren erfolgreich absolviert haben.

In Abweichung von Paragraph 1, Ziffer 4 bestimmt der Minister die Zugangsbedingungen, die für die Auswahl des allgemeinen Koordinators und der stellvertretenden allgemeinen Koordinatoren erfüllt sein müssen.

Die Regierung kann durch eine begründete Entscheidung Bewerbern, die über ein Diplom, ein Studienzeugnis oder einen anderen gleichwertigen Abschluss einer unmittelbar niedrigeren Stufe verfügen, eine Abweichung von der in Absatz 1, Ziffer 3 genannten Bedingung eines Diploms, eines Studienzeugnisses oder eines anderen gleichwertigen Abschlusses gewähren, wenn es darum geht, eine besondere Fachkenntnis zu erwerben. In der Ausschreibung wird die Ausnahmeregelung erwähnt und die Entscheidung der Regierung getreu wiedergegeben.

Für die Anwendung von Absatz 3 wird von Amts wegen zusätzlich zu der in Artikel 24 geforderten Berufserfahrung eine nützliche Berufserfahrung verlangt, die doppelt so lang ist wie die Differenz zwischen der Anzahl der Jahre des geforderten Diploms in Bezug auf die Stufe des zu verleihenden Grades und der Anzahl der Jahre des vom Bewerber bescheinigten Studienniveaus.

Art. 24 - Für jede im Zentrum zu vergebende Stelle erstellt der allgemeine Koordinator eine Beschreibung der Aufgabenbereiche, die mindestens die folgenden Angaben enthält:

Ziffer 1 die Stufe, den Dienstgrad, den Rang und die Gehaltstabelle;

Ziffer 2 die Zugangsbedingungen, einschließlich der eventuell erforderlichen Berufserfahrung;

Ziffer 3 der Zweck und die Hauptaktivitäten der Funktion;

Ziffer 4 die für die Ausübung der Funktion erforderlichen Kompetenzen.

In Abweichung von Absatz 1 erstellt der Minister eine Funktionsbeschreibung für die Auswahl des allgemeinen Koordinators und der stellvertretenden allgemeinen Koordinatoren, die mindestens die folgenden Elemente enthält:

Ziffer 1 die Stufe, den Dienstgrad, den Rang und die Gehaltstabelle;

Ziffer 2 die Zugangsbedingungen, einschließlich der eventuell erforderlichen Berufserfahrung;

Ziffer 3 der Zweck und die Hauptaktivitäten der Funktion;

Ziffer 4 die für die Ausübung der Funktion erforderlichen Kompetenzen.

Die Ausschreibung und die Beschreibung des Aufgabenbereichs werden vom Zentrum entsprechend den Besonderheiten der zu vergebenden Stelle in angemessener Weise bekannt gemacht.

Unter „in angemessener Weise bekannt gemacht“ versteht man Mehrkanalwerbung, die über digitale Medien und Printmedien erfolgt. Diese Bekanntmachung wird mindestens auf der Website des ÖDW und auf einer auf Personalbeschaffung spezialisierten Website sowie in einer Tageszeitung in den Printmedien organisiert. Die Regierung kann gegebenenfalls beschließen, auf spezialisierte Stellenvermittlungsseiten, spezialisierte Printmedien oder andere besondere Kommunikationskanäle wie soziale Netzwerke zurückzugreifen.

Art. 25 - Paragraph 1. Die Auswahl für die Stufe A wird von einer Jury unter dem Vorsitz des allgemeinen Koordinators des Zentrums organisiert und durchgeführt; diese Jury setzt sich zusätzlich zusammen aus:

Ziffer 1 einem Mitglied der Finanzinspektion;

Ziffer 2 zwei Sachverständigen außerhalb des Zentrums, die nicht zu den Mitgliedern der Kabinette der Minister, der Dienste der Wallonischen Regierung und der Einrichtungen von öffentlichem Interesse gehören, die im Dekret vom 22. Januar 1998 in Bezug auf den Status des Personals bestimmter interner öffentlicher Organismen der Wallonischen Region genannt werden;

Ziffer 3 einem weiteren Sachverständigen.

Die in Absatz 1 genannten Sachverständigen müssen über eine mindestens zehnjährige Erfahrung in Bezug auf die Kompetenzen verfügen, die für die Ausübung der Funktion der zu vergebenden Stelle erforderlich sind.

Die Auswahl für die Stufen B, C und D wird innerhalb des Zentrums von einer Jury organisiert und durchgeführt, die aus dem allgemeinen Koordinator und zwei stellvertretenden allgemeinen Koordinatoren besteht.

Zur Wahrung der Geschlechtermischung dürfen die Juries zu nicht mehr als zwei Dritteln aus Mitgliedern desselben Geschlechts bestehen, mit Ausnahme der nach Absatz 3 zusammengestellten Jury, wenn dies aufgrund der Zusammensetzung des Zentrums nicht möglich ist.

Paragraph 2. Die Ausschreibung, die Beschreibung des Aufgabenbereichs und das Auswahlverfahren, einschließlich der Zusammensetzung der Jury, sind Gegenstand einer Bestätigung durch die Regierung.

Paragraph 3. Die Jury organisiert die Auswahlprüfung(en), die ihr die Bestimmung des Folgenden ermöglicht:

Ziffer 1 die technischen Fähigkeiten der Bewerber;

Ziffer 2 die Persönlichkeit der Bewerber.

Die in Absatz 1 genannte Auswahl kann gegebenenfalls aus mehreren Prüfungen bestehen, die in der Ausschreibung und im Auswahlverfahren klar benannt werden.

Die Überprüfung der Einhaltung der Artikel 23 und 24 ist ein integraler Bestandteil des Auswahlverfahrens.

Paragraph 4. Auf der Grundlage der Auswahlprüfung(en) ordnet die Jury die Bewerber nach der erreichten Punktzahl und übermittelt der Regierung die Liste der erfolgreichen Bewerber, die die aus der Auswahl hervorgegangene Reserve bilden.

Paragraph 5. Auf der Grundlage der in Absatz 4 vorgenommenen Einstufung ernennt die Regierung den erfolgreichen Bewerber in die zu verleihende Stelle.

Art. 26 - Paragraph 1. In Abweichung von Artikel 25 wird die Auswahl für den allgemeinen Koordinator und die stellvertretenden allgemeinen Koordinatoren von einer Jury unter dem gemeinsamen Vorsitz des Präsidenten und des Vizepräsidenten des RSFW organisiert und durchgeführt; diese Jury setzt sich zusätzlich zusammen aus:

Ziffer 1 einem Mitglied der Finanzinspektion;

Ziffer 2 zwei Sachverständigen außerhalb des Zentrums, die nicht zu den Mitgliedern der Kabinette der Minister, der Dienste der Wallonischen Regierung und der Einrichtungen von öffentlichem Interesse gehören, die im Dekret vom 22. Januar 1998 in Bezug auf den Status des Personals bestimmter interner öffentlicher Organismen der Wallonischen Region genannt werden;

Ziffer 3 ein weiterer Sachverständiger außerhalb des Zentrums.

Die in Absatz 1 genannten externen Sachverständigen müssen über eine mindestens zehnjährige Erfahrung in Bezug auf die Kompetenzen verfügen, die für die Ausübung der Funktion der zu vergebenden Stelle erforderlich sind, wobei mindestens einer von ihnen über eine zehnjährige Erfahrung im Management oder in der Personalverwaltung verfügen muss.

Zur Wahrung der Geschlechtermischung dürfen die Jurys zu nicht mehr als zwei Dritteln aus Mitgliedern desselben Geschlechts bestehen.

Paragraph 2. Die Ausschreibung, die Beschreibung des Aufgabenbereichs und das Auswahlverfahren, einschließlich der Zusammensetzung der Jury, sind Gegenstand einer Bestätigung durch die Regierung.

Paragraph 3; Die Jury organisiert die Auswahlprüfung(en), die ihr die Bestimmung des Folgenden ermöglicht:

Ziffer 1 die Managementfähigkeiten der Bewerber;

Ziffer 2 die Organisationsfähigkeiten der Bewerber;

Ziffer 3 die technischen Fähigkeiten der Bewerber;

Ziffer 4 die Persönlichkeit der Bewerber.

Die in Absatz 1 genannte Auswahl kann gegebenenfalls aus mehreren Prüfungen bestehen, die in der Ausschreibung und im Auswahlverfahren klar benannt werden.

Die Überprüfung der Einhaltung der Artikel 23 und 24 ist ein integraler Bestandteil des Auswahlverfahrens.

Paragraph 4. Auf der Grundlage der Auswahlprüfung(en) verfasst die Jury einen schriftlichen und begründeten Bericht an die Regierung, in dem die Fähigkeiten der einzelnen Bewerber aufgeführt sind und die Bewerber in die Kategorie „geeignet“ oder „ungeeignet“ eingestuft werden.

Paragraph 5. Die Regierung ernennt den erfolgreichen Bewerber unter den von der Jury für geeignet befundenen Bewerbern für die zu vergebende Stelle.

KAPITEL V. — *Besoldung*

Art. 27 - Paragraph 1. Personalmitglieder des Zentrums nach Artikel 16, Ziffer 1 und 2, die keinen Anspruch auf Zahlung des Gehalts durch ihre ursprüngliche Einrichtung behalten, und Personalmitglieder des Zentrums nach Artikel 16, Ziffer 3 erhalten eine als Gehalt geltende jährliche Zulage.

Diese als Gehalt geltende jährliche Zulage wird dem Inhaber des Grades nach Artikel 22 auf der Grundlage einer Gehaltstabelle gemäß den nachstehenden Entsprechungen gewährt:

Ziffer 1 für den Dienstgrad des allgemeinen Koordinators, die Gehaltstabelle A2;

Ziffer 2 für den Dienstgrad des stellvertretenden allgemeinen Koordinators, die Gehaltstabelle A3;

Ziffer 3 für den Dienstgrad des Beraters-Sachverständigen, die Gehaltstabelle A4/1;

Ziffer 4 für den Dienstgrad des ersten Attachés-Sachverständigen, die Gehaltstabelle A5/2;

Ziffer 5 für den Dienstgrad des Attachés-Sachverständigen, die Gehaltstabelle A6/1;

Ziffer 6 für den Dienstgrad des ersten Graduierten des Verwaltungspersonals, die Gehaltstabelle B1;

Ziffer 7 für den Dienstgrad des Graduierten des Verwaltungspersonals, die Gehaltstabelle B2/1;

Ziffer 8 für den Dienstgrad des ersten Assistenten des Verwaltungspersonals, die Gehaltstabelle C1;

Ziffer 9 für den Dienstgrad des Assistenten des Verwaltungspersonals, die Gehaltstabelle C2;

Ziffer 10 für den Dienstgrad des ersten Beigeordneten des Verwaltungspersonals, die Gehaltstabelle D1;

Ziffer 11 für den Dienstgrad des Beigeordneten des Verwaltungspersonals, die Gehaltstabelle D2.

Paragraph 2. Die als Gehalt geltende jährliche Zulage entwickelt sich im Laufe der Zeit und wird innerhalb einer Gehaltstabelle nach Paragraph 1, Absatz 2 festgelegt, die den am Tag der Zuweisung zum Zentrum in Betracht kommenden Diensten sowie dem im Zentrum erworbenen finanziellen Dienstalter Rechnung trägt.

In Abweichung von Artikel 238, Paragraph 3, Absatz 2 des Kodex des Wallonischen öffentlichen Dienstes ist die in Artikel 238 Paragraph 3, Absatz 1 des Kodex des Wallonischen öffentlichen Dienstes genannte Dauer nicht begrenzt, wenn es sich um Dienste oder Tätigkeitsperioden handelt, die eine nützliche Erfahrung darstellen.

Die für die Berechnung des finanziellen Dienstalters in Betracht kommenden Dienste werden vom allgemeinen Koordinator auf Antrag des Personalmitglieds des Zentrums festgelegt, das seinem Antrag alle sachdienlichen Nachweise beifügt. Die in Betracht kommenden Dienste werden ab dem ersten Tag des Monats nach der Antragstellung berücksichtigt.

Art. 28 - Personalmitglieder des Zentrums nach Artikel 16, Ziffer 1 und 2, die den Anspruch auf Zahlung des Gehalts durch ihre ursprüngliche Einrichtung behalten, erhalten gegebenenfalls eine als Gehalt geltende zusätzliche jährliche Zulage.

Diese als Gehalt geltende zusätzliche jährliche Zulage entspricht der positiven Differenz zwischen der als Gehalt geltenden jährlichen Zulage, auf die das Personalmitglied des Zentrums nach Artikel 27 Anspruch hat, und dem von der entsendenden Einrichtung tatsächlich bezogenen Gehalt.

Zur Berechnung der als Gehalt geltenden zusätzlichen jährlichen Zulage übermittelt das Personalmitglied des Zentrums, das von seiner ursprünglichen Einrichtung noch ein Gehalt bezieht, dem SePAC unverzüglich seine finanzielle Situation in der ursprünglichen Einrichtung am Tag der Zuweisung zum Zentrum sowie jede Änderung dieser Situation. Andernfalls kann die Zahlung der als Gehalt geltenden zusätzlichen jährlichen Zulage bis zum Eingang der erforderlichen Angaben beim SePAC unterbrochen oder eingeschränkt werden.

Art. 29 - Die finanzielle Lage der in Artikel 16, Absatz 1, Ziffer 2 genannten Personalmitglieder des Zentrums wird wie folgt geregelt:

Ziffer 1 Stimmt der entsendende Dienst der Weiterzahlung des Gehalts zu, so erhält das Personalmitglied des Zentrums gegebenenfalls aus dem Haushalt des Zentrums die nach Artikel 28 als Gehalt geltende zusätzliche jährliche Zulage;

Ziffer 2 setzt der entsendende Dienst die Zahlung des Gehalts aus, so erhält das Personalmitglied des Zentrums aus dem Haushalt des Zentrums die nach Artikel 27 als Gehalt geltende jährliche Zulage.

Verlangt der Arbeitgeber nach Absatz 1, Nummer 1 die Rückzahlung des Gehalts, so erstattet das Zentrum der entsendenden Einrichtung das Gehalt des Personalmitglieds des Zentrums, die Zulage für das Urlaubsgeld, die Jahresendprämie und alle anderen Zulagen und Vergütungen, die nach den für das Personalmitglied in seinem entsendenden Dienst geltenden Bestimmungen berechnet werden, gegebenenfalls zuzüglich der Arbeitgeberabgaben.

Artikel 25 des Erlasses der Wallonischen Regierung über die ministeriellen Kabinette gilt nicht für das Personal des Zentrums.

Art. 30 - Die Personalmitglieder des Zentrums erhalten eine zusätzliche jährliche Zulage, deren Höhe wie folgt festgelegt wird:

Ziffer 1 für die Ebene A ein nicht indexierter Bruttobetrag von 3.000 Euro;

Ziffer 2 für die Stufen B, C und D ein nicht indexierter Bruttobetrag von 2.000 Euro.

Art. 31 - Die Personalmitglieder des Zentrums erhalten die Wohnungs- oder Ortszulage, das Urlaubsgeld, die Jahresendprämie, die Mahlzeitschecks und jede andere Zulage oder Vergütung zu den Sätzen und Bedingungen, die im Erlass der Wallonischen Regierung über die ministeriellen Kabinette oder in Ermangelung dessen für das Personal der anderen Regierungsdienste vorgesehen sind, mit Ausnahme der als Gehalt geltenden jährlichen Kabinettszulage und der jährlichen Kabinettszulage.

Für die Anwendung von Absatz 1 in Bezug auf die jährlichen Pauschalvergütungen für regelmäßige Telearbeit wird der Betrag gemäß den Entsprechungen mit dem Erlass der Wallonischen Regierung über die ministeriellen Kabinette und unter Berücksichtigung der in dem Zentrum ausgeübten Funktionen festgesetzt, und zwar:

Ziffer 1 allgemeiner Koordinator, der dem Kabinettschef gewährte Betrag;

Ziffer 2 stellvertretender allgemeiner Koordinator, der dem stellvertretenden Kabinettschef gewährte Betrag;

Ziffer 3 Berater-Sachverständiger, der dem Berater gewährte Betrag;

Ziffer 4 erster Attaché-Sachverständiger, der dem Attaché gewährte Betrag;

Ziffer 5 Attaché-Sachverständiger, der dem Attaché gewährte Betrag;

Ziffer 6 erster Graduierter des Verwaltungspersonals, der dem Mitarbeiter gewährte Betrag;

Ziffer 7 Graduierter des Verwaltungspersonals, der dem Mitarbeiter gewährte Betrag;

Ziffer 8 erster Assistent des Verwaltungspersonals, der dem Mitarbeiter gewährte Betrag;

Ziffer 9 Assistent des Verwaltungspersonals, der dem Mitarbeiter gewährte Betrag;

Ziffer 10 erster Beigeordneter des Verwaltungspersonals, der dem Mitarbeiter gewährte Betrag;

Ziffer 11 Beigeordneter des Verwaltungspersonals, der dem Mitarbeiter gewährte Betrag;

In Abweichung von dem in Anwendung des vorstehenden Absatzes festgelegten Betrag erhalten die Personalmitglieder, die die Aufgabe des Rechnungsführungskorrespondenten ausüben, eine jährliche Pauschalentschädigung für regelmäßige Telearbeit in Höhe des Betrags, der dem Haushaltskorrespondenten durch den Erlass der Wallonischen Regierung über die ministeriellen Kabinette gewährt wird.

Art. 32 - Die Gehälter, Vergütungen, Entschädigungen und Zulagen der von der Wallonischen Regierung ernannten Personalmitglieder des Zentrums gehen zu Lasten des Haushalts des Zentrums.

Art. 33 - Die Entschädigungen und Zulagen nach den Artikeln 27, 28, 30 und 31 werden monatlich nachträglich gezahlt.

Die monatlichen Zulagen betragen ein Zwölftel des Jahresbetrags.

Wenn die monatlichen Zulagen nicht vollständig geschuldet sind, werden sie in Dreißigsteln gemäß den Bedingungen für das Personal der Regierungsdienste gezahlt.

Art. 34 - Die in den Artikeln 27, 28, 30 und 31 erwähnten Entschädigungen und Zulagen sind an die Schwankungen des Verbraucherpreisindexes gebunden, gemäß den durch das Gesetz vom 1. März 1977 zur Einführung einer Regelung zur Kopplung gewisser Ausgaben im öffentlichen Sektor an den Verbraucherpreisindex des Königreiches vorgeschriebenen Regeln, werden sie an den Index 138,01 vom 1. Januar 1990 geknüpft.

KAPITEL VI. — *Verschiedene Kosten, finanzieller Gegenwert und Autonutzung*

Art. 35 - Die Bestimmungen des Kodex des Wallonischen öffentlichen Dienstes über Fahrtkosten, die sich aus dienstlichen Fahrten und der Benutzung öffentlicher Verkehrsmittel ergeben, gelten für die Personalmitglieder des Zentrums.

Art. 36 - Die Personalmitglieder des Zentrums haben Anspruch auf ein Abonnement für ein öffentliches Verkehrsmittel von ihrem Wohnort oder gewöhnlichen Aufenthaltsort zum Standort des Zentrums.

Durch einen begründeten abweichenden Erlass des Ministers kann ein finanzieller Gegenwert zuerkannt werden, der die Kosten des oder der Abonnements für öffentliche Verkehrsmittel für den Weg vom Wohnort oder gewöhnlichen Aufenthaltsort zum Arbeitsplatz darstellt. Dieser Gegenwert wird anteilig für die Leistungen gewährt. Zum Erhalt dieses Gegenwerts legen die Personalmitglieder des Zentrums eine Kopie der Zulassungsbescheinigung vor, aus der hervorgeht, dass es sich um ihr eigenes Fahrzeug oder das einer Person handelt, die zu ihrem Haushalt gehört.

Art. 37 - Im Rahmen der Haushaltsmittel des Zentrums legt der Minister das individuelle Kilometerkontingent fest, das jährlich den Personalmitgliedern des Zentrums zu gewähren ist, denen die Benutzung ihres persönlichen Kraftfahrzeugs für dienstliche Zwecke unter den im Kodex des Wallonischen öffentlichen Dienstes vorgesehenen Bedingungen gestattet werden kann.

Dieses Kontingent darf zwölftausend Kilometer pro Jahr und Begünstigten nicht überschreiten.

Die Erstattung erfolgt nur gegen Vorlage einer monatlichen Schuldforderung mit Belegen, die die Dienstfahrten belegen.

Die Höhe der Kilometerpauschale wird gemäß dem Königlichen Erlass vom 18. Januar 1965 zur Festlegung der allgemeinen Fahrtkostenregelung festgelegt und im Juli jedes Jahres durch ein Rundschreiben der Föderalregierung zur Anpassung dieses Betrags indiziert.

Art. 38 - Sofern sie nichts anderes wünschen, stellt das Zentrum dem allgemeinen Koordinator und jedem stellvertretenden allgemeinen Koordinator einen Dienstwagen zur Verfügung.

Nach Erhalt des Fahrzeugs dürfen der allgemeine Koordinator und jeder stellvertretende allgemeine Koordinator die Bestimmungen der Artikel 36 und 37 nicht mehr in Anspruch nehmen.

Art. 39 - Die Modalitäten für den Erwerb und die Nutzung von Dienstfahrzeugen und Firmenwagen, die Modalitäten für die Beteiligung an den Abonnementskosten für Festnetz- und Mobiltelefonie, Fax und Internet und die Kommunikationskosten des Personals des Zentrums werden durch das Rundschreiben der Wallonischen Regierung geregelt, das die anzuwendenden Verfahren festlegt und harmonisiert, insbesondere im Hinblick auf die Verwaltung und den Betrieb der ministeriellen Kabinette, wie sie im Erlass der Wallonischen Regierung über die ministeriellen Kabinette vorgesehen sind.

KAPITEL VII. — *Beendigung des Arbeitsverhältnisses und Abgangsentschädigung von Personalmitgliedern*

Art. 40 - Konnten Personalmitglieder des Zentrums, die nicht in den Genuss der in Artikel 41 vorgesehenen Abgangspauschale kommen, aufgrund dienstlicher Erfordernisse ihren Jahresurlaub vor dem endgültigen Ausscheiden aus dem Dienst nicht ganz oder teilweise nehmen, so wird ihnen eine Ausgleichszulage in Höhe ihres letzten Gehalts für die nicht genommenen Urlaubstage gewährt.

Der zu berücksichtigende Urlaub ist der Urlaub des laufenden Jahres, der entsprechend der Regelung und dem Leistungszeitraum anteilig berücksichtigt wird, sowie der aus dienstlichen Gründen übertragene Urlaub.

Bei Anwendung dieses Artikels ist das zu berücksichtigende Gehalt der indizierte Bruttomonatsbetrag der als Gehalt geltenden jährlichen Zulage nach Artikel 27 oder der indizierte Bruttomonatsbetrag der als Gehalt geltenden zusätzlichen jährlichen Zulage nach Artikel 28, der nach dem Leistungssystem gewichtet und gegebenenfalls um die Wohnungs- oder Ortszulage erhöht wird.

Art. 41 - Paragraph 1. Der Minister gewährt den benannten Personalmitgliedern des Zentrums, die eine Funktion im Zentrum ausgeübt haben und keine Berufs- oder Ersatzeinkünfte oder eine Altersrente beziehen, eine pauschale Abgangsentschädigung.

Eine Hinterbliebenenrente oder das von einem öffentlichen Sozialhilfzentrum gewährte Existenzminimum werden nicht als Ersatzeinkommen betrachtet.

Paragraph 2. In Abweichung von Paragraph 1 gewährt der Minister den ernannten Personalmitgliedern des Zentrums, die eine Funktion im Zentrum innehatten, deren einziges Einkommen aus dem Folgenden bestehen, eine pauschale Abgangsentschädigung:

Ziffer 1 Arbeitslosengeld, Eingliederungsgeld oder gesetzliches Kranken-, Invaliditäts- oder Mutterschaftsgeld;

Ziffer 2 der Vergütung, die mit der ausschließlichen Ausübung einer oder mehrerer Funktionen in Teilzeit verbunden ist;

Ziffer 3 einer Hinterbliebenenrente oder einem von einem öffentlichen Sozialhilfzentrum gewährten Einkommen zur sozialen Eingliederung.

Die pauschale Abgangsentschädigung wird nach Gewichtung um die in Absatz 1, Ziffer 1, 2 und 3 genannten Bruttoeinkünfte für den entsprechenden Zeitraum gekürzt.

Paragraph 3. Die pauschale Abgangsentschädigung wird gewährt in Höhe von:

Ziffer 1 einem Monat Zulage für eine ununterbrochene Beschäftigungszeit von drei bis sechs vollendeten Monaten;

Ziffer 2 zwei Monaten Zulage für eine ununterbrochene Beschäftigungszeit von über sechs bis zwölf vollendeten Monaten;

Ziffer 3 drei Monaten Zulage für eine ununterbrochene Beschäftigungszeit von über zwölf bis achtzehn vollendeten Monaten;

Ziffer 4 vier Monaten Zulage für eine ununterbrochene Beschäftigungszeit von über achtzehn bis vierundzwanzig vollendeten Monaten;

Ziffer 5 höchstens fünf Monaten Zulage für eine ununterbrochene Beschäftigungszeit von über vierundzwanzig vollendeten Monaten.

Paragraph 4. Der monatliche Bruttobetrag der pauschalen Abgangsentschädigung ist der indizierte Bruttomonatsbetrag der als Gehalt geltenden jährlichen Zulage nach Artikel 27 oder der indizierte Bruttomonatsbetrag der als Gehalt geltenden zusätzlichen jährlichen Zulage nach Artikel 28, der sich auf den letzten Beschäftigungsmonat bezieht, den die betreffende Person mindestens drei Monate lang ausgeübt hat, und der nach dem Leistungssystem gewichtet und gegebenenfalls um die Wohnungs- oder Ortszulage erhöht wird.

Paragraph 5. Die pauschale Abgangsentschädigung wird in monatlichen Raten gewährt. Voraussetzung für die Gewährung ist, dass die betreffende Person jeden Monat eine eidesstattliche Erklärung abgibt, aus der hervorgeht, dass sie in dem betreffenden Zeitraum keine Erwerbstätigkeit ausgeübt hat oder dass eine der in Paragraph 2 genannten Bedingungen auf sie zutrifft.

Paragraph 6. Der Hauptanweisungsbefugte oder sein Bevollmächtigter übermittelt dem SePAC unverzüglich alle notwendigen Elemente in Bezug auf die Berechnung der pauschalen Abgangsentschädigung für jeden Begünstigten.

Paragraph 7. Personalmitglieder des Zentrums, die ihr Amt niederlegen, in den Ruhestand treten oder in den Ruhestand versetzt werden oder deren Dienstverhältnis wegen schwerwiegenden Fehlverhaltens beendet wird, haben keinen Anspruch auf eine pauschale Abgangsentschädigung.

Paragraph 8. In dem Erlass über die Beendigung des Dienstverhältnisses des Personalmitglieds des Zentrums wird die etwaige Gewährung der pauschalen Abgangsentschädigung vermerkt, deren Voraussetzungen vom SePAC überprüft werden.

TITEL IV. — Funktionsweise des Zentrums**KAPITEL I. — Anweisungsbefugte, Buchhalter und Vollmachterteilung**

Art. 42 - Dem allgemeinen Koordinator wird die Befugnis übertragen, alle Ausgaben im Zusammenhang mit den Entschädigungen und Zulagen, die dem Personal des Zentrums gewährt werden, einzugehen und zu genehmigen.

Art. 43 - Dem allgemeinen Koordinator des Zentrums wird die Befugnis übertragen, bis zu einem Betrag von zehntausend Euro ohne MwSt. alle Ausgaben für Sachverständigen-, Verfahrens- und Anwaltskosten, für den Betrieb des Zentrums und für den Erwerb verschiedener Güter des Organisationsbereichs 19 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region einzugehen, zu genehmigen und auszuführen.

Art. 44 - Das SePAC ist für die administrative Unterstützung in Personalangelegenheiten des Zentrums und für die Verwaltung der Gehälter, Entschädigungen und Zulagen zuständig, die dem Personal des Zentrums gewährt werden.

Dem Direktor des SePAC wird die Befugnis übertragen, alle vom ersten Anweisungsbefugten oder seinen in den Artikeln 42 und 43 genannten Stellvertretern eingegangenen Ausgaben im Zusammenhang mit den Gehältern, Entschädigungen und Zulagen für das Personal des Zentrums auszuführen.

Art. 45 - Die Bestimmungen der Artikel 42 bis 44 haben nicht zur Folge, dass dem ersten Anweisungsbefugten die Befugnis entzogen wird, alle in dem vorliegenden Erlass genannten Ausgaben einzugehen, zu genehmigen und auszuführen.

KAPITEL II. — Ausstattung und Funktionsmittel

Art. 46 - Die Regierung ergreift geeignete Maßnahmen, um dem Zentrum die für seinen Betrieb erforderlichen Räumlichkeiten, Möbel und IT- und Büroausstattungen zur Verfügung zu stellen. Die Ausstattung kann erworben oder gemietet werden.

Art. 47 - Der allgemeine Koordinator des Zentrums schlägt unter Beachtung der Vorschriften für die öffentlichen Aufträge Dienstleistungsverträge vor, insbesondere um die Mitarbeit von Beratungsbüros zu sichern, die ihn bei seiner Aufgabe unterstützen.

Er bereitet gegebenenfalls Vorschläge für Anschaffungen vor, die zusätzlich zu den in Artikel 46 genannten Ausstattungen erforderlich sind.

TITEL V. — Übergangs-, Aufhebungs- und Schlussbestimmungen

Art. 48 - Paragraph 1. Die Personalmitglieder der Stelle für Finanzinformationen, die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Mai 2014 zur Gründung der Stelle für Finanzinformationen und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2005 eingerichtet wurde, und die Personalmitglieder der Zelle zur Begutachtung und strategischen Unterstützung des Steuerwesens, die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2022 zur Einrichtung einer Zelle „Steuerwesen“ der Wallonischen Region eingerichtet wurde, werden von Amts wegen dem Zentrum zugewiesen. Sie werden vom Minister unverzüglich per Einschreibebrief von dieser Zuweisung sowie von dem in Artikel 21 genannten Dienstgrad, die ihnen innerhalb des Zentrums von der Regierung zugewiesen wird, in Kenntnis gesetzt.

Paragraph 2. Die Personalmitglieder der Einheit für Schuldenverwaltung und der Einheit zur Unterstützung der Überwachung des ÖDW Finanzen werden auf freiwilliger Basis von Amts wegen zum Zentrum abgeordnet. Sie werden vom Minister unverzüglich per Einschreibebrief über die ihnen offenstehende Wahlmöglichkeit sowie über den in Artikel 21 genannten Dienstgrad, der ihnen von der Regierung innerhalb des Zentrums angeboten wird, informiert und verfügen über eine Frist von einem Monat, um den Minister von ihrer Wahl in Kenntnis zu setzen.

Wenn sie sich gegen eine Zuweisung innerhalb des Zentrums entscheiden oder wenn sie innerhalb der in Absatz 1 genannten Frist keine Antwort erteilen, werden sie von Amts wegen nicht in das Zentrum aufgenommen.

Paragraph 3. Die in den Paragraphen 1 und 2 genannten Personalmitglieder werden nach Titel 3, Kapitel 3, Artikel 21 und 22, und Kapitel 5, Artikel 27 bis 34 in das Zentrum aufgenommen.

Für die Anwendung des Titels 3 und abweichend von Paragraph 3 gilt für die in Paragraph 1 genannten Personalmitglieder in Bezug auf ihre Beschäftigung bei der in Paragraph 1 genannten Einrichtung Folgendes:

Ziffer 1 Personalmitglieder, die am Tag vor ihrer Zuweisung innerhalb des Zentrums eine anstelle eines Gehalts gewährte jährliche Zulage bezogen haben, die mit einer höheren Gehaltstabelle als der nach Artikel 27, Paragraph 1, Absatz 2 gewährten Gehaltstabelle verbunden ist, behalten den Vorteil dieser höheren Gehaltstabelle;

Ziffer 2 Personalmitglieder, die am Tag vor ihrer Zuweisung innerhalb des Zentrums eine als Gehalt geltende jährliche Zulage bezogen haben, die nicht mit einer Gehaltstabelle verbunden ist und deren Betrag höher ist als die anstelle eines Gehalts gewährte jährliche Zulage, die ihnen in Anwendung von Artikel 27, Paragraph 1, Absatz 2 gewährt wird, behalten diesen Betrag der als Gehalt geltenden jährlichen Zulage, bis sie in Anwendung von Artikel 27, Paragraph 1, Absatz 2 einen Betrag erhalten, der mindestens dem Betrag der als Gehalt geltenden jährlichen Zulage entspricht;

Ziffer 3 Personalmitglieder, die am Tag vor ihrer Zuweisung innerhalb des Zentrums eine der jährlichen Kabinettszulage entsprechende jährliche Zulage in einer Höhe bezogen haben, die höher ist als die nach Artikel 28 gewährte zusätzliche jährliche Zulage, behalten diesen Betrag abweichend von dem in Artikel 28 genannten Betrag als zusätzliche jährliche Zulage.

Personalmitglieder können eine Kombination der Ziffern 1 bis 3 in Anspruch nehmen.

Für die Anwendung des Titels 3 und abweichend von Paragraph 3 behalten die in Paragraph 2 genannten Personalmitglieder, die am Tag vor ihrer Zuweisung innerhalb des Zentrums in den Genuss einer höheren Gehaltstabelle als der nach Artikel 27, Paragraph 1 Absatz 2 gewährten Gehaltstabelle kamen, den Vorteil dieser höheren Gehaltstabelle.

Art. 49 - Das Zentrum übermittelt dem Minister unverzüglich die Vorschläge für die notwendigen Änderungen des vorliegenden Erlasses im Fall von Änderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung über die ministeriellen Kabinette, die sich auf den vorliegenden Erlass auswirken.

Art. 50 - Für die Anwendung jeglicher Gesetze oder Regelungen, die speziell auf die Stelle für Finanzinformationen, die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Mai 2014 zur Gründung der Stelle für Finanzinformationen und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2005 eingerichtet wurde, auf die Zelle zur Begutachtung und strategischen Unterstützung des Steuerwesens, die durch den Erlass der

Wallonischen Regierung vom 27. März 2002 zur Einrichtung einer Zelle „Steuerwesen“ der Wallonischen Region eingerichtet wurde, die Einheit für Schuldenverwaltung der ÖDW Finanzen oder die Einheit zur Unterstützung der Überwachung des ÖDW Finanzen verweisen, ist das Zentrum mit der dort genannten Stelle gleichzusetzen, solange diese geltenden Gesetze oder Regelungen infolge der Einrichtung des Zentrums nicht angepasst werden.

Art. 51 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Mai 2014 zur Gründung der Stelle für Finanzinformationen und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2005 wird aufgehoben.

Art. 52 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2002 zur Einrichtung einer Zelle „Steuerwesen“ der Wallonischen Region wird aufgehoben.

Art. 53 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2023 zur Gründung des strategischen Zentrums für die Begutachtung der Steuern, Finanzen und des Haushalts („Centre stratégique d'expertise fiscale, financière et budgétaire“), abgekürzt CeSEFFB, und zur Aufhebung verschiedener diesbezüglicher Bestimmungen wird aufgehoben.

Art. 54 - Die individuellen Rechtsakten, die in Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2023 zur Gründung des strategischen Zentrums für die Begutachtung der Steuern, Finanzen und des Haushalts („Centre stratégique d'expertise fiscale, financière et budgétaire“), abgekürzt CeSEFFB, und zur Aufhebung verschiedener diesbezüglicher Bestimmungen angenommen wurden, gelten als auf den vorliegenden Erlass gestützt.

Art. 55 - Dieser Erlass wird am 1. Januar 2024 wirksam.

Art. 56 - Der Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 25. April 2024

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Haushalt und Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

A. DOLIMONT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2024/005858]

25 APRIL 2024. — Besluit van de Waalse Regering houdende oprichting van het “Centre stratégique d'expertise fiscale, financière et budgétaire”, afgekort: CeSEFFB, en tot opheffing van de besluiten van de Waalse Regering van 27 maart 2002 houdende oprichting van een fiscale cel van het Waalse Gewest, en van 8 mei 2014 houdende oprichting van de cel voor financiële informatie en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2005, en tot intrekking van het Besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2023 houdend oprichting van het “Centre stratégique d'expertise fiscale, financière et budgétaire”, afgekort: CeSEFFB, en tot opheffing van verscheidene bepalingen terzake

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, §§ 1 en 3, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2002 houdende oprichting van een fiscale cel van het Waalse Gewest, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 mei 2014 houdende oprichting van de cel voor financiële informatie en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2005, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Waalse regering van 20 juli 2023 houdend oprichting van het “Centre stratégique d'expertise fiscale, financière et budgétaire”, afgekort: CeSEFFB, en tot opheffing van verscheidene bepalingen terzake;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 6 april 2023 en 24 oktober 2023;

Gelet op het verslag van 2 januari 2024 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 9 januari 2024;

Gelet op het akkoord van de minister van Begroting, gegeven op 11 januari 2024;

Gelet op het onderhandelingsprotocol nr. 864 van Sectorcomité nr. XVI, opgesteld op 15 maart 2024;

Gelet op de vraag om advies binnen de 30 dagen, gericht aan de Raad van State, krachtens artikel 84, § 1, lid 1, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de vraag om advies op 29 maart 2024 werd ingeschreven op de rol van de afdeling wetgeving van de Raad van State onder nummer 76.027/4;

Gelet op de beslissing van de afdeling wetgeving van 3 april 2024 om geen advies te geven binnen de gevraagde termijn, krachtens artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende het decreet van 19 november 2015 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap en de Franse Gemeenschapscommissie inzake kosteloze detacheringen in de ministeriële kabinetten;

Overwegende het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de Waalse Ambtenarencode, zoals gewijzigd;

Overwegende het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 houdende organisatie van de controle en de interne audit inzake de begroting, de boekhouding en de administratieve en begrotingscontrole van de diensten van de Waalse Regering, de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen, de instellingen en de Ombudsdienst en de Waalse Commissie voor Energie van het Waalse Gewest;

Overwegende het besluit van de Waalse Regering van 14 september 2019 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering, het Secretariaat van de Waalse Regering en het “SePAC”, zoals gewijzigd;

Overwegende het besluit van de Waalse Regering van 26 september 2019 tot regeling van de werking van de Regering;

Overwegende het besluit van de Waalse Regering van 13 januari 2022 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op de noodzaak om het bestaan van het Centre Stratégique d'Expertise Fiscale, Financière et Budgétaire juridisch te verzekeren sinds de oprichting ervan op 1 januari 2024, gelet op het aanhangige beroep tot nietigverklaring van het besluit van 20 juli 2023, zowel voor de garantie van tewerkstelling en bezoldiging van de personeelsleden die er sinds die datum zijn tewerkgesteld als voor de taken die sinds die datum reeds zijn uitgevoerd, is het aangewezen dat dit besluit, dat het besluit van de Waalse regering van 20 juli 2023 houdend oprichting van het "Centre stratégique d'expertise fiscale, financière et budgétaire", afgekort: CeSEFFB en tot opheffing van verscheidene bepalingen terzake, opheft, in werking treedt op dezelfde datum, namelijk 1 januari 2024;

Op de voordracht van de minister van Financiën en Begroting;

Na beraadslaging,

Besluit :

TITEL I. — Oprichting, doel en opdrachten van het "Centre"

HOOFDSTUK I. — Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

- 1° het "Centrum": het "Centre Stratégique d'Expertise Fiscale, Financière et Budgétaire", bedoeld in artikel 2;
- 2° "de minister": de minister bevoegd voor financiën en begroting;
- 3° "het Gewest": het Waalse Gewest;
- 4° "het INR": het Instituut voor nationale rekeningen bedoeld in artikel 107 van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen;
- 5° "de WOD": de Waalse Overheidsdienst;
- 6° "de Ambtenarencode": het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;
- 7° "het SePAC": het "Secrétariat pour l'aide à la gestion et au contrôle interne des Cabinets" (SePAC) (Secretariaat voor bijstand bij intern beheer en controle van de ministeriële kabinetten) bedoeld in artikel 4, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 14 september 2019 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering, het Secretariaat van de Waalse Regering en het "SePAC";
- 8° "Verordening (EU) nr.549/2013": Verordening (EU) nr. 549/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 21 mei 2013 betreffende het Europees systeem van nationale en regionale rekeningen in de Europese Unie;
- 9° "het ESR": het Europees systeem van nationale en regionale rekeningen in de Europese Unie in de zin van Verordening (EU) nr. 549/2013, bedoeld bij 8°;
- 10° "OBE": de openbare bestuursseenheid die deel uitmaakt van het consolidatiebereik van het Waals Gewest, namelijk subsector 1312 "Deelstaatoverheden" van sector 13 "Overheden" in de zin van Verordening (EU) nr. 549/2013, bedoeld bij 8°;
- 11° "de SPOC": het enige contactpunt van het Gewest met het INR voor de mededeling van de gegevens en statistieken die vereist zijn voor de opstelling van de overheidsrekeningen in de zin van het ESR en in het kader van de procedure bij buitensporige tekorten;
- 12° "Expenditure reviews": instrumenten om beleidsopties te ontwikkelen, te evalueren, aan te bevelen en goed te keuren door de bestaande overheidsuitgaven in welbepaalde domeinen te analyseren, teneinde:
 - a) de regering in staat te stellen het algemene niveau van de uitgaven te beheren;
 - b) de uitgaven af te stemmen op de prioriteiten van de regering;
 - c) de doeltreffendheid van programma's en beleid te verbeteren;
- 13° "de bronentiteiten": de entiteiten die vallen binnen de gewestelijke consolidatieperimeter zoals bepaald in artikel 2, 25° van het decreet van 15 december 2011 houdende de organisatie van de begroting, van de boekhouding en van de verslaggeving van de Waalse overheidsadministraties;
- 14° "de CFFW": de "Conseil de la Fiscalité et des Finances de Wallonie" (Raad van de Fiscaliteit en de Financiën van Wallonië) ingesteld bij het decreet van 22 juli 2010 houdende oprichting van een "Conseil de la Fiscalité et des Finances de Wallonie";
- 15° "de in aanmerking komende diensten": de werkelijke diensten bedoeld in de artikelen 238 tot 243 van de Ambtenarencode, bedoeld bij 6°;
- 16° "de weddeschaal": de jaarlijkse weddeschaal opgenomen in bijlage XIII van de Ambtenarencode, bedoeld bij 6°;
- 17° "de Regering": de Waalse Regering;
- 18° "het besluit van de Waalse Regering betreffende de ministeriële kabinetten": het besluit van de Waalse Regering van 14 september 2019 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering, het Secretariaat van de Waalse Regering en het "SePAC".

HOOFDSTUK II. — Oprichting van het Centrum

Art. 2. Er wordt onder de benaming "Centre Stratégique d'Expertise Fiscale, Financière et Budgétaire", een regeringscel opgericht die direct onder regeringsgezag wordt geplaatst, hierna "het Centrum" genoemd en met het letterwoord "CeSEFFB" aangeduid. Het Centrum gebruikt ook de naam "Wallonie Finances Expertises", waarvan de afkorting "WFE" is, voor zijn externe communicatie.

Het besluit van de Waalse Regering betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering is van toepassing op het Centrum, tenzij in dit besluit anders is bepaald. Het Centrum wordt gelijkgesteld met een ministerieel kabinet, met inbegrip van de toepassing van de Ambtenarencode. Het is geen administratie, hoewel het een openbare dienst is.

Het personeel van het Centrum kan/is, in voorkomend geval onverminderd diens administratieve toestand bij de oorspronkelijke werkgever:

- 1° tijdens zijn tewerkstelling niet de hoedanigheid van vastbenoemde ambtenaar verwerven;
- 2° niet onderworpen aan de wet van 3 juli 1978 op de arbeidsovereenkomsten;
- 3° onderworpen aan een administratieve positie sui generis.

De minister heeft functioneel gezag over het Centrum en is de primaire ordonnateur.

Art. 3. Met het oog op de goede werking van het Centrum informeert het SePAC het Centrum onverwijld over het van kracht zijnde besluit van de Waalse Regering betreffende de ministeriële kabinetten, en over eventuele latere wijzigingen ervan.

HOOFDSTUK III. — *Doel en opdrachten van het Centrum*

Art. 4. Het Centrum is de gesprekspartner en de gewestelijke partner die is aangewezen om ondersteuning, bijstand en begeleiding te bieden aan de Regering, de WOD en de OBE's, op de gebieden van algemeen belang die in artikel 5 worden genoemd.

Het Centrum is de gesprekspartner en de gewestelijke partner die is aangewezen om ondersteuning, bijstand en begeleiding te bieden aan de Begrotingscontrolecommissie, gedefinieerd als het orgaan dat door de Regering belast is met het toezicht op de werkzaamheden voor de opmaak van de begrotingen van het Gewest en de uitvoering ervan in het licht van de door de Regering bepaalde begrotingsdoelstellingen, en het CFFW bij het uitvoeren van hun opdrachten.

Het Centrum is de gesprekspartner en de gewestelijke partner die is aangewezen voor de Belgische, Europese en internationale financiële en fiscale instanties. Daartoe:

- 1° wordt door het Centrum gezorgd voor het vervullen van de fiscale wettelijke verplichtingen van het Gewest en van de Waalse instellingen die erom verzoeken;
- 2° wordt door het Centrum medegewerkt aan de verdediging en het behoud van de belangen van het Gewest inzake fiscaliteit;
- 3° worden door het Centrum de contacten van het Gewest en van de Waalse instellingen die erom verzoeken gecoördineerd, met de federale en plaatselijke fiscale administraties die belastingen en heffingen ten laste van het Gewest of van die instellingen beheren;
- 4° is het Centrum aangesteld als SPOC van het Gewest, in het bijzonder met betrekking tot het INR.

Art. 5. § 1. Onder het gezag van de minister zorgt het Centrum voor de algemene financiering van de gewestelijke overheidsschuld in overeenstemming met de algemene richtlijnen van de minister.

In dat kader is het met name verantwoordelijk voor:

- 1° het voorstellen aan de minister van de financieringsstrategie en het uitvoeren van de financiële verrichtingen verbonden aan de uitgifte van alle soorten leningen volgens de gepaste uitgifteprocedures;
- 2° de handel in derivaten;
- 3° het registreren van alle financiële transacties met betrekking tot schuldbeheer om de dagelijkse kaspositie te bepalen, krediet- en marktrisico's te berekenen en statistieken en rapporten op te stellen;
- 4° het voorstellen aan de minister van een strategie voor het schuldbeheer, waarbij in het bijzonder rekening wordt gehouden met de structuur van de schuldportefeuille en de beoordeling van de markt- en kredietrisico's;
- 5° het onderhouden van contacten met marktspelers en nationale en internationale instanties in verband met schuldbeheer;
- 6° het opstellen van de begroting van de overheidsschuld en het aanpassen van het schuldbeheer aan de begroting;
- 7° het bevorderen van de financiering van de federale staatsschuld, zowel in België als in het buitenland;
- 8° het ontwikkelen van nieuwe financiële producten;
- 9° het formuleren aan de minister van alle voorstellen die het schuldbeheer ten goede komen;
- 10° het opstellen van verslagen en het verstrekken van informatie op verzoek van de minister of van Belgische, Europese of internationale instellingen;
- 11° het verspreiden van algemene informatie over de schuld van het Gewest;
- 12° het adviseren en monitoren van de OBE's over hun financieringsbeleid.

§ 2. Onder het gezag van de minister is het Centrum verantwoordelijk voor de uitvoering van langetermijninvesteringen namens het Gewest en neemt het deel aan de ontwikkeling van de strategie op dit gebied.

In dat kader is het met name verantwoordelijk voor:

- 1° het voor rekening van het Gewest analyseren en beleggen van meer dan één maand in traditionele of gestructureerde producten, in euro of in een andere munt;
- 2° het onderhandelen, modelleren en afsluiten van afdeckingsproducten voor beleggingen;
- 3° het onderhandelen over en opvolgen van contracten;
- 4° het opzetten van een systeem voor toezicht op beleggingen en risicoanalyse van portefeuilles.

§ 3. Het Centrum staat de Regering, de WOD en de OBE's bij in het analyseren, sturen en monitoren van de begroting, de boekhouding en de financiële situatie, evenals het investeringsbeleid.

In dat kader is het met name verantwoordelijk voor:

- 1° het deelnemen aan de voorbereiding en uitvoering van de gewestelijke begrotingen en hun uitvoering;
- 2° het analyseren van de begrotingen en rekeningen van de OBE's en het toezicht houden op de uitvoering van hun begrotingen, met inbegrip van hun impact op de financieringsbehoeften en de schuldenlast van het Gewest;
- 3° het opstellen en opvolgen van meerjarenprognoses;

4° het uitbrengen, op hun verzoek, van adviezen over de beleidsmaatregelen die de Regering, de WOD en de OBE's nemen, in het bijzonder met betrekking tot de impact van deze beleidsmaatregelen op de financieringsbehoeften en de schuldenlast van het Gewest;

5° het ontwerpen van specifieke procedures en instrumenten;

6° het opstellen en opvolgen van het investeringsbeleid en zijn middelen;

7° het opvolgen van alternatieve financiering;

8° het bijstaan van de Regering, de WOD, de OBE's en de lokale besturen, op hun verzoek, bij het ontwerpen, ontwikkelen, uitvoeren en opvolgen van investeringsprojecten of -programma's;

9° het toezien op en het advies uitbrengen over openbare en particuliere boekhoudkundige aangelegenheden;

10° het ontwikkelen van toekomstgerichte financiële, budgettaire en fiscale analyses.

§ 4. Het Centrum staat de Regering bij in het herzieningsproces van de uitgaven, met inbegrip van belastingverminderingen, -verlagingen en -kredieten in verband met de fiscale bevoegdheden van het Gewest.

In dat kader is het met name verantwoordelijk voor:

1° het ontwikkelen en verzekeren van het algemene beheer van de methodologie;

2° het ontwerpen van specifieke procedures en instrumenten;

3° het coördineren van de uitvoering van de expenditure reviews, met inbegrip van het secretariaat van de werkgroepen en de stuurgroep;

4° het opvolgen van de beslissingen die de Regering neemt na elke expenditure review.

§ 5. Het Centrum staat de Regering bij in het opstellen en uitvoeren van haar fiscaal beleid, waar nodig in samenwerking met de WOD.

In dat kader is het met name verantwoordelijk voor:

1° het opstellen van de gewestelijke fiscale wet- en regelgeving;

2° het opvolgen van de ontworpen of bestaande wetgevingen in België of in het buitenland die de uitoefening van de fiscale bevoegdheden van het Gewest zouden kunnen beïnvloeden;

3° het opvolgen van de toepassing van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten;

4° het analyseren van de fiscale toestand van het Gewest en van de Waalse instellingen;

5° het analyseren van de fiscale ontvangsten en uitgaven van het Gewest

§ 6. Het Centrum treedt op als SPOC van het Gewest tegenover het INR.

In dat kader is het met name verantwoordelijk voor:

1° het verzamelen van de door het INR gevraagde informatie en statistieken bij de brontiteiten;

2° het vertegenwoordigen van het Gewest in de werkgroepen die, in toepassing van het protocol afgesloten tussen het INR en de Belgische overheden, belast zijn met het opstellen van de nodige tabellen, spreadsheets en lijsten;

3° het doorsturen van de verzoeken om bijkomende informatie van het INR aan de overheidsinstellingen binnen de vereiste termijnen en het meedelen van de antwoorden aan het INR;

4° het informeren van het INR over elke wijziging die een impact kan hebben op de overmaking van de gegevens en over de vaststelling van de ESR-statistieken en de procedure bij buitensporige tekorten;

5° het vertegenwoordigen van het Gewest bij de wederzijdse informatievergaderingen zoals voorzien in het samenwerkingsprotocol;

6° het centraliseren en doorsturen naar het INR van de voorafgaande adviesaanvragen van overheidsinstellingen en brontiteiten over de impact van projecten of verrichtingen op het vorderingensaldo en de schuldenlast van het Gewest;

7° het opstellen van een lijst van alle statistische gegevens die het INR verwacht, de frequentie waarmee ze moeten worden doorgestuurd en het vereiste formaat.

§ 7. Het Centrum ontvangt, verzamelt, bewaart en verzendt de gegevens en informatie die het nodig heeft voor de uitvoering van zijn taken, met inachtneming van de toepasselijke wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen.

§ 8. Het Centrum ontvangt van de brontiteiten alle informatie die het voor de uitoefening van zijn taken nodig heeft.

Art. 6. Vanaf zijn oprichting heeft het Centrum ook specifieke taken gekregen die inherent zijn aan zijn rol als cel die de Regering bijstaat, namelijk:

1° het analyseren van zijn positie binnen het Waalse institutionele landschap, op Belgisch en internationaal niveau;

2° het analyseren van de taken die het zijn toegewezen en het ontwikkelen van manieren om ze aan te passen;

3° het analyseren van de meest doeltreffende interne organisatie om zijn doelstellingen te bereiken;

4° het voorleggen aan de Regering van de resultaten van deze verschillende analyses binnen een termijn van maximum drie jaar vanaf de datum van zijn oprichting;

5° het voorstellen aan de Regering van het volledige juridische kader dat nodig is voor zijn evolutie naar een permanente structuur binnen een termijn van maximum één jaar vanaf de voltooiing van de taak bedoeld in 4°.

Onder "permanente structuur" wordt verstaan een organisatiestructuur met een permanente roeping, in tegenstelling tot de tijdelijke roeping van de structuur als cel die de Regering bijstaat.

TITEL II. — Samenstelling en organisatie van het Centrum

HOOFDSTUK I. — Samenstelling

Art. 7. Het personeel van het Centrum is samengesteld uit de volgende leden:

1° een algemeen coördinator van niveau A;

2° vijf algemene adjunct-coördinatoren van niveau A;

3° eenenveertig voltijds equivalenten van niveau A;

4° acht voltijds equivalenten van niveau B, C of D.

Art. 8. De personeelsleden van het Centrum worden door de Regering op voorstel van de minister van Begroting aangewezen.

HOOFDSTUK II. — *Organisatie*

Art. 9. § 1. De algemene coördinator is verantwoordelijk voor de gezamenlijke coördinatie van het Centrum, met inbegrip van het administratieve beheer.

Een algemene adjunct-coördinator is verantwoordelijk voor de organisatie, de uitvoering en de opvolging van de overkoepelende opdracht bepaald in artikel 4, lid 3.

De overige algemene adjunct-coördinatoren zijn verantwoordelijk voor de organisatie, de uitvoering en de opvolging van de andere opdrachten van het Centrum bepaald in titel 1, hoofdstuk 3.

De personeelsleden van niveau A en B zijn belast met de uitvoering van de opdrachten van het Centrum bepaald in titel 1, hoofdstuk 3, onder de verantwoordelijkheid van de algemeen coördinator en de algemene adjunct-coördinatoren. Ze kunnen ook belast worden met de ondersteuning van het centrum.

De personeelsleden van niveau C of D zijn belast met de ondersteunende of logistieke functies van het Centrum.

Bij de oprichting van het Centrum fungeren twee personeelsleden van niveau B, C of D als boekhoudingscorrespondent. Zodra een van de twee deze rol niet meer vervult, vervult nog slechts één personeelslid op niveau B, C of D de rol van boekhoudingscorrespondent.

§ 2. De algemeen coördinator en de algemene adjunct-coördinatoren oefenen hun functie in het Centrum voltijds uit.

§ 3. Het is de algemeen coördinator en de algemene adjunct-coördinatoren van het Centrum verboden, een prestatie te verrichten in een andere cel van de Regering, ministeriële kabinetten daaronder inbegrepen.

§ 4. Indien de algemeen coördinator afwezig is of niet in staat is zijn taken uit te voeren, worden de aan hem/haar toegekende delegaties, bij afwezigheid van andersluidende uitvoeringsvoorschriften of specifieke door de functiehouder vastgestelde bepalingen, voor de duur van de afwezigheid of van de onmogelijkheid om zijn taken uit te voeren, toegekend aan elke betrokken algemene adjunct-coördinator.

Art. 10. De algemeen coördinator en de algemene adjunct-coördinatoren bepalen onderling de verdeling van de opdrachten en de taken, evenals de verspreiding van de personeelsleden over deze opdrachten en taken.

Art. 11. De Regering stelt een toezichtcomité voor het Centrum in, dat om de zes maanden bijeenkomt onder voorzitterschap van de algemeen coördinator van het Centrum.

Dit toezichtcomité bestaat uit:

1° een vertegenwoordiger van de minister-president van de Regering;

2° een vertegenwoordiger van elke vice-minister-president van de Regering;

3° een vertegenwoordiging van de minister;

4° de directeur-generaal van de WOD Financiën, of diens afgevaardigde;

5° de directeur-generaal van de WOD Binnenlandse Aangelegenheden en Sociale Actie, of diens afgevaardigde;

6° een lid van de Inspectie van Financiën.

Dit toezichtcomité is verantwoordelijk voor het toezicht op de activiteiten en de werking van het Centrum.

Art. 12. Uiterlijk op 31 maart van elk jaar stuurt de algemeen coördinator van het Centrum de Regering een jaarlijks activiteitenverslag over het voorgaande kalenderjaar.

Dit verslag bevat ten minste een beoordeling van de werking van het Centrum en de ondernomen acties, met inbegrip van de relevantie van de instrumenten en de doeltreffendheid van de uitvoering daarvan, alsmede voorstellen voor te nemen maatregelen en te voeren beleid om de resultaten die bij de uitvoering van de taken van het Centrum zijn bereikt, te verbeteren.

TITEL III. — *Administratieve en geldelijke toestand van de personeelsleden van het Centrum*

HOOFDSTUK I. — *Algemene beginselen*

Art. 13. § 1. De personeelsleden van het Centrum voeren hun functies loyaal, gewetensvol en op integere wijze onder het gezag van hun hiërarchische meerderen uit.

Ze zijn ertoe gehouden de geldende wetten en verordeningen, evenals de procedures en de richtlijnen van het gezag waaronder ze ressorteren, in acht te nemen.

Zij dragen zorg voor de werkinstrumenten die hen ter beschikking worden gesteld, gebruiken ze voor beroepsdoeleinden en volgens de regels vastgesteld door het gezag waaronder ze vallen.

In hun dagelijks werk, en wanneer ze van toepassing zijn op het Centrum, houden de personeelsleden van het Centrum rekening met de deontologische beginselen verwoord in bijlage I bij de Ambtenarencode.

§ 2. De personeelsleden van het Centrum behandelen de gebruikers van hun dienstverlening met begrip en zonder enige discriminatie.

Zij waarborgen de gebruikers een gelijke behandeling zonder onderscheid van met name nationaliteit, geslacht, maatschappelijke of etnische oorsprong, godsdienst of overtuigingen, handicap, leeftijd of seksuele geaardheid.

§ 3. De personeelsleden van het Centrum zien buiten de uitoefening van hun functies af van elk gedrag dat het vertrouwen van het publiek in hun dienst kan aantasten.

§ 4. De personeelsleden van het Centrum kunnen noch rechtstreeks noch via een tussenpersoon, zelfs buiten hun functies om maar wegens hun functies, schenkingen, gratificaties of voordelen van allerlei aard vragen, eisen of krijgen.

§ 5. De personeelsleden van het Centrum behandelen hun dossiers en formuleren de adviezen voor hun hiërarchische meerderen en de Regering onafhankelijk van iedere invloed van buitenaf of conflicterende functies en handelen noch rechtstreeks noch onrechtstreeks uit persoonlijk belang.

De personeelsleden van het Centrum onthouden zich van deelname aan een besluitvorming in dossiers waarin ze rechtstreeks of onrechtstreeks persoonlijke belangen hebben, of waarin hun functies conflicterend zijn.

In het geval waarin ze een kiesmandaat of een lokaal uitvoerend mandaat uitoefenen, onthouden de personeelsleden van het Centrum zich bij de behandeling van dossiers met een lokaal belang.

§ 6. De personeelsleden van het Centrum houden zich permanent op de hoogte van de evolutie van de technieken, de reglementeringen en het onderzoek in de materies waarmee ze beroepshalve belast zijn.

Art. 14. In de loop van, of na afloop van, de uitvoering van hun opdracht in het Centrum handelen de personeelsleden van het Centrum met terughoudendheid en zijn ze verplicht tot de strikte inachtneming van het beroepsgeheim, zonder beperking in de tijd.

De activiteiten van het Centrum en de dienovereenkomstige (on)rechtstreekse informatie is strikt vertrouwelijk en de personeelsleden van het Centrum verbinden zich ertoe, geen informatie daarover te verspreiden.

Art. 15. § 1. Onverminderd artikel 14 genieten de personeelsleden van het Centrum van de vrijheid van meningsuiting ten opzichte van feiten waarvan ze in de uitoefening van hun functies kennis hebben.

§ 2. Men is het enkel verboden, feiten te openbaren die verband houden met de nationale veiligheid, de bescherming van de openbare orde, de financiële belangen van de overheid, de preventie en de bestraffing van strafbare feiten, het beroepsgeheim, de rechten en de vrijheden van de burger, en met name het recht op de bescherming van de persoonlijke levenssfeer; dit verbod geldt eveneens voor de feiten die verband houden met de voorbereiding van alle beslissingen zolang geen eindbeslissing is genomen, evenals voor de feiten die, wanneer ze zijn verspreid, schade kunnen toebrengen aan de concurrentiepositie van de instelling waarin het personeelslid van het Centrum tewerkgesteld is.

Het bepaalde in lid 1 is eveneens van toepassing op personeelsleden van het Centrum die hun functie hebben beëindigd.

§ 3. De personeelsleden van het Centrum hebben recht op informatie voor alle nuttige aspecten voor de uitoefening van hun taken.

§ 4. De personeelsleden van het Centrum hebben het recht tot inzage in hun persoonlijk dossier in te zien en het recht om er kosteloos een afschrift van te krijgen.

§ 5. De personeelsleden van het Centrum hebben recht op de vorming die nuttig is voor hun werk.

§ 6. De personeelsleden van het Centrum hebben recht op een waardige behandeling door hun meerderen en hun ondergeschikten.

Art. 16. Het personeel van het Centrum bestaat uit:

1° personeelsleden van de Diensten van de Regering, of van een instelling bedoeld in artikel 3, § 1, 4°, van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuursseenheden, in verlof gesteld voor de uitoefening van een functie in een ministerieel kabinet overeenkomstig de artikelen 485 tot 490 van de Ambtenarencode;

2° gedetacheerde leden van:

a) een dienst, een administratie of een instelling van openbaar nut die afhankelijk is van andere gefedereerde entiteiten, de federale overheid of lokale besturen;

b) een autonoom overheidsbedrijf;

c) een georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinstelling;

3° de rechtstreeks door de Regering benoemde leden die zich niet in een situatie bevinden bedoeld in 1° of 2°.

De rechtspositie van het personeel van het Centrum is sui generis en de wet van 3 juli 1978 inzake arbeidsovereenkomsten is niet van toepassing. Hun aanstelling of detachering is uitsluitend het gevolg van eenzijdige administratieve besluiten van individuele strekking die door de minister worden genomen op basis van een besluit van de Regering. Als ze niet de hoedanigheid van vastbenoemd ambtenaar bij hun oorspronkelijke werkgever hebben, vallen ze niettemin onder het statuut van sociale zekerheid dat van toepassing is op contractuele werknemers van de staat. Het statutair personeel dat gedetacheerd is, blijft gedekt door de sociale zekerheid van hun oorspronkelijke werkgever.

Art. 17. De bepalingen bedoeld bij het besluit van de Waalse Regering betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering inzake verlof en afwezigheden zijn van toepassing op de personeelsleden van het Centrum.

HOOFDSTUK II. — *Cumulatie van activiteiten en verlof wegens opdracht*

Art. 18. § 1. De personeelsleden van het Centrum mogen geen beroepsactiviteiten cumuleren.

Onder beroepsactiviteit wordt verstaan, elk activiteit waarvan de opbrengst beroepsinkomsten zijn in de zin van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

In afwijking van lid 2 wordt een openbaar mandaat van politieke aard niet als een beroepsactiviteit beschouwd.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 wordt de cumulatie van beroepsactiviteiten die inherent zijn aan de uitoefening van de functie van rechtswege uitgeoefend.

De enige taken die inherent zijn aan de uitoefening van de functie zijn:

1° taken krachtens een wettelijke of reglementaire bepaling verbonden aan de functie die het personeelslid uitoefent;

2° waarbij het personeelslid ambtshalve is aangesteld door de hiërarchische overheid waaronder hij ressorteert of door de Regering.

§ 3. In afwijking van paragraaf 1 machtigt de algemeen coördinator de cumulatie voor een maximumduur van vijf jaar, verlengbaar, op schriftelijke en voorafgaande aanvraag van het personeelslid van het Centrum, en na advies van de algemeen adjunct-coördinator van wie het personeelslid van het Centrum afhangt, onder volgende voorwaarden:

1° de cumulatie is niet van dien aard dat zij de voltooiing van de plichten van het ambt aantast;

2° de cumulatie is niet in strijd met de waardigheid van het ambt;

3° de cumulatie is niet van dien aard is dat daardoor de onafhankelijkheid van het personeelslid van het Centrum in het gedrag komt of verwarring ontstaat met zijn hoedanigheid van personeelslid van het Centrum.

Uiterlijk zestig dagen na de indiening van het schriftelijke verzoek bij de algemeen coördinator brengt de algemeen adjunct-coördinator onder wie het personeelslid van het Centrum ressorteert, of bij gebreke daarvan de algemeen coördinator, hierover een met redenen omkleed advies uit. Na deze termijn wordt het advies als gunstig beschouwd.

De algemeen coördinator neemt een besluit over het verzoek van het personeelslid van het Centrum binnen een termijn van zestig dagen na ontvangst van het in lid 2 bedoelde met redenen omklede advies. Na het verstrijken van deze termijn wordt het in lid 1 bedoelde schriftelijke verzoek automatisch ingewilligd.

Als het dossier niet de nodige informatie bevat, vraagt de autoriteit die de vaststelling verricht deze informatie op binnen een termijn van dertig dagen na de datum van ontvangst van het dossier.

De vergunning kan worden ingetrokken indien aan een van de in lid 1 genoemde voorwaarden niet langer wordt voldaan.

Besluiten om toestemming te verlenen, te weigeren of in te trekken worden met redenen omkleed.

In geval van wijziging van hun administratieve situatie, van de arbeidsvoorwaarden of van de aard van hun cumulatie, dienen de personeelsleden van het Centrum onverwijld een nieuwe aanvraag in.

Wanneer het betrokken personeelslid van het Centrum de algemeen coördinator is, wordt cumulatie rechtstreeks door de minister toegestaan.

In alle gevallen mag de cumulatie, met inbegrip van alle bezoldigde beroepsactiviteiten, niet resulteren in een bezoldigde arbeidstijd hoger dan honderdvijftientig procent van de arbeidstijd bij het Centrum.

Art. 19. § 1. Op zijn schriftelijke voorafgaandelijke aanvraag aan de minister kan het personeelslid van het Centrum, bedoeld in artikel 16, eerste lid, bij besluit van de Regering en bij ministerieel besluit tijdelijk ter beschikking worden gesteld van een andere cel van de Regering, met inbegrip van een ministerieel kabinet.

De terbeschikkingstelling van een andere cel van de Regering wordt voltijds uitgeoefend.

§ 2. De aanstelling binnen het Centrum van het personeelslid bedoeld in artikel 16, eerste lid, 1° of 2°, in de zin van artikel 8, wordt geschorst voor de periode die nodig is om zijn detachering uit te voeren.

De in artikel 27 bedoelde jaarlijkse salarisvervangende toelage of de in artikel 28 bedoelde aanvullende jaarlijkse salarisvervangende toelage en de in artikel 30 bedoelde aanvullende jaarlijkse toelage worden opgeschort.

Aan het einde van de terbeschikkingstellingsperiode wordt de schorsing opgeheven en wordt het personeelslid bij ministerieel besluit van rechtswege in zijn functie bij het Centrum hersteld, zoals bepaald in zijn aanwijzing door de in artikel 8 bedoelde Regering.

§ 3 De terbeschikkingstelling van het personeelslid bedoeld in artikel 16, eerste lid, 3°, wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit binnen het Centrum en voor de periode daarvan:

1° wordt de betaling van de jaarlijkse weddevervangende toelage bedoeld in artikel 27 behouden;

2° wordt de betaling van de jaarlijkse bijkomende toelage bedoeld in artikel 30 onderbroken.

De terbeschikkingstelling van het in dit lid bedoelde personeelslid bij ministeriële kabinetten gebeurt overeenkomstig artikel 12 van het besluit van de Waalse Regering betreffende de ministeriële kabinetten.

Hij ontvangt de jaarlijkse kabinetsvergoeding zoals bedoeld in artikel 18 van het besluit van de Waalse Regering betreffende de ministeriële kabinetten.

§ 4. Bij wijziging van zijn administratieve toestand of van wijziging van de voorwaarden voor de uitoefening ervan of van de aard van de terbeschikkingstelling is het personeelslid van het Centrum verplicht om onverwijld en voorafgaand een nieuwe aanvraag in te dienen bij de minister, zoals bedoeld bij paragraaf 1.

§ 5 Het personeelslid dat op 1 januari 2024 in aanmerking kwam voor de toepassing van artikel 48, § 4, en dat nog steeds in aanmerking komt op de dag voorafgaand aan zijn terbeschikkingstelling bij een andere cel van de Regering overeenkomstig dit artikel, behoudt het voordeel van deze bepaling bij zijn terugkeer naar het Centrum.

§ 6 Voor de berekening van de geldelijke anciënniteit bedoeld in artikel 27 wordt in alle gevallen rekening gehouden met de periode van terbeschikkingstelling bij een andere regeringsentiteit, met inbegrip van het ministerieel kabinet.

Art. 20. In geval van verminderde prestaties in het Centrum is het, behoudens toepassing van artikel 19, het personeelslid van het Centrum verboden om een bezoldigde prestatie uit te voeren in een andere cel van de Regering, met inbegrip van de ministeriële kabinetten.

HOOFDSTUK III. — *Niveaus en graden*

Art. 21. De graad is de titel die een personeelslid van het Centrum in de hiërarchie plaatst en hem het recht geeft om binnen het Centrum een betrekking te bekleden die met die graad overeenkomt.

De graden worden onderverdeeld in niveaus en rangen overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 4 en 5 van de Ambtenarencode, rekening houdend met de in artikel 22 vastgestelde titels.

Art. 22. De graden binnen het Centrum zijn als volgt in rangen onderverdeeld:

1° in rang A2, de graad van algemeen coördinator;

2° in rang A3, de graad van algemeen adjunct-coördinator;

3° in rang A4, de graad van adviseur-expert;

4° in rang A5, de rang van eerste attaché-expert;

5° in rang A6, de graad van attaché-expert;

6° in rang B1, de graad van eerste administratief gegradueerde;

7° in rang B2, de graad van administratief gegradueerde;

8° in rang C1, de graad van eerste administratief assistent;

9° in rang C2, de graad van administratief assistent;

10° in rang D1, de graad van eerste administratief adjunct;

11° in rang D2, de graad van administratief adjunct.

HOOFDSTUK IV. — *Selectie en aanwijzing*

Art. 23. Enkel en alleen personen die aan de volgende algemene toelaatbaarheidsvoorwaarden voldoen, kunnen als personeelslid van het Centrum worden aangesteld:

- 1° een gedrag hebben dat beantwoordt aan de eisen van de functie;
- 2° de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- 3° houder zijn van een diploma, studiegetuigschrift of ander gelijkwaardig getuigschrift dat overeenstemt met het niveau van de toe te kennen graad overeenkomstig bijlage III bij de Ambtenarencode;
- 4° voldoen aan de voorwaarden voor toegang tot de betrekking vastgesteld door de algemeen coördinator bij het uitschrijven van de in te vullen betrekking;
- 5° laureaat zijn van een door het Centrum georganiseerde selectie.

In afwijking van lid 1, 4°, bepaalt de minister de toegangsvoorwaarden waaraan moet worden voldaan voor de selectie van de algemeen coördinator en de algemeen adjunct-coördinatoren.

De Regering kan, bij een gemotiveerde beslissing, een afwijking toekennen op de voorwaarde inzake diploma, studiegetuigschrift of een ander gelijkwaardig getuigschrift bedoeld in lid 1, 3°, aan kandidaten houders van een diploma, een studiegetuigschrift of een ander gelijkwaardig getuigschrift indien naar een bijzondere expertise wordt gezocht. In de oproep tot het indienen van kandidaturen wordt de afwijking vermeld en wordt de beslissing van de Regering hierover getrouw weergegeven.

Voor de toepassing van lid 3 is naast de in artikel 24 vereiste beroepservaring automatisch ook nuttige beroepservaring vereist, gelijk aan tweemaal het aantal jaren dat overeenkomt met het verschil tussen het aantal jaren van het vereiste diploma met betrekking tot het niveau van de te verlenen graad en het aantal jaren van het door de kandidaat getuigde studieniveau.

Art. 24. Voor elke binnen het Centrum te vervullen functie stelt de algemeen coördinator een functieomschrijving op die ten minste de volgende gegevens bevat:

- 1° het niveau, de graad, de rang en de weddeschaal;
- 2° de toegangsvoorwaarden, met inbegrip van de eventueel vereiste beroepservaring;
- 3° het doel en de hoofdactiviteiten van de functie;
- 4° de vaardigheden die nodig zijn om de functie uit te oefenen.

In afwijking van lid 1 stelt de minister een functieomschrijving op voor de selectie van de algemeen coördinator en de algemeen adjunct-coördinatoren, die ten minste de volgende elementen bevat:

- 1° het niveau, de graad, de rang en de weddeschaal;
- 2° de toegangsvoorwaarden, met inbegrip van de eventueel vereiste beroepservaring;
- 3° het doel en de hoofdactiviteiten van de functie;
- 4° de vaardigheden die nodig zijn om de functie uit te oefenen.

De oproep tot het indienen van kandidaturen en de functieomschrijving worden door het Centrum op passende wijze bekendgemaakt, afhankelijk van de specifieke aard van de te vervullen functie.

Onder het "op passende wijze bekendmaken" wordt verstaan de bekendmaking via meerdere kanalen, uitgevoerd via digitale en gedrukte media. Dit wordt minstens georganiseerd op de website van de Waalse Overheidsdienst en op een website die gespecialiseerd is in werving, evenals in een dagblad van de gedrukte media. In voorkomend geval kan ook een beroep worden gedaan op gespecialiseerde wervingswebsites, de geschreven vakpers of andere communicatiekanalen zoals sociale media.

Art. 25. § 1. De selectie voor niveau A wordt georganiseerd en uitgevoerd door een jury onder het voorzitterschap van de algemeen coördinator van het Centrum, bestaande uit:

- 1° een lid van de Inspectie van Financiën;
- 2° twee deskundigen van buiten het Centrum, gekozen buiten de leden van de ministeriële kabinetten, de diensten van de Waalse Regering en de instellingen van openbaar nut bedoeld in het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen die van het Waalse Gewest afhangen;
- 3° een andere deskundige.

De in lid 1 bedoelde deskundigen moeten ten minste tien jaar ervaring hebben met betrekking tot de vaardigheden die vereist zijn voor de uitoefening van de functie van de toe te kennen betrekking.

De selectie voor niveau B, C en D wordt binnen het Centrum georganiseerd en uitgevoerd door een jury bestaande uit de algemeen coördinator en twee algemene adjunct-coördinatoren.

Teneinde de genderdiversiteit te eerbiedigen, mag geen enkel jurypanel voor meer dan twee derde uit leden van hetzelfde geslacht bestaan, met uitzondering van de jury die op grond van lid 3 wordt samengesteld, wanneer de samenstelling van het Centrum dit niet toelaat.

§ 2. De oproep tot het indienen van kandidaturen, de functieomschrijving en de selectieprocedure, met inbegrip van de samenstelling van de jury, worden gevalideerd door de Regering.

§ 3. De jury organiseert een of meer selectieproeven om:

- 1° de technische vaardigheden van de kandidaten vast te stellen;
- 2° inzicht te krijgen in de persoonlijkheid van de kandidaten.

De in lid 1 vermelde selectie kan, indien van toepassing, bestaan uit verschillende proeven die duidelijk worden aangegeven in de oproep tot het indienen van kandidaatstellingen en de selectieprocedure.

De verificatie van de inachtneming van de artikelen 23 en 24 is een integraal onderdeel van de selectieprocedure.

§ 4. Op basis van de selectieproef/-proeven rangschikt de jury de kandidaten volgens het aantal behaalde punten en stelt zij de Regering in kennis van de lijst van geslaagde kandidaten die de reservelijst van de selectie vormen.

§ 5. De Regering wijst de laureaat aan, op basis van de rangschikking opgemaakt volgens paragraaf 4, in de toe te kennen functie.

Art. 26. § 1. In afwijking van artikel 25 wordt de selectie voor de algemeen coördinator en de algemene adjunct-coördinatoren georganiseerd en uitgevoerd door een jury onder gezamenlijk voorzitterschap van de voorzitter en vicevoorzitter van de CFFW, bestaande uit:

1° een lid van de Inspectie van Financiën;

2° twee deskundigen van buiten het Centrum, gekozen buiten de leden van de ministeriële kabinetten, de diensten van de Waalse Regering en de instellingen van openbaar nut bedoeld in het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen die van het Waalse Gewest afhangen;

3° een andere deskundige van buiten het Centrum.

De in lid 1 bedoelde externe deskundigen moeten beschikken over ten minste tien jaar ervaring die relevant is voor de vaardigheden die vereist zijn voor de uitoefening van de functie van de toe te kennen betrekking, en ten minste één van hen moet tien jaar ervaring hebben op het gebied van management of personeelsmanagement.

Om de genderdiversiteit te respecteren, mag niet meer dan twee derde van de juryleden van hetzelfde geslacht zijn.

§ 2. De oproep tot het indienen van kandidaturen, de functieomschrijving en de selectieprocedure, met inbegrip van de samenstelling van de jury, worden gevalideerd door de Regering.

§ 3. De jury organiseert een of meer selectieproeven om:

1° de managementvaardigheden van de kandidaten te beoordelen;

2° de organisatorische vaardigheden van de kandidaten te beoordelen;

3° de technische vaardigheden van de kandidaten te beoordelen;

4° inzicht te krijgen in de persoonlijkheid van de kandidaten.

De in lid 1 vermelde selectie kan, indien van toepassing, bestaan uit verschillende proeven die duidelijk worden aangegeven in de oproep tot het indienen van kandidaatstellingen en de selectieprocedure.

De verificatie van de inachtneming van de artikelen 23 en 24 is een integraal onderdeel van de selectieprocedure.

§ 4. Op basis van de selectieproef/-proeven stelt de jury een schriftelijk rapport op voor de Regering, met een motivering van haar beslissing, met een opsomming van de vaardigheden van elke kandidaat en een indeling in twee categorieën: "geschikt" en "ongeschikt".

§ 5. De Regering benoemt de laureaat uit de kandidaten die door de jury geschikt worden bevonden, in de toe te kennen betrekking.

HOOFDSTUK V. — *Bezoldigingen*

Art. 27. § 1. De personeelsleden van het Centrum bedoeld in artikel 16, 1° en 2°, die geen recht op bezoldiging behouden van hun instelling van herkomst, en de personeelsleden van het Centrum bedoeld in artikel 16, 3°, ontvangen een jaarlijkse toelage in de plaats van een bezoldiging.

Deze jaarlijkse bezoldigingvervangende toelage wordt op basis van een salarisschaal toegekend aan de houder van de in artikel 22 bedoelde graad overeenkomstig de volgende overeenstemmingen:

1° voor de graad van algemeen coördinator, weddeschaal A2;

2° voor de graad van algemeen adjunct-coördinator, weddeschaal A3;

3° voor de graad van adviseur-expert, weddeschaal A4/1;

4° voor de graad van eerste attaché-expert, weddeschaal A5/2;

5° voor de graad van attaché-expert, weddeschaal A6/1;

6° voor de graad van eerste administratief gegradueerde, weddeschaal B1;

7° voor de graad van administratief gegradueerde, weddeschaal B2/1;

8° voor de graad van eerste administratief assistent, weddeschaal C1;

9° voor de graad van administratief assistent, weddeschaal C2;

10° voor de graad van eerste administratief adjunct, weddeschaal D1;

11° voor de graad van administratief adjunct, weddeschaal D2.

§ 2. De jaarlijkse salarisvervangende toelage evolueert in de tijd en wordt vastgesteld in een weddeschaal als bedoeld in paragraaf 1, tweede lid, waarin rekening wordt gehouden met de toelaatbare diensten op de dag van indiensttreding bij het Centrum en met de in het Centrum verworven geldelijke anciënniteit.

In afwijking van artikel 238, § 3, tweede lid, van de Ambtenarencode is de duur bedoeld in het eerste lid van artikel 238, § 3, van de Ambtenarencode niet beperkt voor prestaties of perioden van activiteit die nuttige ervaring opleveren.

De prestaties die in aanmerking komen voor de berekening van de geldelijke anciënniteit worden vastgesteld door de algemeen coördinator op verzoek van het personeelslid van het Centrum, dat bij zijn verzoek alle relevante bewijsstukken voegt. De toelaatbare diensten vangen aan op de eerste dag van de maand volgende op het verzoek.

Art. 28. De personeelsleden van het Centrum bedoeld in artikel 16, 1° en 2°, die het recht op bezoldiging van hun instellingen van herkomst behouden, ontvangen in voorkomend geval een aanvullende jaarlijkse toelage ter vervanging van hun bezoldiging.

Deze aanvullende jaarlijkse toelage is gelijk aan het positieve verschil tussen de jaarlijkse toelage waarop de ambtenaar van het Centrum overeenkomstig artikel 27 recht heeft en de wedde die hij werkelijk van de instelling van herkomst ontvangt.

Met het oog op de berekening van de aanvullende jaarlijkse toelage moet een personeelslid van het Centrum dat nog een wedde ontvangt van zijn oorspronkelijke organisatie, SePAC onverwijld in kennis stellen van zijn financiële situatie bij de oorspronkelijke organisatie op de dag van zijn indiensttreding bij het Centrum, alsmede van eventuele wijzigingen in die situatie. Als dit niet gebeurt, kan de betaling van de aanvullende jaarlijkse toelage worden onderbroken of beperkt totdat de door SePAC verlangde informatie is ontvangen.

Art. 29. De geldelijke toestand van de personeelsleden van het Centrum bedoeld in artikel 16, eerste lid, 2°, wordt als volgt geregeld:

1° wanneer de dienst van herkomst ermee instemt de betaling van de wedde voort te zetten, ontvangt het personeelslid van het Centrum, in voorkomend geval en ten laste van de begroting van het Centrum, de in artikel 28 bedoelde aanvullende jaarlijkse toelage ter vervanging van de wedde;

2° wanneer de dienst van herkomst de betaling van de bezoldiging schorst, ontvangt het personeelslid van het Centrum ten laste van de begroting van het Centrum de in artikel 27 bedoelde jaarlijkse toelage ter vervanging van de wedde.

In lid 1, 1°, wordt, indien de werkgever om terugbetaling van de wedde verzoekt, door het Centrum aan de instelling van oorsprong de bezoldiging van het personeelslid van het Centrum, het vakantiegeld, de eindejaarspremie en alle andere toelagen terugbetaald, berekend volgens de bepalingen die op hem van toepassing zijn in zijn dienst van oorsprong, in voorkomend geval verhoogd met de werkgeversbijdragen.

Artikel 25 van het besluit van de Waalse regering betreffende de ministeriële kabinetten is niet van toepassing op het personeel van het Centrum.

Art. 30. De personeelsleden van het Centrum ontvangen een aanvullende jaarlijkse toelage, waarvan het bedrag als volgt wordt vastgesteld:

1° voor niveau A, een niet-geïndexeerd brutobedrag van 3.000 euro;

2° voor niveaus B, C en D, een niet-geïndexeerd brutobedrag van 2.000 euro.

Art. 31. De personeelsleden van het Centrum hebben recht op een haardttoelage, een standplaatstoelage, een vakantiegeld, een eindejaarspremie, maaltijdcheques en elke andere toelage of vergoeding tegen de tarieven en onder de voorwaarden vastgesteld in het geldende besluit van de Waalse Regering betreffende de ministeriële kabinetten of, bij ontstentenis daarvan, voor het personeel van andere diensten van de Regering, met uitzondering van de jaarlijkse kabinetvergoeding in de plaats van een bezoldiging en de jaarlijkse kabinetvergoeding.

Voor de toepassing van lid 1 met betrekking tot de jaarlijkse forfaitaire vergoedingen voor regelmatig telewerken, wordt het bedrag vastgesteld in overeenstemming met het besluit van de Waalse regering betreffende de ministeriële kabinetten, en rekening houdend met de taken die in het Centrum worden uitgevoerd in de hoedanigheid van:

1° algemeen coördinator, het bedrag toegekend aan de Kabinetschef;

2° algemeen adjunct-coördinator, het bedrag toegekend aan de Adjunct-kabinetschef;

3° adviseur-expert, het bedrag toegekend aan de adviseur;

4° eerste attaché-expert, het bedrag toegekend aan de attaché;

5° attaché-expert, het bedrag toegekend aan de attaché;

6° eerste administratief gegradueerde, het bedrag toegekend aan de medewerker;

7° administratief gegradueerde, het bedrag toegekend aan de medewerker;

8° eerste administratief assistent, het bedrag toegekend aan de medewerker;

9° administratief assistent, het bedrag toegekend aan de medewerker;

10° eerste administratief adjunct, het bedrag toegekend aan de medewerker;

11° administratief adjunct, het bedrag toegekend aan de medewerker.

In afwijking van het in toepassing van het vorige lid vastgestelde bedrag, hebben de personeelsleden die de functie van boekhoudingscorrespondent uitoefenen recht op een jaarlijkse forfaitaire vergoeding voor regelmatig telewerken die gelijk is aan het bedrag dat aan de begrotingscorrespondent wordt toegekend door het besluit van de Waalse Regering betreffende de ministeriële kabinetten.

Art. 32. De wedden, bezoldigingen, vergoedingen en voordelen van de door de Waalse Regering benoemde personeelsleden van het Centrum komen ten laste van de begroting van het Centrum.

Art. 33. De vergoedingen bedoeld in de artikelen 27, 28, 30 en 31 worden maandelijks bij vervallen termijn betaald.

De maandelijks toelagen zijn gelijk aan een twaalfde van het jaarlijkse bedrag.

Als de maandelijks toelagen niet volledig verschuldigd zijn, worden ze uitbetaald in dertigsten, overeenkomstig de voorwaarden die gelden voor het personeel van de overheidsdiensten.

Art. 34. De vergoedingen bedoeld in de artikelen 27, 28, 30 en 31 zijn gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen, overeenkomstig de regels vastgesteld bij de wet van 1 maart 1977 houdende organisatie van een systeem van koppeling van bepaalde uitgaven van de openbare sector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Koninkrijk. Ze zijn gekoppeld aan het indexcijfer 138.01 van 1 januari 1990.

HOOFDSTUK VI. — *Diverse uitgaven, financiële tegenwaarde en autogebruik*

Art. 35. De bepalingen van de Ambtenarencode inzake de reiskosten ter zake van dienstreizen en het gebruik van het openbaar vervoer zijn van toepassing op het personeel van het Centrum.

Art. 36. De personeelsleden van het Centrum hebben recht op een abonnement voor het openbaar vervoer van hun woonplaats of gewone verblijfplaats naar de standplaats van het Centrum.

Door middel van een bijzondere beschikking van de minister kan een financiële tegenwaarde worden toegekend die overeenkomt met de kosten van het (de) openbaarvervoersabonnement(en) voor het traject van de woning of gebruikelijke verblijfplaats naar de plaats van het werk. Deze tegenwaarde wordt pro rata toegekend. Om hiervoor in aanmerking te komen, moeten personeelsleden van het Centrum een afschrift van het kentekenbewijs overleggen waaruit blijkt dat het om hun eigen voertuig gaat of dat van een persoon die deel uitmaakt van hun huishouden.

Art. 37. Binnen de perken van de begrotingskredieten van het Centrum stelt de minister de individuele kilometerquota vast die jaarlijks worden toegekend aan de personeelsleden van het Centrum aan wie toestemming kan worden verleend om hun persoonlijk motorvoertuig voor dienstdoeleinden te gebruiken overeenkomstig de in de Ambtenarencode vastgestelde voorwaarden.

Dit quotum mag niet hoger zijn dan 12.000 kilometer per jaar per begunstigde.

Terugbetaling vindt alleen plaats op vertoon van een maandelijks aangifte, gestaafd met bewijsstukken van gemaakte reizen voor dienstdoeleinden.

Het tarief van de kilometervergoeding wordt vastgesteld in overeenstemming met het koninklijk besluit van 18 januari 1965 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende de reiskosten en wordt elk jaar in juli geïndexeerd door middel van een circulaire van de federale regering waarin het bedrag wordt aangepast.

Art. 38. De algemeen coördinator en elke algemene adjunct-coördinator krijgen een bedrijfswagen toegewezen, tenzij zij anders vragen.

Na ontvangst van genoemd voertuig kunnen de algemeen coördinator en elke algemene adjunct-coördinator niet langer profiteren van de bepalingen van de artikelen 36 en 37.

Art. 39. De voorwaarden voor de aankoop en het gebruik van bedrijfs- en dienstvoertuigen, de voorwaarden voor de bijdragen in de kosten van abonnementen op het vaste en mobiele telefoonnet, fax en internet en de communicatiekosten van het personeel van het Centrum worden geregeld door de circulaire van de Waalse Regering waarin de toe te passen procedures worden vastgesteld en geharmoniseerd, met name wat betreft het beheer en de werking van de ministeriële kabinetten zoals bepaald in het geldende besluit van de Waalse Regering betreffende de ministeriële kabinetten.

HOOFDSTUK VII. — *Beëindiging van de dienst en ontslagvergoeding voor personeelsleden*

Art. 40. Indien de aangewezen personeelsleden van het Centrum die geen recht hebben op de in artikel 41 bedoelde uitkering bij vertrek ineens, wegens het belang van de dienst hun jaarlijkse vakantie vóór beëindiging van de dienst niet of slechts ten dele hebben kunnen opnemen, wordt hun voor de niet-opgenomen vakantiedagen een compensatiebedrag toegekend dat gelijk is aan hun laatste wedde.

Het verlof dat in aanmerking wordt genomen is het verlof van het lopende jaar, evenredig verdeeld volgens de regeling en de dienstperiode, en het verlof dat wordt overgedragen om te voldoen aan de dienstvereisten.

Voor de toepassing van dit artikel is het in aanmerking te nemen loon het geïndexeerde bruto maandbedrag van de in artikel 27 bedoelde jaarvergoeding in plaats van loon of het geïndexeerde bruto maandbedrag van de in artikel 28 bedoelde aanvullende jaarvergoeding in plaats van loon, waarop een aanpassingscoëfficiënt is toegepast volgens de uitkeringsregeling, eventueel verhoogd met de haardtoelage of de woonplaatsvergoeding.

Art. 41. § 1. De minister kent een forfaitaire vertrekvergoeding toe aan de aangewezen personeelsleden van het Centrum die een functie bij het Centrum hebben uitgeoefend en die geen beroepsinkomen, vervangingsinkomen of rustpensioen genieten.

Een overlevingspensioen of het bestaansminimum toegekend door een openbaar centrum voor sociale voorzieningen worden niet beschouwd als vervangingsinkomen.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 kent de minister een forfaitaire vertrekvergoeding toe aan aangewezen personeelsleden van het Centrum die een functie in het Centrum hebben bekleed en wier enige inkomen bestaat uit:

- 1° een werkloosheidsuitkering, integratie-uitkering of wettelijke ziekte-, invaliditeits- of moederschapsuitkering;
- 2° de vergoeding voor het uitsluitend verrichten van één of meer functies op deeltijdse basis;
- 3° een overlevingspensioen of een leefloon toegekend door een openbaar centrum voor sociale actie.

De forfaitaire vertrekpremie wordt, na weging, verminderd met de bruto-inkomsten bedoeld in lid 1, 1°, 2° en 3° voor de overeenstemmende periode.

§ 3. De forfaitaire vertrekpremie wordt toegekend tot een maximum van:

- 1° een maanduitkering voor een ononderbroken vervulde tewerkstellingsperiode van drie tot zes maanden;
- 2° twee maandoelagen voor een ononderbroken tewerkstellingsperiode van zes tot twaalf maanden;
- 3° een vergoeding van drie maanden voor een ononderbroken tewerkstellingsperiode van twaalf tot achttien volledige maanden;
- 4° een vergoeding van vier maanden voor een ononderbroken tewerkstellingsperiode van achttien tot vierentwintig volledige maanden;
- 5° een maximale vergoeding van vijf maanden voor een ononderbroken tewerkstellingsperiode van meer dan vierentwintig volledige maanden.

§ 4. Het maandelijks brutobedrag van de forfaitaire uitkering bij vertrek is gelijk aan het geïndexeerde maandelijks brutobedrag van de in artikel 27 bedoelde jaarlijkse vervangingsuitkering of aan het geïndexeerde maandelijks brutobedrag van de in artikel 28 bedoelde jaarlijkse aanvullende vervangingsuitkering voor de laatste maand van activiteit waarin de betrokkene ten minste drie maanden heeft gewerkt, met een aanpassingscoëfficiënt volgens het uitkeringsstelsel, eventueel verhoogd met de kostwinnerstoelage of de woonplaatsvergoeding.

§ 5. De forfaitaire vertrekpremie wordt in maandelijks termijnen uitbetaald. Voorwaarde voor de toekenning van de uitkering is dat de betrokkene elke maand een verklaring op erewoord indient waaruit blijkt dat hij in de betrokken periode geen beroepsbezigheid heeft uitgeoefend of dat hij in een van de in lid 2 bedoelde omstandigheden verkeert.

§ 6. De primaire ordonnateur of zijn afgevaardigde verstrekt SePAC onverwijld alle informatie die nodig is om de uitkering ineens bij vertrek voor elke begunstigde te berekenen.

§ 7. Er wordt geen forfaitaire ontslagvergoeding toegekend aan personeelsleden van het Centrum die ontslag nemen, met pensioen gaan of wegens grove schuld worden ontslagen.

§ 8. Het besluit tot beëindiging van de dienst vermeldt elke forfaitaire vertrekpremie waarvan de voorwaarden worden gecontroleerd door het SePAC.

TITEL IV. — *Werking van het Centrum*

HOOFDSTUK I. — *Ordonnateurs, rekenplichtigen en delegaties*

Art. 42. De algemeen coördinator is gemachtigd om betalingsverplichtingen aan te gaan en zijn goedkeuring te hechten aan alle uitgaven in verband met de toelagen en voordelen die aan het personeel van het Centrum worden toegekend.

Art. 43. Aan de algemeen coördinator van het Centrum wordt een delegatie verleend tot een maximumbedrag van 10.000 euro exclusief btw om alle uitgaven vast te leggen, goed te keuren en te regelen die betrekking hebben op respectievelijk expertisecosten, procedurekosten en advocatenhonoraria, de werking van het Centrum en de aankoop van diverse goederen ten laste van de organieke afdeling 19 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest.

Art. 44. Het SePAC is belast met de administratieve ondersteuning van het personeel van het Centrum en met de salarisadministratie van de aan het personeel van het Centrum toegekende salarissen, toelagen en voordelen.

Aan de directeur van het SePAC wordt een delegatie verleend tot het betalen van de uitgaven van de primaire ordonnateur of zijn afgevaardigden, als bedoeld in de artikelen 42 en 43, met betrekking tot de salarissen, vergoedingen en toelagen van het personeel van het Centrum.

Art. 45. De bepalingen van de artikelen 42 tot en met 44 hebben niet tot gevolg dat de primaire ordonnateur de bevoegdheid verliest om betalingsverplichtingen aan te gaan en alle uitgaven in het kader van dit besluit goed te keuren en betaalbaar te stellen.

HOOFDSTUK II. — *Apparatuur en bedrijfsmiddelen*

Art. 46. De Regering neemt de nodige maatregelen om het Centrum de ruimten, het meubilair en de IT- en kantooruitrusting te verschaffen die het nodig heeft om te kunnen functioneren. De uitrusting kan worden aangekocht of geleased.

Art. 47. In overeenstemming met de bepalingen inzake overheidsopdrachten stelt de algemeen coördinator van het Centrum opdrachten voor diensten voor, met name om zich te verzekeren van de medewerking van adviesbureaus die hem in zijn opdracht bijstaan.

Zo nodig stelt hij voorstellen op voor aankopen ter aanvulling van de in artikel 46 bedoelde uitrusting.

TITEL V. — *Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen*

Art. 48. § 1. De personeelsleden van de Cel Financiële Informatie, opgericht bij het besluit van de Waalse Regering van 8 mei 2014 houdende oprichting van de cel voor financiële informatie en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2005, en de personeelsleden van de Cel Fiscale Expertise en Strategische Ondersteuning, opgericht bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2002 houdende oprichting van een fiscale cel van het Waalse Gewest, worden van rechtswege aan het Centrum toegewezen. Zij worden door de minister onverwijld per aangetekend schrijven in kennis gesteld van deze toewijzing, alsook van de in artikel 21 bedoelde graad die hun binnen het Centrum door de Regering wordt toegekend.

§ 2. De personeelsleden van de Cel Schuldbeheer en de Cel Ondersteuning monitoring van de WOD Financiën zijn op vrijwillige basis gedetacheerd bij het Centrum. Zij worden onverwijld door de minister per ter post aangetekende brief in kennis gesteld van de hun geboden mogelijkheid, alsmede van de in artikel 21 bedoelde graad die hun binnen het Centrum door de Regering wordt aangeboden, en beschikken over een termijn van een maand om de minister van hun keuze in kennis te stellen.

Als zij verkiezen niet aan het Centrum te worden toegewezen of als zij niet antwoorden binnen de in lid 1 genoemde termijn, worden zij niet automatisch bij het Centrum gevoegd.

§ 3. De in de paragrafen 1 en 2 bedoelde personeelsleden worden in het Centrum geïntegreerd overeenkomstig titel 3, hoofdstuk 3, artikelen 21 en 22, en hoofdstuk 5, artikelen 27 tot 34.

§ 4. Voor de toepassing van titel 3 en in afwijking van paragraaf 3, de personeelsleden bedoeld in paragraaf 1, met betrekking tot hun tewerkstelling bij de entiteit bedoeld in paragraaf 1:

1° die op de dag voorafgaand aan hun tewerkstelling bij het Centrum een jaarlijkse toelage ontvingen ter vervanging van hun bezoldiging, verbonden aan een hogere weddeschaal dan deze toegekend krachtens artikel 27, § 1, tweede lid, behouden het voordeel van deze hogere weddeschaal;

2° die op de dag voorafgaand aan hun tewerkstelling bij het Centrum een jaarlijkse, niet aan een weddeschaal gekoppelde, inkomensvervangende vergoeding ontvingen waarvan het bedrag hoger is dan dat van de jaarlijkse inkomensvervangende vergoeding die hun wordt toegekend overeenkomstig artikel 27, § 1, tweede lid, behouden het voordeel van dat bedrag bij wijze van jaarlijkse inkomensvervangende vergoeding totdat zij een bedrag ontvangen dat ten minste gelijk is aan de jaarlijkse inkomensvervangende vergoeding overeenkomstig artikel 27, § 1, tweede lid;

3° die op de dag voorafgaand aan hun tewerkstelling bij het Centrum recht hadden op een jaarlijkse toelage die overeenstemt met de jaarlijkse toelage van het Kabinet en waarvan het bedrag hoger is dan dat van de aanvullende jaarlijkse toelage toegekend krachtens artikel 28, behouden het voordeel van dit bedrag als aanvullende jaarlijkse toelage in afwijking van het bedrag vermeld in artikel 28.

Personeelsleden kunnen het voordeel krijgen van een combinatie van 1° tot 3°.

§ 5. Voor de toepassing van Titel 3 en in afwijking van § 3 behouden de in § 2 bedoelde personeelsleden die op de dag voorafgaand aan hun tewerkstelling bij het Centrum een hogere salarisschaal genoten dan die welke overeenkomstig artikel 27, § 1, tweede lid, is toegekend, het voordeel van die hogere salarisschaal.

Art. 49. In geval van wijzigingen aan het besluit van de Waalse Regering betreffende de ministeriële kabinetten die een weerslag hebben op dit besluit, zendt het Centrum de minister onverwijld de nodige voorstellen tot wijziging van dit besluit toe.

Art. 50. Voor de toepassing van elke wet- of regelgeving die specifiek verwijst naar de Cel voor Financiële Informatie ingesteld bij het besluit van de Waalse Regering van 8 mei 2014 houdende oprichting van de cel voor financiële informatie en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2005, de Cel Fiscale Expertise en Strategische Ondersteuning, opgericht bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2002 houdende oprichting van een fiscale cel van het Waalse Gewest, de Cel Schuldbeheer van de Waalse Overheidsdienst Financiën of de Cel Ondersteuning monitoring van de WOD Financiën, moet het Centrum worden gelijkgesteld met de daarin vermelde cel zolang deze geldende wet- of regelgeving niet wordt aangepast na de oprichting van het Centrum.

Art. 51. Het besluit van de Waalse Regering van 8 mei 2014 tot oprichting van de Cel Financiële Informatie en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2005 wordt opgeheven.

Art. 52. Het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2002 tot oprichting van een fiscale eenheid van het Waals Gewest wordt opgeheven.

Art. 53. Het besluit van de Waalse regering van 20 juli 2023 houdend oprichting van het "Centre stratégique d'expertise fiscale, financière et budgétaire", afgekort: CeSEFFB, en tot opheffing van verscheidene bepalingen terzake, wordt ingetrokken.

Art. 54. De afzonderlijke handelingen die goedgekeurd werden in uitvoering van het besluit van de Waalse regering van 20 juli 2023 houdend oprichting van het "Centre stratégique d'expertise fiscale, financière et budgétaire", afgekort: CeSEFFB, en tot opheffing van verscheidene bepalingen terzake, worden geacht hun grondslag te vinden in dit besluit.

Art. 55. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2024.

Art. 56. De minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 25 april 2024.

Voor de Regering:

De minister-president,

E. DI RUPO

De minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,

A. DOLIMONT

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2024/005425]

23 MEI 2024. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende wijzigingen aan het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 maart 1999 tot vaststelling van de ingedeelde inrichtingen van klasse IB, IC, ID, II en III met toepassing van artikel 4 van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen, artikelen 6-4 en 13;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 maart 1999 tot vaststelling van de ingedeelde inrichtingen van klasse IB, IC, ID, II en III met toepassing van artikel 4 van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 april 2019 tot verplichting van het inwinnen van het advies van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp voor bepaalde ingedeelde inrichtingen;

Gelet op de "gelijkekansentest" van 21/09/2023, zoals vereist door het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 november 2018 tot uitvoering van de ordonnantie van 4 oktober 2018 tot invoering van de gelijke kansentest;

Gelet op het advies nr. A-2023-039-RLBHG van de Raad voor het Leefmilieu gegeven op 7 december 2023 ;

Gelet op het advies nr. A-2023-087-BRUPARTNERS van Brupartners gegeven op 21 december 2023 ;

Gelet de aanvraag om advies binnen 30 dagen, ingediend bij de Raad van State op 22 april 2024, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende de beslissing van de afdeling Wetgeving van de Raad van State op datum van 23 april 2024 om geen advies te verlenen over de adviesaanvraag onder het nummer 76.194/16 van de rol;

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2024/005425]

23 MAI 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 mars 1999 fixant la liste des installations de classe IB, II, IC, ID et III en exécution de l'article 4 de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement, les articles 4 et 13 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 mars 1999 fixant la liste des installations de classe IB, II, IC, ID et III en exécution de l'article 4 de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 avril 2019 imposant l'avis du Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente de la Région de Bruxelles-Capitale pour certaines installations classées ;

Vu le test « égalité des chances » du 21/09/2023, tel que requis par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 novembre 2018 portant exécution de l'ordonnance du 4 octobre 2018 tenant à l'introduction du test égalité des chances ;

Vu l'avis n° A-2023-039-CERBC du Conseil de l'Environnement de la Région de Bruxelles-Capitale, donné le 7 décembre 2023 ;

Vu l'avis n° A-2023-087-BRUPARTNERS de Brupartners, donné le 21 décembre 2023 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, introduite au Conseil d'Etat le 22 avril 2024, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant la décision de la section de législation du Conseil d'Etat en date du 23 avril 2024 de ne pas donner d'avis sur la demande portant le numéro 76.194/16 du rôle;